



***Je ne juge pas... je livre, sommairement triés, les media tels qu'ils sont... à chacun de faire son opinion.***

[illegible]

# Décès du lieutenant-colonel René Gatisso, Compagnon de la Libération

15 février 2012 – 9:21



Le lieutenant-colonel René Gatissou, Compagnon de la Libération, s'est éteint le 13 février à Chambourcy (Yvelines), à l'âge de 96 ans.

Né le 13 mai 1915 à Libourne, René Gatissou s'engage dans l'aviation dès la fin de ses études secondaires. Après avoir obtenu son brevet supérieur de mécanicien d'aéronautique et ses galons de sergent, il est affecté, en 1938, à Djibouti.

En juillet 1940, et alors qu'il est toujours en Afrique de l'Est, il refuse l'armistice signé par le maréchal Pétain et entre en résistance et intégrant un petit groupe qui travaille en liaison avec la Royal Air Force.

Le jeune sous-officier donne des renseignements aux Britanniques au Yémen et au Somaliland et organise les évasions d'aviateurs alliés. Il met même au point un plan d'attaque de Djibouti qui ne sera jamais mis en œuvre par Londres.

Le 27 avril 1941, alors qu'il est sur le point d'être arrêté, il prend la fuite à bord d'une vedette du gouverneur de Djibouti et rejoint la RAF en Somalie britannique. Il est alors condamné à mort par contumace par le gouvernement de Vichy.

Après avoir rallié Aden, René Gatisson est ensuite affecté au Groupe Réserve de Bombardement n°1 (GRB1) Forces aériennes françaises libres (FAFL), placé sous les ordres du capitaine Astier de Villatte. Il effectue plusieurs missions de combat en tant que mitrailleur au-dessus de sur l'Abyssinie et de l'Erythrée.

En septembre 1941, le GRB1 devient le Groupe de Bombardement « Lorraine » alors qu'il a rejoint la Syrie. Nommé chef mécanicien de la 1ère escadrille, René Gatisson participe avec cette unité à la campagne de Libye.

Après un retour en Syrie, où il participe à la création d'une unité de Coastal Command opérant depuis Saint-Jean-d'Acre, René Gatisson rejoint l'Angleterre avec le Groupe Lorraine. Là, il est admis au cours des élèves ingénieurs de la RAF, ce qui lui permet d'être promu sous-lieutenant et de devenir le responsable des mécaniciens de son unité tout en continuant d'assurer régulièrement des missions de combat en tant que mitrailleur. C'est ainsi qu'il prendra part à un audacieux raid sur Boulogne-sur-Mer ainsi qu'à une attaque de nuit sur une colonne blindée ennemie.

Au début de l'année 1945, et alors que le Groupe Lorraine s'est établi aux Pays-Bas, le lieutenant Gatisson est affecté à la réorganisation des écoles de l'armée de l'Air, à la demande du colonel Fourquet. L'officier compte alors 420 heures de vol pour 17 missions de combat.

En octobre de la même année, le lieutenant Gatisson rejoint Calcutta, en Inde, puis participe à la campagne d'Indochine. Promu capitaine, il revient en France en 1949, après avoir obtenu 2 citations sur ce théâtre d'opérations.

En mars 1960, René Gatisson quitte l'armée de l'Air avec le grade de commandant pour entamer une nouvelle carrière au sein du groupe Technip. Il est alors nommé lieutenant-colonel de réserve.

Compagnon de la Libération, le lieutenant-colonel René Gatisson était aussi commandeur de la Légion d'Honneur et, entre autres, titulaire de la Croix de Guerre 39/45 (3 citations) et des TOE (2 citations), de la Médaille de l'Aéronautique, de la Médaille Coloniale avec agrafes « Somalie », « Erythrée », « Libye » et « E-O ».

## Et pour 14 VM collectives de plus (actualisé-1)



*Un stick de parachutistes du CPA 20 et du 2e REP embarquent dans un Casa 235, lors d'un entraînement conjoint en Corse, la semaine dernière (photo Y Deleaz /armée de l'air).*

14 unités de l'armée de l'air vont voir leur emblème décoré dans les semaines qui viennent, dans la foulée des premières VM collectives distribuées au titre de 2011. Parmi ces unités figurent deux unités des forces spéciales air, l'escadron de transport **3.61 Poitou** et le commando parachutiste de l'air (CPA) n°10. De quoi récompenser un engagement particulier en 2011 (1), à l'image de leurs contrats opérationnels.

Les deux autres escadrons de Mirage 2000D (**1.3 Navarre** et **2.3 Champagne**) doivent aussi être décorés, ainsi que le **1.2 Cigognes**, le **CPA 20**, et au moins les deux escadrons de transport tactique d'Evreux.

Selon des sources convergentes, le **GAM-56 Vaucluse**, unité de soutien aérien de la **DGSE** sera également décorée.

Un nombre "significatif" de VM collectives devraient être aussi distribuées dans l'armée de terre. La liste définitive, soumise au **CEMA**, n'est toujours pas officielle.

(1) j'évoquais dans le dernier **Air&Cosmos** les 624 heures de vol réalisées, en 2011, par un pilote du Poitou... En juin 2011, la moitié des groupes action du **CPA 10** étaient engagés en opérations.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/15/2012 01:23:00 PM](#)

**14.02.2012**

## Nicolas Sarkozy et la Défense: vers la disparition du monde militaire en tant que société



Le Président est-il un authentique chef des armées ou un va-t-en guerre opportuniste? A-t-il engagé nos forces dans des opérations multinationales à la finalité discutable ou, au contraire, utilisé notre outil militaire dans le cadre d'un impératif et légitime droit/devoir d'ingérence? Est-il le fossoyeur des armées ou celui qui, sur fond de crise mondiale, a réussi à sanctuariser leurs moyens essentiels? A défaut de vouloir répondre péremptoirement et à défaut de pouvoir disserter sur le volet "défense" du programme de l'imminent candidat de l'UMP, j'ai collecté quelques éléments (sans trop de chiffres) pour ébaucher le bilan "défense" d'une mandature.



**Pour commencer**, il est intéressant de relire le [discours prononcé par Nicolas Sarkozy, le 7 mars 2007](#).

Parmi les propositions et projets contenus dans ce discours consacré à la défense, on pouvait alors relever:

- la création d'un "Conseil National de Sécurité" auprès du Président de la République, une structure centrale d'analyse et de réflexion, en période normale comme de crise, apte à donner au Président de la République

les éléments d'expertise essentiels à la prise de décision,

- la démocratisation des processus avec le renforcement du pouvoir d'intervention du Parlement dans le renseignement (contrôle des services), les programmes d'armements et pour décider des opérations extérieures (OPEX).
- le maintien de l'ONU comme cadre de référence en matière de sécurité internationale,
- le maintien de l'effort budgétaire à hauteur de 2% de la richesse nationale,
- la modernisation de la dissuasion « *assurance vie de la nation* »,
- la construction du second porte-avions,
- l'effort visant à protéger nos forces en opération extérieures, avec la mise en œuvre d'équipements pour garantir l'efficacité et la protection des troupes déployées au sol: numérisation du champ de bataille, équipements individuels, blindage des véhicules, médecine de l'avant, aéromobilité...,
- l'instauration d'un service civique obligatoire, comportant un volet militaire et de sécurité et la

revalorisation de la condition militaire,  
- l'annonce de la rédaction d'un Livre blanc.

On jugera de ce qui a été réalisé et de ce qui reste à l'être. Et l'on conviendra, par exemple, qu'il était plus facile de faire rédiger un Livre blanc que de financer une second PA..., mais que l'absence de ce navire a été moins fatale et préjudiciable que les conclusions du document qui n'avaient rien d'un tir à blanc...



**Il est aussi nécessaire de relever les événements et annonces** marquants intervenus depuis le 6 mai 2007 et liés aux questions militaires:

- 15 octobre 2007: décision de participer à l'opération EUFOR Tchad/RCA (qui prendra fin le 15 mars 2009). 1700 soldats français y prennent part.
- novembre 2007: annonce du renforcement du contingent français en Afghanistan. 2000 soldats sont déployés sur le théâtre.
- janvier 2008: annonce de la création de la base militaire des EAU qui sera inaugurée le 29 mai 2009.
- 27 mars 2008: annonce de l'envoi de mille soldats de plus en Afghanistan.
- avril 2008: lancement de la RGPP (révision générale des politiques publiques) qui va impacter la Défense. 54 000 postes vont disparaître.
- 19 avril 2008: raid réussi des FS pour libérer l'équipage du *Ponant* aux mains de pirates.
- 17 juin 2008: présentation du Livre blanc sur la Défense et la Sécurité. Deux jours après, le groupe Surcouf dénonce l'incohérence du document.
- 29 juin 2008: fusillade de Carcassonne. Le Président traite la chaîne de commandement d'"amateurs". Démission du général Cuhe.
- 13 juillet 2008: le Président n'assiste pas à la garden party du ministère de la Défense.
- 18 août 2008: embuscade d'Uzbeen. Dix Français sont tués.
- 22 septembre 2008: annonce de mesures pour renforcer les troupes françaises d'Afghanistan
- 8 décembre 2008: décision de participer à l'opération Atalante (lutte anti-piraterie) dans l'océan Indien, avec une frégate et un *Atlantique* en permanence.
- 2 février 2009: annonce que le volet défense du plan de relance s'élève à 1,5 milliard d'euros.
- 11 mars 2009: confirmation de la réintégration de la France dans l'Otan. La facture annuelle est estimée à 100 millions d'euros.
- 10 avril 2009: raid des FS pour libérer les otages du voilier *Tanit* aux mains de pirates. Le skipper français est tué par un tir ami.
- 1er novembre 2009: création de la brigade La Fayette déployée en Kapisa.
- 8 janvier 2010, vœux aux armées à Vannes. Confirmation de la présence de 3500 soldats en Afghanistan, chiffre qui passera à 4000.
- Juillet 2010: soutien français à une opération mauritanienne pour libérer les otages d'Aqmi.
- 8 janvier 2011: raid des FS pour libérer deux otages français enlevés au Niger, qui perdent la vie lors de l'opération.
- Mars-avril 2011: opérations militaires françaises en Côte d'Ivoire pour neutraliser les armes lourdes du camp Gbagbo et soutien aux rebelles pour s'emparer d'Abidjan.
- 19 mars 2011: début des opérations aériennes contre la Libye en soutien aux insurgés. La marine est engagée peu après.



- 12 juillet 2011: annonce du retrait graduel du contingent français d'Afghanistan.
- 27 janvier 2012: le retrait français d'Afghanistan va être accéléré. Sur les 82 morts français d'Afghanistan, à cette date, 70 l'ont été depuis 2007.

**Que retenir?** Que le Président n'a pas hésité à engager nos armées, mais de son propre chef, sur plusieurs théâtres d'opérations extérieures. Qu'il a assumé son rôle et ses décisions en faisant preuve de détermination. Qu'il conçoit les armées comme un outil dont le professionnalisme doit être sans faille et la loyauté exemplaire (et silencieuse). Que la Défense a été rétrogradée dans le palmarès des ministères et des priorités du gouvernement parce que la pression publique exigeait des efforts dans le domaine de l'emploi, du social, de la santé, de l'éducation et de la sécurité intérieure. Que les militaires ne comprennent plus qu'elle est leur place dans la communauté française.

**Et qu'est-ce que tout ça m'inspire?** Que l'actuel pouvoir politique souhaite la disparition du monde militaire en tant que société, pour faire place à une simple famille professionnelle (je paraphrase un excellent confrère d'OF qui, lui, parle de "la disparition du monde paysan en tant que société pour faire place à une simple famille professionnelle"). Et que le pouvoir politique à venir aura la même ambition, quel qu'il soit...

## La nouvelle stratégie militaire de la France

Le Point.fr - Publié le 13/02/2012 à 09:07 - Modifié le 13/02/2012 à 09:10

Service du Premier ministre, le SGDSN ne craint pas d'enfoncer des portes ouvertes, dans un document de préparation d'un futur livre blanc stratégique



Photo d'illustration © Arnaud Beinat / Maxppp

En matière d'analyse stratégique et de prospective, certains documents font date. D'autres non. C'est clairement le cas pour le devoir de justification des options stratégiques de [Nicolas Sarkozy](#), que vient de publier le SGDSN (Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale) sous le titre [La France face aux évolutions du contexte international et stratégique](#).

Dès le départ, on est rassuré par le sommaire de l'ouvrage de 80 pages : il nous apprend que "la mondialisation demeure le processus structurant du contexte stratégique international", merci du tuyau. Puis il précise : "Le spectre de la violence armée s'élargit." Ce qui est pourtant discutable si l'on veut se bien souvenir que des centaines de conflits se succèdent sans interruption sur la planète depuis 1945. Il ajoute, sans se tromper, que "les crises perdurent", que "les vulnérabilités se confirment" et que "les tensions sur les ressources énergétiques s'accroissent". Mais ne jetons pas la pierre aux auteurs anonymes de ce texte qui devaient avoir à l'esprit le percutant aphorisme de Pierre Dac : "La prévision est un art difficile, surtout quand elle concerne l'avenir."

## **Préoccupations stratégiques**

On retrouvera bien sûr dans ce texte les grandes préoccupations stratégiques de l'heure : les progrès de l'Iran vers la possession de l'arme nucléaire ou la déstabilisation généralisée du monde arabe, la montée du terrorisme ou de la criminalité organisée. Mais la rhétorique n'est pas toujours convaincante, par exemple quand on lit : "Les flux de prolifération nucléaire, biologique, chimique et balistique évoluent rapidement. (...) Depuis 2008, les échanges et les synergies entre États proliférants se sont accélérés." On croirait lire du George W Bush ou du Donald Rumsfeld avant l'invasion de l'Irak ! Mais encore ? On reste confondu quelques pages plus loin par l'analyse peu sérieuse de l'accident nucléaire de Fukushima. Ce désastre technologique sans précédent dans un pays industriel moderne n'est pas inquiétant en soi, nous expliquent les savants du SGDSN, car "cette catastrophe a surtout eu un impact sur l'opinion économique mondiale, dans un contexte de circulation accélérée de l'information". Réjouissons-nous donc, car ce désastre n'a pas provoqué de "remise en cause généralisée des choix d'évolution du mix énergétique mondiale". Le texte fait mine de redécouvrir la "nécessaire sécurisation des ressources énergétiques" qui est pourtant au coeur des stratégies françaises (Moyen-Orient, Algérie, [Afrique](#) occidentale) depuis plus de soixante ans et qui a justifié pour une large part le dimensionnement global de son outil militaire par notre pays.

## **Options stratégiques de Nicolas Sarkozy**

On passera rapidement sur la justification de l'ensemble des options stratégiques choisies depuis 2008 par Nicolas Sarkozy, y compris durant la crise financière, pour s'arrêter sur une seule : celle conduite par la France dans le cyberspace. Cette politique assez discrète est axée sur deux priorités, la défense et l'attaque. Pour la première, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) se trouve aux manettes et veille à la sécurité des systèmes d'information gouvernementaux. En attendant la crise qui ne manquerait pas de se produire en cas de cyberattaque d'un organe informatique vital. Mais, dans ce cas, la France s'est dotée de capacités de ripostes qui demeurent secrètes mais n'en disposent pas moins de moyens humains et matériels importants. Pour combien de temps ?

## **Quels moyens à l'avenir ?**

Car ce texte paraît à l'heure où chaque militaire sait, du général au caporal des douches, que la période qui suivra l'élection présidentielle sera, dans tous les cas de figure, extrêmement difficile pour le budget de la défense. Or ce "document préparatoire" n'aborde absolument pas la question des ressources financières, donc de la réduction du format des armées françaises, pourtant inéluctable. Ce sera le travail du prochain livre blanc, qui risque d'être autrement plus tonitruant que ce laborieux exercice d'autosatisfaction, flirtant parfois avec la brochure de campagne électorale. On l'aura noté : ce document est anonyme. Les réunions qui l'ont préparé ont été tenues dans la discrétion, et leurs participants ont vocation à rester cachés. À notre humble avis, il aurait pu en être de même de ce texte.

**17.02.2012**

# O combien de généraux, combien de colonels, qui sont partis joyeux pour des courses lointaines...

O combien de marins, combien de capitaines  
Qui sont partis joyeux pour des courses lointaines  
Dans ce morne horizon se sont évanouis!



Je paraphrase Victor Hugo (on comprendra pourquoi après avoir lu ce post) et je tente de répondre à la question que m'ont récemment soumise plusieurs lecteurs. Une question qui a trait aux effectifs et, en particulier, ceux des plus hautes strates de la hiérarchie militaire. Les chiffres que je retiens sont les suivants (en date du 31 décembre 2011):

**498 officiers généraux:** dont 173 pour l'armée de terre, 74 pour l'armée de l'air et 52 pour la marine (le reste appartient au SSA, SEA, SCA). Je n'ai ni ceux de la gendarmerie ni ceux de la DGA.

**2960 colonels:** dont 919 pour l'armée de terre, 390 pour l'armée de l'air et 307 pour la marine.

**5157 lieutenants-colonels:** dont 2832 pour l'armée de terre, 1283 pour l'armée de l'air et 1164 pour la marine.

**A titre de comparaison,** il y avait, en 2007, 633 officiers généraux en activité dans les armées 202 pour l'Armée de terre, 120 pour la DGA, 81 pour l'Armée de l'air, 80 pour le Contrôle général des armées, 65 pour la Marine nationale, 54 pour la Gendarmerie nationale, 3 pour le Service des essences.

## Des prévisions d'effectifs pour 2018

On est parfois dépassé par ses propres prévisions, évoquées dans les sondage de la colonne de droite. Selon des perspectives actuellement étudiées au ministère de la Défense, et soumises à arbitrage, voici ce que pourraient être les déflations d'effectifs à l'horizon 2018 : 192.000 militaires soit une déflation de 10% par rapport aux effectifs de 2012.

A cette date-référence, les effectifs non officiers seraient de 165.000 environ, soit 85.000 sous-officiers et 80.000 militaires du rang. A la fin 2012, les militaires du rang ne seraient déjà plus que 88.000, et moins de 86.000 fin 2013. Le volume des sous-officiers est actuellement établi à environ 97.000 personnels pour 2012, perspective qui doit chuter à environ 94.000 en 2013. Les officiers ne seraient plus que 27.000 en 2018, dont 151 généraux de division et plus, les généraux de brigades et certains colonels étant regroupés dans un niveau fonctionnel unique, pour près de 600 effectifs.

On mesure que cette catégorie des officiers est certes réduite, avec plus de 2.000 suppressions



de postes. Mais pas chez les généraux de division et plus, qui ne perdent que quatre ressortissants par rapport à l'actuel dispositif.

Par contre, 12 postes de généraux de brigade et équivalents disparaîtraient d'ici la fin 2013. Tout cela, évidemment, à moins que des mesures plus énergiques encore ne soient prises.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/17/2012 08:13:00 AM](#)

## OFFICIEL : La France face aux évolutions du contexte international et stratégique

Mercredi, 15 Février 2012 16:33



### ***Publication d'un document préparatoire à l'actualisation du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale.***

Conformément au mandat reçu du président de la République, le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) a mené une réflexion interministérielle sur l'évolution du contexte stratégique depuis 2008 et les enjeux structurants qui en découlent pour la défense et la sécurité de la France à l'horizon 2020.

Le travail, réalisé avec les administrations concernées et avec l'appui de plusieurs experts français et étrangers, est désormais achevé.

Un document intitulé « *La France face aux évolutions du contexte international et stratégique* » est publié et mis en ligne sur le site du

SGDSN.

Ce document est destiné à préparer l'actualisation du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, prévue au second semestre 2012.

[Lire le document](#) , Sources : SGDSN

## A la guerre comme à la guerre ?



**La Grande muette doit-elle désormais rendre des comptes à la société civile ? Pas si simple**



Homicide involontaire. Tel est le chef d'accusation dont devraient prochainement avoir à répondre les officiers en charge de l'opération de la vallée d'Uzbin, en Afghanistan, qui, en août 2008, avait coûté la vie à dix soldats français. Dès l'année suivante, les familles de plusieurs de ces soldats portaient plainte. Plainte qui vient d'être jugée recevable par le Tribunal de grande instance de Paris.

Une première qui, même si elle ne devait pas déboucher sur un procès, constitue à elle seule une étape décisive. Non seulement parce qu'elle

crée une jurisprudence mais aussi parce qu'elle vient remettre en cause le statut "à part" occupé

jusqu'alors par l'armée. Le message implicite véhiculé par cette première décision de justice est en effet limpide : fini le principe de l'entre-soi et des litiges réglés à huis clos. Finis les tribunaux d'exception et la Grande Muette.

En jugeant la plainte de ces familles recevable, le tribunal vient de décréter l'armée susceptible de rendre des comptes à la société civile. Comme n'importe quel service public de l'Etat. Voire comme n'importe quel employeur.

### **Négligences et défaillances logistiques et stratégiques**

A l'origine de cette révolution : plusieurs manquements dans les préparatifs de l'opération et l'équipement des soldats qui, selon les plaignants, auraient voué leur mission à l'échec. Avocat des familles, Me Gilbert Collard énumère. "L'hélicoptère qui devait sécuriser la zone était occupé à promener une personnalité locale, les drones qui constituent le B.A-BA de toute opération de reconnaissance ne fonctionnaient pas, certaines cartouches n'étaient pas adaptées aux armes des hommes, les liaisons radio étaient inopérantes et aucun traducteur n'assurait la liaison. Les soldats avaient même dû acheter une partie de leur équipement sur leur propres deniers, dont des gilets pare-balles adaptés."

Tout cela, souligne l'avocat, pour une opération qui, n'ayant rien de stratégique en matière de sécurité du territoire ou de défense immédiate, aurait facilement pu être reportée. C'est sur la base de ces défaillances logistiques et stratégiques que Me Collard entend attaquer. Et uniquement là-dessus. "Ce n'est pas le fait que des soldats trouvent la mort au combat qui est récusé, mais le fait que des manquements avérés les aient envoyés à une mort certaine", insiste-t-il.

Et qu'on n'aille pas lui dire que, pour tout militaire, la mort fait partie des risques du métier. Il le sait et ne le conteste pas. Ce qu'il conteste, en revanche, c'est le fait de devoir accepter cette mort comme une fatalité alors qu'elle était évitable. "Si on donne des parachutes troués à des parachutistes, le fait qu'ils aient été parachutistes et que l'exposition au risque ait fait partie de leur métier ne suffira pas à justifier leur mort", objecte-t-il.

Pas question, donc, "de judiciaireiser la chose militaire" en déposant plainte chaque fois qu'un militaire tombera au combat mais uniquement de s'autoriser un questionnement lorsque, "dans le cadre d'une opération qui ne constitue en rien une urgence, il est avéré que la hiérarchie a envoyé des hommes en mission sans leur fournir les éléments nécessaires à leur survie". Ce qui, l'avocat en est convaincu, fut le cas en août 2008. Un jugement étayé selon lui par le fait que l'équipement manquant soit finalement parvenu sur place peu après la mort des dix soldats.

### **Obligations de moyens, les risques du métier**

Reste que, pour la première fois, la justice civile s'immisce dans l'espace jusqu'alors farouchement gardé de l'armée. Une incursion qui inquiète Pierre Servent, historien et spécialiste des questions militaires, qui juge la tentation d'appliquer une justice civile à une affaire militaire techniquement irréaliste et de ce fait, moralement risquée.

"Il est évident que l'armée n'est pas au-dessus des lois mais il l'est tout autant que, dans un cas de litige, aucun juge d'instruction ne pourrait auditionner toutes les parties prenantes ou opérer une reconstitution, explique-t-il. Si bien que les conditions normales pour rendre la justice ne pourront être réunies."

Sans compter la part d'expertise militaire faite d'urgence et de prise de risque permanente difficilement appréciable à sa juste mesure par un tribunal classique. "Encore une fois il s'agit de gens qui ont fait du risque leur métier et pour qui l'erreur d'appréciation est pour ainsi dire incompressible, poursuit Pierre Servent. D'autant plus lorsqu'ils ont face à eux des combattants affranchis de tout cadre légal, comme c'est notamment le cas en Afghanistan."

Un contexte qui invaliderait les critères d'application traditionnels d'une justice civile sur l'espace militaire. Non pas parce que la société civile n'a aucun droit de regard sur les agissements de

l'armée, précise Pierre Servent, mais parce qu'elle manque nécessairement d'éléments pour apprécier une décision militaire dans son ensemble. "L'esprit des lois doit prendre en compte la nature de la guerre, résume-t-il. C'est pourquoi chercher à appliquer un cadre de droit à une situation de non-droit par nature pose un véritable problème de fond." Et justifie, de l'avis de beaucoup, le concept d'une justice d'exception, l'omniprésence du risque et l'éventualité de la mort faisant clairement de l'armée un service public différent des autres.

Une distinction que concède volontiers Me Collard mais qui, selon lui, ne change en rien les faits reprochés aux militaires incriminés dans la mort des dix soldats puisque, insiste-t-il, ce n'est pas l'armée qui est mise en cause dans cette affaire mais les officiers aux commandes le jour de l'opération. De même que, ce jour-là, il ne fut pas question de devoir accompli mais de sacrifice imposé. "Or si un militaire a le droit de se sacrifier, on ne peut le sacrifier, assène-t-il. C'est pourquoi j'entends démontrer que l'on a envoyé des gamins se faire tuer sur un caprice de chef. Et le fait que cela ait eu lieu dans le cadre de l'armée n'y change rien : un homme n'a pas le droit d'en sacrifier d'autres."

### **La société veut une armée mais pas de morts**

Si le débat déchaîne les passions, ce n'est pas uniquement parce qu'il touche aux prérogatives d'un service régalien "hors catégorie" mais aussi parce qu'il reflète certaines de nos contradictions. A commencer par celle qui nous pousse à exiger le risque zéro en toute situation - y compris de conflit armé - sans pour autant accepter d'en payer le prix. Pour Pierre Servent, cela tient en grande partie au fait que, dans une société comme la nôtre, hédoniste et tournée sur l'individu, la mort et la guerre ont pris "une dimension obscène, inacceptable".

"Lorsqu'on y confronté, on réagit comme toujours dans l'émotionnel, explique-t-il ; Comme le montre cette action judiciaire par laquelle on réclame plus de moyens pour nos soldats - uniquement parce que nous sommes dans l'émotion suscitée par leur mort - alors que, bien entendu, personne en France ne voudrait voir le budget alloué à l'armée augmenter." Si bien qu'au final, cette plainte apparaît révélatrice d'une société qui ne parvient pas à savoir ce qu'elle veut : une armée mais pas de mort. Un principe de précaution garanti mais sans les moyens nécessaires pour l'appliquer.

Autre élément d'explication : l'inversion des statuts qui, aujourd'hui, nous pousserait à voir des victimes là où, il y a cent ans, l'opinion aurait salué des héros, "la figure du héros militaire classique, prêt à mourir pour sa patrie et ses valeurs, ayant totalement disparu de nos sociétés".

De quoi nuancer certaines prises de position, peut-être, mais en aucun cas renverser les enjeux de l'affaire estime Me Collard pour qui la décision de justice récente constitue une véritable victoire démocratique. "Jusqu'à maintenant, la société civile n'avait aucun moyen d'enquêter sur les conditions dans lesquelles s'était déroulée une opération militaire, rappelle-t-il. Que cette forme d'immunité soit désormais levée constitue la plus grande avancée démocratique du point de vue judiciaire enregistrée à ce jour. Désormais la société civile se reconnaît le droit de vérifier les manquements et les négligences des actes militaires."

Quant aux arguments avancés par le camp adverse selon lesquels plus aucun officier, commandant ou capitaine ne serait à l'avenir libre de prendre des décisions, il les balaye. "Etre susceptible de rendre des comptes à un juge ne signifie en rien qu'on ne peut plus commander, simplement qu'on ne plus sacrifier ses hommes. Faut-il s'en plaindre? Nous ne sommes plus à l'époque du général Nivelles !" Aucune raison donc pour laisser les vallées d'Uzbin ou d'ailleurs nous rappeler, même de loin, le Chemin des Dames.

***Par Caroline Castets***

# Quelques précisions au sujet du Pentagone français

16 février 2012 – 17:52

L'idée de regrouper les services du ministère de la Défense actuellement implantés à Paris sur le site de Balard, dans le XVe arrondissement, et de créer ainsi une sorte de Pentagone français ne manque pas de susciter des doutes, voire des critiques.

La Mairie de Paris a ainsi récemment une motion pour s'opposer à ce projet, du moins tant qu'une solution pour installer un garage de la RATP sur le site du futur « Balardgone » n'a pas été trouvée. Cette opération aurait dû permettre de construire des logements sociaux, lesquels sont une priorité pour le premier magistrat de la ville, Bertrand Delanoë.

Mais la principale question est de savoir si la construction du Pentagone français permettra ou non de réaliser de substantielles économies sur les dépenses de fonctionnement. Pour rappel, ce chantier a fait l'objet d'un contrat de Partenariat Public Privé (PPP) confié au groupement Opale Défense, emmené par Bouygues.

Ainsi, le coût de la construction du « Balardgone », estimé à 600 millions d'euros, est entièrement à la charge d'Opale Défense. En échange, le ministère de la Défense s'est engagé à verser, pendant 27 ans, une redevance annuelle comprise entre 100 et 154 millions d'euros, montant qui prend en compte des services annexes (informatique, entretien, restauration, etc...).

Dans un récent rapport concernant la réforme du ministère de la Défense, les députés François Cornut-Gentile (UMP) et Bernard Cazeneuve (PS) ont exprimé des points de vue différents sur ce sujet. Pour le premier, ce contrat permettrait de réduire au minimum de 18% le coût de fonctionnement par personnel. Pour le second, c'est tout le contraire puisqu'il a calculé une hausse de 27%, prenant un périmètre de comparaison plus large.

Du coup, du côté du PS, on a laissé entendre, le mois dernier, que le chantier du Pentagone français pourrait être abandonné en cas de victoire aux prochaines élections. Ce que le candidat socialiste à l'Elysée, François Hollande, n'a pas confirmé, étant donné que, lors de sa visite à la base des sous-marins de l'Île-Longue, il a déclaré que le projet serait poursuivi mais que « ses modalités seraient regardées de près » s'il est élu président.

Quoi qu'il en soit, un abandon du Balardgone ne serait pas neutre pour les finances du ministère de la Défense car, selon Bruno Vieillefosse, le délégué pour le regroupement des états-majors et services centraux de la défense (DRESD), cela pourrait lui coûter « plusieurs dizaines de millions d'euros, voire davantage », respect du contrat oblige... A cela, il faudrait également faire une croix sur les recettes exceptionnelles tirées de la vente des emprises immobilières qui ne seraient plus libérées d'ici 2014.

Si, en revanche, le projet est maintenu, alors Opale Défense devra faire le nécessaire pour livrer le bâtiment dans les temps (sauf si un impondérable qui n'est pas de son fait l'en empêche, comme par exemple un retard dans la remise du permis de construire...). En effet, toujours d'après Bruno Vieillefosse, qui s'est confié [au magazine Challenges](#), le contrat prévoit des pénalités de retard « vraiment dissuasives ».

Ainsi, si le Pentagone français n'est pas livré à temps, il sera demandé à Opale Défense de verser une pénalité quotidienne de 280.000 euros hors taxe pendant le premier mois (soit 8,4 millions). Et ce montant passera à 430.000 euros/jour au-delà. Et dans le même temps, le ministère de la Défense n'aura pas à verser de redevance, soit 360.000 euros par jour de retard.



17.02.2012

## Réserves: à la peine..., selon des chiffres récents



La vie du réserviste n'est pas un long fleuve tranquille, surtout quand les fonds sont à sec. Quelques chiffres récents permettent de confirmer les témoignages de réservistes qui déplorent leur sous-emploi et les conditions dans lesquelles ils effectuent leurs périodes de réserve.

Ces chiffres permettent de mesurer l'effort qui reste à réaliser et peut-être de douter des objectifs fixés. On se souviendra que la LPM

(loi de programmation militaire) prévoyait qu'en 2015, nos armées pourraient compter sur 40 000 réservistes, effectuant un million de jours d'activité, soit 25 jours par an et par homme. Où en est-on?

En 2009: 32 367 réservistes et 707 540 jours d'activité.

En 2010: 32 456 réservistes et 758 543 jours d'activité.

En 2011 (dix mois): 28 889 réservistes, 657 211 jours d'activité.

L'activité moyenne s'établissait à 23,4 jours en 2010. En 2011, la moyenne a été de 22,7 jours. Pour 2012, la prévision est de 20 jours. Il reste trois ans pour inverser la tendance à la stagnation (voire baissière si 2011 n'est pas globalement meilleur) et atteindre les 25 jours par an et par réserviste.

16.02.2012

## Coopération militaire franco-britannique



Vendredi, Français et Britanniques vont discuter de coopération en matière de défense. Cette réunion devrait permettre des "avancées concrètes" dans le domaine militaire, dicit l'Elysée

(peut-être un futur hypothétique avion de combat, avec une lettre d'intention mais pas d'engagement). Ce que l'on sait, c'est que ce ne sera pas dans le domaine des sous-marins nucléaires puisque le DGA, Laurent Collet-Billon, a révélé mardi que Paris et Londres ont cessé de discuter sur une coopération dans ce domaine .

Mercredi matin, le DGA a, en revanche, défendu la coopération franco-britannique, « coopération sans états d'âme parce que nous partageons les mêmes règles d'engagement, les mêmes visions opérationnelles, les mêmes visions stratégiques". La France et la Grande-Bretagne doivent donc aller de l'avant, a-t-il estimé, quitte à ce que les autres pays européens les rejoignent par la suite.



Rappelons que la France et la Grande-Bretagne ont signé un traité de coopération dans l'armement en décembre 2010, le traité de Lancaster House (pas du goût de la presse britannique, voir ci-contre la une du *Daily Express*) mais que les projets tardent à sortir des cartons. Les Britanniques ne sont pas venus s'entraîner sur le *Charles-de-Gaulle* (il faut dire que les US avaient sérieusement savonné la piste). Tout au plus a-t-on assisté à des exercices conjoints (d'autres sont prévus avec les marsouins et les paras du 8e RPIMa) et à quelques échanges tactiques.

Pour l'heure, les deux nations travaillent ensemble, mais vaille que vaille, sur des programmes de missiles et sur les drones stratégiques de moyenne altitude longue endurance (MALE) et sur les futurs avions de combat sans pilote. Les deux pays se félicitent aussi d'avoir coopéré lors de la crise libyenne en 2011. "Cette opération a transformé la coopération entre nos deux armées", se félicitent certains Français, alors que d'autres rappellent que la philosophie a, alors, plutôt été de savoir « qui avait la plus grosse » (aviation).

mercredi, 15 février 2012

## Paris et Londres lancent le futur avion de combat européen

Les hasards des calendriers sont parfois déroutants. Il y a moins de trois semaines, le Rafale, poussé par Paris, s'est imposé en Inde face à l'Eurofighter, soutenu par Londres notamment, à l'issue d'un des plus importants appels d'offres militaires du moment. Vendredi, comme si de rien n'était, Nicolas Sarkozy et David Cameron vont profiter du sommet franco-britannique pour donner le top départ... du futur avion de combat européen.

Le projet va prendre la forme d'une lettre d'intention commune, non engageante, mais qui ouvre la voie à des premières études préliminaires, a-t-on appris de sources concordantes. "C'est clairement la préparation en bilatéral de l'après-Rafale et de l'après-Eurofighter", confie un proche du dossier.

Ce projet, qui sera doté de quelques dizaines de millions d'euros au départ, vise la construction d'un prototype d'aéronef furtif non piloté vers 2020. Il avait été identifié parmi les pistes de coopération du traité de Lancaster House de novembre 2010. Après plusieurs mois de réflexion, les deux pays avaient jugé qu'ils n'avaient plus les moyens par eux-mêmes de maintenir leur rang de puissances militaires. Plus d'un an après, de nombreux dossiers ont suffisamment mûri pour faire l'objet d'une annonce vendredi.

En lançant ensemble le projet de future génération d'avion de combat, Nicolas Sarkozy et David Cameron vont affirmer leur volonté d'éviter de voir se reproduire la lutte européenne fratricide qui oppose actuellement le Rafale de Dassault à l'Eurofighter du trio BAE-EADS-Finmeccanica. Le message aux autres nations est clair : la porte de la coopération n'est pas fermée, mais ce sera sous leadership franco-britannique. Pour mieux enfoncer le clou, la lettre d'intention mentionnera que le projet sera conduit par le duo Dassault-BAE. Pas sûr qu'on apprécie à Berlin et chez EADS..

Alain RUELLO

Source du texte : [LES ECHOS](#)

## L'entente cordiale pourrait déboucher sur un drone de combat franco-britannique

Une lettre d'engagement doit être signée aujourd'hui par Londres et Paris, à la suite des accords de Lancaster House.



Reporté le 2 décembre (**lire notre post d'alors**), le sommet franco-britannique se tient aujourd'hui à l'Elysée. Avec le nucléaire civil, la défense est l'un des principaux sujets à l'agenda de Nicolas Sarkozy et de David Cameron.

L'annonce la plus spectaculaire doit concerner une "lettre d'engagement commune" sur le Future Combat Air System (FCAS), c'est-à-dire le successeur potentiel du Rafale et du Typhoon (Eurofighter), avec un premier prototype vers 2020, dans le meilleur des cas. Il ne s'agit pas, loin s'en faut, d'un engagement ferme et définitif des deux pays en faveur d'un avion de combat commun, mais d'une annonce qui marque la volonté des deux pays de rester des acteurs de



premier rang dans ce domaine stratégique. Confié à BAe et Dassault-Aviation, ce FCAS est, pour l'instant, un drone de combat (UCAV).

Dassault-Aviation travaille actuellement sur un démonstrateur de drone de combat, le nEUROn. Il s'agit d'acquérir la maîtrise de technologie, comme la furtivité ou le tir d'armement depuis une soute interne. Ce programme, dont Dassault est le maître d'oeuvre, est déjà européen puisqu'il associe Alenia (Italie), Saab (Suède), Eads-Casa (Espagne), HAI (Grèce) et Ruag (Suisse). Assemblé à Istres, le premier vol du nEUROn doit avoir lieu cet été.

Autre drone, le **Télémos** - c'est-à-dire le projet de drone Male franco-britannique (BAe-Dassault). Les deux Etats devraient décider de la "levée de risques" qui est une étape dans le lancement de ce programme.

Le missileier MBDA (EADS, BAe, Finmeccanica) devrait voir le lancement d'un programme de missile léger antinavire, pour équiper les deux marines. Au plan industriel, Français et Britanniques vont s'entendre pour partager leurs compétences (au sein de MBDA) dans des domaines sensibles.

Signé en novembre 2010, l'accord de Lancaster House entre Londres et Paris reste un axe stratégique pour les deux pays, malgré leurs profonds désaccords sur d'autres questions, comme l'euro. Londres est, avec Prague, le seul pays à refusé le pacte budgétaire européen du 9 décembre. Les deux pays sont également concurrents sur les marchés aéronautiques, avec le Rafale et le Typhoon.

Mais la France et le Royaume-Uni ont mené de concert la guerre de Libye et se sont engagés dans une coopération étroite en matière de simulation des essais nucléaires. Les Britanniques procéderont ainsi à des "tirs froids" au Valduc (21), où un centre commun est construit. Ces tirs froids sont des expériences sur des matières fissiles, sans réaction nucléaire.

*Photo (DR) : une représentation du démonstrateur nEUROn*

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 17 Février 2012 à 11:34

## CEMA : visite de travail au Qatar

Mise à jour : 15/02/2012 19:31

Le 12 février 2012, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) s'est rendu au Qatar à l'invitation du général Hamad Bin Ali Al Attiyah, son homologue qatarien.



Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une coopération très dense entre les forces armées des deux pays.

Cette coopération s'est notamment traduite par l'engagement dans le cadre de l'opération *Harmattan*, au sein d'un détachement conjoint de *Mirage 2000* à La Sude en Crète.

Les deux autorités coprésideront prochainement le 14<sup>e</sup> haut comité militaire.

Au Qatar, l'amiral Guillaud a également visité le centre aérien des opérations combinées



(CAOC) d'Al Udeid où il s'est entretenu avec le lieutenant général Goldfein, *Commander US Air Force Central Command* - responsable des opérations aériennes de la coalition notamment en Afghanistan, et a rencontré le détachement français déployé dans le cadre de l'opération PAMIR au CAOC.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## CEMA : visite du général Abrate, CEMA italien

Mise à jour : 13/02/2012 09:18

Le 9 février 2012, l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) a reçu le général Abrate, son homologue italien.



Les deux autorités ont abordé les engagements communs de leurs forces militaires, notamment sur les théâtres afghan et libanais.

La France et l'Italie entretiennent une coopération bilatérale particulièrement active dans les domaines opérationnel et industriel. Cette importante relation bilatérale participe pleinement au rôle des deux nations au sein de l'Organisation des Nations-Unies, de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et l'Union européenne.

L'amiral Guillaud et son homologue italien

participeront au sommet de l'OTAN à Chicago qui aura lieu dans quelques mois.



Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

# Le général Bourlot, futur délégué général du Gifas



Le général d'aviation Pierre Bourlot, actuellement numéro deux du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) devrait être nommé prochainement délégué général du Gifas, le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales. Il succédera à Guy Rupied. Le Gifas est la fédération professionnelle de ce secteur industriel stratégique. Le Gifas est présidé par Jean Paul Herteman, Pdg de Safran. Après un poste à l'état-major particulier du président de la République, Pierre Bourlot a été sous-chef relations

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 14 Février 2012 à 17:03

## Polynésie française : Sea Power conference 2012

Mise à jour : 10/02/2012 18:37

Du 30 janvier au 02 février 2012, le contre-amiral Jérôme Régnier, commandant la zone maritime de l'Océan Pacifique (ALPACI) et commandant supérieur des forces armées en Polynésie française (FAPF), a participé à la *Sea Power conference 2012* organisée par la *Royal Australian Navy* à Sydney.



Avec la participation de 35 pays, l'événement avait pour thème : la contribution navale à la sécurité et la prospérité nationales. Sea Power conference 2012 est organisée autour de séminaires, d'expositions et démonstrations d'armement en rassemblant les grands industriels, politiciens et militaires du monde entier. Cet événement favorise de nombreux débats autour de la coopération de défense, les

programmes d'acquisition et de modernisation des matériels et les perspectives internationales et régionales entre les différents pays participants.

En marge de cette conférence, le contre amiral Régnier a conduit deux entretiens bilatéraux avec, d'une part, le Rear Admiral Tim Barrett [photo] (*Commander Ausralian Fleet*, homologue australien d'ALFAN) et, d'autre part, le Rear Admiral Tony Parr (*New Zealand Chief of Navy*). La France et l'Australie entretiennent des relations privilégiées encadrées par plusieurs accords multilatéraux : FRANZ (France, Australie et Nouvelle-Zélande) pour le secours aux populations insulaires victimes de catastrophes naturelles et QUAD (France, Australie, Nouvelle-Zélande et Etats-Unis) pour les questions sécuritaires.

# Le RICM a rendez-vous avec l'Afrique en 2012

| <b>La 9 dans le monde (au 9 février)</b> |        |                                                                          |
|------------------------------------------|--------|--------------------------------------------------------------------------|
| Unité                                    | Nombre | Théâtres                                                                 |
| EM9/CCT                                  | 16     | Afghanistan, Djibouti, Liban, Tchad, Guyane.                             |
| RICM                                     | 117    | Tchad, Afghanistan, USA.                                                 |
| 2 <sup>e</sup> RIMa                      | 04     | Afghanistan, Côte d'Ivoire, Djibouti, Martinique.                        |
| 3 <sup>e</sup> RIMa                      | 177    | Tchad, Guyane, Afghanistan                                               |
| 11 <sup>e</sup> RAMa                     | 73     | Afghanistan, Djibouti, Côte d'Ivoire, Gabon.                             |
| 6 <sup>e</sup> RG                        | 164    | Liban, Afghanistan, Tchad, Côte d'Ivoire, Kosovo, Burkina Faso, Mayotte. |

Où sont les Marsouins? Dans la [dernière livraison de la lettre d'information de la 9e](#) figure le tableau ci-dessus qui fait le point des effectifs déployés dans le monde. Parmi les unités de la 9, le RICM, dont 117 militaires sont déjà outre-mer, se prépare à une année très opérationnelle et très africaine, car plus de la moitié du régiment sera projetée sur le continent.

Les *phacochères* (1er escadron blindé, 110 hommes) partiront en direction de la république de Djibouti le 1er mars pour une durée de 4 mois (une cérémonie aura lieu le 16 février, à 11h, à Poitiers). Il s'agit du deuxième escadron projeté, car les *coqs* (3e escadron blindé) sont partis le 30 janvier au Tchad pour une mission EPERVIER (d'une durée de 4 mois).

Après ces deux escadrons cités précédemment, ce sera au tour de l'état major tactique (chef de corps et le bureau opération et instruction), accompagné du 4e escadron blindé et une partie de l'escadron de commandement et de logistique, de partir en république de Côte d'Ivoire au mois d'avril (mission de 6 mois). Ces derniers sont actuellement en période de préparation.

## Le 13e RDP prêt à l'emploi

Le **CEMAT** a pu le constater de ses propres yeux, lors d'une récente visite : le **13e RDP** dispose désormais, dans sa nouvelle base de Souge, de moyens de préparation de missions nettement

plus modernes. Entre autres apports de la délocalisation dans le sud-ouest, un centre de préparation et de maintenance des matériels équipés (CPMME) permet désormais aux équipes de recherche de récupérer les matériels spécifiques (voiles, drones, optronique, armements, etc) prêts à l'emploi, ce qui contribue à la réactivité du "système 13".

Le 13e RDP est le régiment de recherche humaine de la brigade des forces spéciales terre (BFST). Son effectif exact n'est pas connu. Avant l'embarquement, il tutoyait les 900 personnels.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/14/2012 12:46:00 PM](#)

## La France réduirait les effectifs de son contingent au Liban

12 février 2012 – 10:42

Actuellement, 1.200 militaires français sont engagés au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), dont 850 sont affectés à la Force Commander Reserve (FCR), les 350 autres servant dans les états-majors à Naqoura.

Cependant, une réduction des effectifs français sur ce théâtre d'opérations, où la FINUL, selon le chef d'état-major des armées (CEMA), l'amiral Guillaud, est « arrivée au bout de ce qu'elle pouvait faire militairement », serait envisagée par Paris.

Par ailleurs, la France ne souhaite pas s'exposer plus qu'elle ne l'est actuellement au Liban. Pour mémoire, plusieurs soldats français ont été blessés, en 2011, dans deux attentats commis avec des engins explosifs improvisés.

Cette question de la présence militaire française au pays du Cèdre et, plus largement, celle des modalités d'action de la FINUL devaient être abordée au cours de la visite à Paris de Nagib Mikati, le Premier ministre libanais.

Selon le quotidien L'Orient-Le Jour, la France envisagerait de réduire de 1.200 à 900 hommes sa participation à la forces des Nations unies. Et [cette option a été confirmée](#) par le chef du gouvernement libanais, à l'issue d'une rencontre, le 10 février, avec François Fillon, le Premier ministre français.

Ainsi, Nagib Mikati a expliqué que la décision française n'est pas motivée par des considérations politiques – le président Sarkozy avait menacé son homologue libanais de retirer les forces françaises après le premier attentat contre elles – mais qu'elle entre « dans le cadre d'une réduction des dépenses ».

## Elections 2012 : Eva Joly veut « fondre » l'armée française « dans une force de défense européenne »

12 février 2012 – 9:45



Candidate du mouvement Europe Ecologie / Les Verts (EE-LV) à la prochaine élection présidentielle, Eva Joly a dévoilé [son programme](#) qu'elle compte soumettre aux électeurs, à l'occasion d'une réunion politique organisée le 11 février à Roubaix.

Quand l'on connaît [les sentiments de son camp à l'égard de la chose militaire](#), les propositions d'Eva Joly en matière de politique de défense ne pouvaient guère surprendre, notamment pour ce qui concerne la dissuasion nucléaire.

Ainsi, la candidate écologiste ne propose pas un démantèlement immédiat de la force de frappe française mais il n'en demeure pas moins que son objectif est de s'en débarrasser à long terme. « Pour améliorer la sécurité internationale, la France doit faire des propositions diplomatiques et technologiques ambitieuses afin de progresser vers l'objectif d'un monde dénucléarisé » peut-on lire dans son programme. « Pour enclencher un cercle vertueux de désarmement multilatéral, elle doit arrêter les programmes de modernisation de son armement nucléaire et de ses vecteurs » y est-il précisé. Le plus dur sera évidemment de convaincre certains pays qui font de l'arme nucléaire un facteur de puissance. Bon courage!

Toujours en relation avec la dissuasion, Eva Joly propose de lever le secret défense « sur les essais nucléaires en Algérie et en Polynésie et leurs conséquences sur les populations et l'environnement ». Et d'ajouter que « la loi d'indemnisation des victimes des essais nucléaires français deviendra effective ».

Quant à l'Afghanistan, Eva Joly rejoint le candidat du Parti socialiste, François Hollande, en évoquant le retrait des forces françaises d'ici la fin de l'année 2012. Ce qui, au regard des contraintes logistiques, alourdies par les blocages diplomatiques, n'est pas possible. Toujours sur le même sujet, le programme parle d'engager « un plan de reconstruction et de réparation de guerre dans le cadre d'une conférence régionale », sans guère plus de précisions...

Autre promesse faite par Eva Joly : la France « démantèlera ses bases militaires à l'étranger ». Donc, cela signifierait, qu'en cas de sa très hypothétique victoire, qu'il n'y aurait plus de forces françaises prépositionnées capables d'intervenir sur un point chaud afin d'évacuer des ressortissants européens, comme cela a été le cas en 2011 en Côte d'Ivoire.

« L'alignement de la France sur la politique américaine (ndlr, il semblerait plutôt que ce sont [les Etats-Unis qui se sont alignés sur la France à propos de l'Afghanistan](#), voire même de l'affaire libyenne...) et le caractère erratique de sa politique étrangère ont changé l'image de notre pays dans le monde : la France doit redevenir un acteur majeur de la paix et de la coopération internationale, et non « un sous-gendarme » dans ses zones d'influences, en Afrique noire ou au Maghreb » est-il écrit dans le programme d'Eva Joly.

Enfin, la candidate d'EE-LV propose rien de moins que de réorganiser la « défense française » en la « fondant dans une force de défense européenne, sur le principe du désarmement et sur la sorte progressive et maîtrisée du nucléaire militaire », estimant qu'il « n'y aura pas d'Europe politique sans une Europe de la défense assumée, avec des moyens correspondant à ses besoins ». Comme ça, il n'y aura plus de troupes à faire défiler sur les Champs-Élysées le 14 juillet.

14.02.2012

## Sociétés Militaires Privées (SMP): un rapport de l'Assemblée nationale qui leur ouvre la porte

C'est un communiqué qui l'annonce aujourd'hui: les députés Ménard et Viollet, dans leur rapport d'information sur les sociétés militaires privées, se disent favorables à la création de ce que j'appelle SPER (sociétés de protection en milieu à risques) et de ce qu'ils appellent ESSD (entreprise de services de sécurité et de défense). On lira leur communiqué ci-dessous.

Trois remarques à chaud puisque je n'ai pas encore lu le rapport (mais je suis certain que Christian Ménard va me l'adresser sans tarder):

1- de telles sociétés existent déjà en France, dûment enregistrées auprès des autorités et ayant pignon sur rue. S'agit-il d'officialiser ce qui existe déjà légalement, en dépit des affirmations passées du ministre de la Défense sur les SMP?

2- la réalité du milieu des SMP couvre un spectre beaucoup plus large que les seules sociétés de sécurité et de protection. Pour ma part, et je n'étais le seul à le dire lors des auditions devant les deux députés, j'avais insisté sur l'éventail large des missions et donc sur la réalité des ESOA (entreprises de soutien opérationnel aux armées) dont les activités doivent aussi être régulées en vue d'un résultat optimal.

3- j'attends de lire le rapport, mais je me demande bien si la notion de "régulation" est abordée. Si oui, tant mieux, sinon, c'est un coup d'épée dans l'eau!

Bon, je considère que le verre est à demi plein. Trinquons quand même...

### **Le texte du communiqué:**

« Dans un rapport rendu ce jour à la Commission de la Défense et des Forces Armées de l'Assemblée nationale, les députés (UMP - Finistère) Christian Ménard et (PS - Charente) Jean-Claude Viollet, viennent de briser un tabou en préconisant l'ouverture, en France, d'Entreprises de Services de Sécurité et de Défense (ESSD). Les deux parlementaires, pourtant issus de deux groupes politiques opposés, se rejoignent totalement sur la nécessité de créer des sociétés françaises destinées à assurer la sécurité, notamment à l'étranger, de nos grands groupes industriels, de leurs personnels, mais aussi de leurs intérêts. « Nous devons avoir conscience que notre pays, en raison de la multiplicité des théâtres d'opérations, doit avoir recours à ce type de sociétés. Les Anglo-Saxons, Sud-Africains, Israéliens, entre autres, l'ont fort bien compris en créant de telles entités... » assure Christian Ménard, déjà auteur de deux précédents rapports sur la Piraterie Maritime, ajoutant « les Armateurs de France, l'énorme majorité des militaires (qui voient là la possibilité d'une seconde carrière), les industriels vont dans le sens d'une telle ouverture. Il appartient désormais à notre pays, d'expérimenter (pourquoi pas au niveau de la piraterie maritime ?), de légiférer et, bien sûr, de labelliser de telles sociétés... »

## **Le nouveau siège de la Direction générale de la Gendarmerie nationale inauguré à Issy-les-Moulineaux**

13 février 2012 – 13:57



A l'instar du futur Pentagone français qui va regrouper la plupart des services du ministère de la Défense implantés à Paris, la Direction générale de la Gendarmerie nationale (DGGN) a également rassemblé sur un site unique la douzaine d'emprises qu'elle occupe actuellement en région parisienne.

Ainsi, dans le cadre d'un contrat de Partenariat Public Privé (PPP) et signé en décembre 2008 entre le ministère de la Défense et le groupe de BTP Eiffage pour un montant de 130 millions d'euros, le nouveau quartier général ultra moderne de la DGGN [a été construit à Issy-les-Moulineaux](#) (Hauts-de-Seine), sur un site jouxtant les remparts de l'ancien fort de la ville, lequel faisait partie d'un ensemble destiné à défendre Paris jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle.

Ce nouvel état-major [s'étend sur plus de 47.000 m<sup>2</sup>](#) et comprend, outre des bureaux, un centre de conférence, une vaste infirmerie, un complexe sportif, une crèche, un hôtel de 30 chambres, une cafetaria ainsi qu'un stand de tir souterrain. Les bâtiments sont certifiés Haute qualité environnementale (HQE) et labellisés Très haute performance énergétique (THPE).

Ce regroupement est une « véritable plus-value », estimait, dans les colonnes du Parisien, le colonel Philippe Guichard, le porte-parole de la DDGN, le 2 février dernier. « On va en finir avec les longs trajets, le manque de cohésion et les frais de carburants » expliquait-il encore, en faisant valoir que ce nouveau siège allait donner « une cohérence à l'ensemble » afin de permettre une « meilleure coordination » des 97.000 gendarmes répartis au sein 3.600 brigades.

Ainsi, d'ici à la fin du premier semestre 2012, l'ensemble des personnels de la DGGN, soit 1.300 militaires et civils, auront intégré ces nouveaux locaux. Quant à l'avenir des anciennes emprises qu'ils occupaient jusque-là, l'on sait que l'hôtel particulier qui abritait le SIRPA Gendarmerie a été cédé à un riche particulier et qu'il est question de transformer le siège de l'état-major, situé dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, en logements sociaux, voire en résidence universitaire.

## La gendarmerie rend hommage à ses morts

par **R.L.** [franceantilles.fr](http://franceantilles.fr), 17.02.2012

Chaque année, une cérémonie nationale dans tous les départements de France célèbre la mémoire de ceux qui ont perdu la vie en service. Toutes nos photos.



Comme partout en France, à la caserne de Redoute, les gendarmes de la Martinique ont rendu hommage à leurs morts en ce 16 février. Au cours de la cérémonie, après la montée des couleurs, Antoine Poussier, le directeur de cabinet du préfet de la Martinique, a lu le message de Claude Guéant, à la centaine de gendarmes présents en rangs serrés.

Le ministre de l'intérieur a salué un « engagement humble et constant » et indiqué que « dans une société à la recherche de ses repères, le gendarme constitue une référence solide ». En 2011, huit militaires sont morts dans l'exercice de leur profession et déjà deux en 2012.

Dans l'île, heureusement, aucun mort n'est à déplorer l'an passé mais un gendarme a été gravement blessé durant le Tour des Yoles. Il a reçu depuis la médaille du courage et du dévouement. En 2010, un gendarme du groupement de peloton d'intervention avait, lui, reçu une balle dans la jambe. « Mais les gendarmes sont régulièrement bousculés, mordus, griffés et ont de nombreuses entorses aux doigts. C'est notre lot quotidien », rappelle le commandant en second de la gendarmerie, le colonel Rodolphe Charlot.

## **L'Otan a prolongé sa mission de surveillance de l'espace aérien des pays baltes jusqu'en 2018**

14 février 2012 – 18:33





Depuis 2004, l'Otan assure la surveillance de l'espace aérien des pays baltes, à savoir la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie, ces trois Etats étant particulièrement méfiant à l'égard de la Russie voisine.

Cette mission, appelée « Baltic Air Policing », a été reconduite une première fois pour une durée de quatre ans en 2009. Et il a été décidé, le 8 février dernier, de la prolonger une nouvelle fois jusqu'en 2018.

Etant donné que les pays baltes ne disposent de moyens suffisants pour assurer eux-même la surveillance de leur espace aérien, d'autres pays de l'Otan y envoient donc des détachements sur la base lituanienne de Siaulai, lesquels se relaient tous les quatre mois.

« Cette décision est définitive. Désormais la mission de police aérienne de l'Otan sera permanente avec un contrôle périodique de ses activités, un réexamen de ses besoins et de réorganisations nécessaires. Cette décision est très importante pour nous » a commenté le ministre lituanien de la Défense, Mme Rasa Juknevičienė.

« Je salue chaleureusement la décision du Conseil de l'Atlantique nord d'autoriser la poursuite de la [mission de] police aérienne dans les pays baltes avec une présence continue de chasseurs » a fait savoir Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'Otan, par voie de communiqué. « Cette mission continue à démontrer l'engagement de l'Alliance en faveur de la défense collective et la solidarité entre tous ses membres » a-t-il ajouté.

L'armée de l'Air a contribué à plusieurs reprises à cette mission depuis 2007. Et les Mirage 2000 C/RDI déployés l'an passé en Lituanie n'ont pas chômé, les aviateurs russes ayant parfois la fâcheuse tendance à s'écarter de leur route quand ils s'approchent des pays baltes.

Cette mission consiste à assurer une surveillance permanente, en relation avec le Centre des opérations aériennes de l'Otan d'Uedem, en Allemagne, d'un périmètre de 700 km de long sur 500 km de large. Le plus souvent, il est question de vérifier le « comportement douteux » d'un appareil.

D'après le ministre de la Défense Letton, Artis Pabriks, il en coûterait 1,5 milliards d'euros aux pays Baltes pour se doter, en commun, de capacités leur permettant d'assurer eux-même la

surveillance de leur espace aérien. « C'est plus facile si quelqu'un d'autre fait la police aérienne chez nous, et dans le même temps, nous contribuons avec nos forces et nos capacités ailleurs » a-t-il déclaré.

## Plus de trois milliards d'euros nécessaires pour les cinq drones "Global Hawks" de l'Otan



, 15 Février 2012 19h07

**La mise en service par l'Otan de cinq drones (avions sans pilote) "stratégiques", capables de suivre la situation au sol depuis une altitude de 18 kilomètres, coûtera plus de trois milliards d'euros au cours des vingt prochaines années, a indiqué mercredi un haut responsable de l'Otan.**

Les 28 pays de l'Otan se sont accordés au début du mois sur l'achat, mais par treize d'entre eux seulement, d'une flotte de cinq avions sans pilote "Global Hawks" du groupe américain Northrop Grumman pour doter l'Alliance atlantique d'un système de surveillance terrestre aéroporté (AGS), un projet souvent retardé mais qui devrait enfin aboutir en 2015. L'achat des drones et des équipements associés, qui doit encore être finalisé - sans doute avant l'été - représente un coût de plus d'un milliard d'euros, a affirmé un haut responsable de l'Otan au cours d'un point de presse à Bruxelles.



### Financé par 13 pays

Les coûts de fonctionnement du système AGS au cours des vingt prochaines années seront supérieurs à deux milliards d'euros, a ajouté ce responsable sous le couvert de l'anonymat. L'achat de ce nouveau système AGS sera financé par treize pays (la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, l'Allemagne, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Norvège, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et les Etats-Unis). Mais les coûts opérationnels seront pris en charge par l'ensemble des 28 Etats-membres, y compris donc la Belgique, qui s'était pourtant retirée de ce programme pour des raisons budgétaires.

# La Russie va aider l'OTAN dans ses opérations de retrait en Afghanistan

CRI<sup>online</sup>, 2012-02-09 19:24:53 xinhua

La Russie pourrait autoriser l'OTAN à utiliser ses territoires comme lieu de retrait des troupes internationales d'Afghanistan, a déclaré jeudi l'ambassadeur de France à Moscou, Jean de Glinasty.

"Nous nous sommes mis d'accord pour que le retrait des troupes présentes en Afghanistan soit effectué via la Russie", a déclaré l'ambassadeur français au quotidien local Kommersant.

Mercredi, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré que la Russie et l'OTAN avaient discuté des routes supplémentaires pour le transport de fret via le territoire russe afin d'alimenter les forces internationales en Afghanistan.

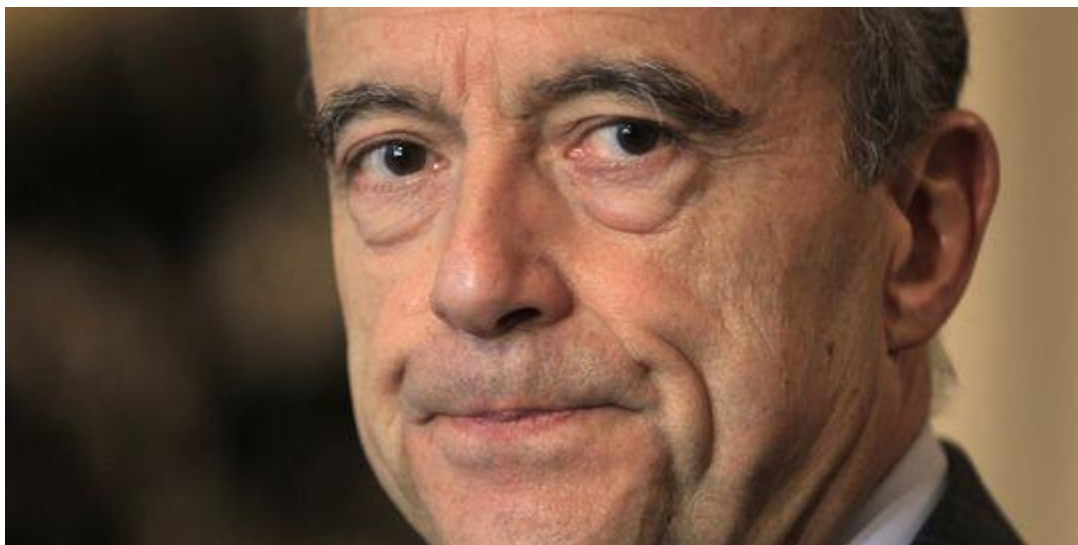
M. Lavrov a indiqué que le transit serait organisé par les voix ferroviaires et aériennes, ayant recours à l'aérodrome de la ville d'Ulyanovsk situé dans le centre de la Russie.

"Nous désirons aider les forces internationales à exécuter leur mandat dans son intégralité", a dit M. Lavrov.

Le ministère américain de la Défense a déclaré qu'il comptait achever les opérations de combat en Afghanistan en 2013 et commencer les opérations de retrait en 2014.

## Intervention en Afghanistan : "Il y a peut être eu une erreur de construction", dit Alain Juppé

LEMONDE.FR | 08.02.12 | 10h53 • Mis à jour le 08.02.12 | 11h08



Le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, était auditionné, mercredi 8 février, avec son homologue de la défense, à l'Assemblée nationale, sur la question du retrait français d'Afghanistan. Reuters/CHARLES PLATIAU

Il y a peut être eu "une erreur de construction" de l'intervention française en Afghanistan quand, en septembre 2001, "Monsieur Chirac et Monsieur Jospin ont décidé de s'engager", a déclaré le ministre des affaires étrangères Alain Juppé mercredi 8 février lors d'une audition conjointe avec son homologue de la défense, à l'Assemblée nationale, sur la question du retrait français d'Afghanistan.

Une leçon pour l'avenir ? "Nous devons nous engager dans ce genre d'opération avec un calendrier. C'est peut-être la faiblesse de cette opération", a ajouté M. Juppé.

Le retrait total de ses combattants est prévu par Paris pour la fin 2013 ; 400 soldats français sont déjà partis. A la fin 2012, 1 000 combattants de plus auront quitté le pays, il en restera alors 1 400. Le ministre de la défense, Gérard Longuet, a précisé devant les députés que "400 à 500 soldats français formateurs" (dont des gendarmes) resteraient "de façon durable" dans le pays après le retrait total des troupes combattantes. Il n'est pas prévu que l'armée française maintienne des forces d'appui (force de réaction rapide ou d'appui feu), sur le terrain, au-delà de 2014, a-t-il ajouté.

## "RETRAIT ORDONNÉ"

Le ministre de la défense a détaillé les mesures qui avaient été prises après la mort de quatre soldats français sur la base de Gwan, le 20 janvier, pour tenter de limiter les infiltrations de talibans dans les unités afghanes en cours de formation sur le terrain. Ce risque a été "jusqu'ici sous-évalué par la coalition", a admis M. Juppé.

Les services de renseignement afghans (le NDS) seront, selon M. Longuet, présents aux côtés des bataillons de l'armée afghane. Les officiers formés par les Français dans les écoles de Kaboul ou du Wardak, seront en priorité affectés à la 3<sup>e</sup> brigade positionnée dans la région sous responsabilité française de Kapisa. De plus, des agents de la Direction de la protection du secret défense (DPSD) seront "binômés" avec les responsables des unités afghanes qui combattent avec nous". Enfin, a-t-il rappelé, les alliés de l'OTAN ont décidé que le recrutement dans l'armée afghane sera ralenti "pour en assurer la qualité".

"Nous voulons un retrait ordonné", a réaffirmé le ministre des affaires étrangères, pour qui "nous n'avons pas vocation à occuper indéfiniment l'Afghanistan". "Quand nous avons parlé de retrait on nous a traité d'irresponsables et maintenant tout le monde en parle", a souligné le député socialiste Jean Glavany.

Nathalie Guibert

## 5e RHC : « La mission en Afghanistan continue »

Par G.C.





**Pour le bataillon d'hélicoptères français présent en Afghanistan, « le rythme demeure toujours aussi élevé ». © archives 5e rhc**

Après l'attentat qui a coûté la vie à quatre soldats français, abattus par un soldat afghan, un officier béarnais témoigne depuis Kaboul alors qu'est évoqué le désengagement français d'Afghanistan. Chef de détachement et commandant le bataillon d'hélicoptères français, dont la plupart viennent du 5e RHC basé à Pau, le lieutenant-colonel Benoit Cirée parle du quotidien et de l'engagement de ses hommes (une centaine) dont les missions s'étalent sur 3 à 6 mois.

**Votre quotidien est-il différent depuis la mort des soldats français abattus durant leur footing ?**

Disons qu'il n'est pas plus difficile. Nous portons juste une attention particulière à cette nouvelle menace. « L'effet de surprise » fait partie des concepts de la guerre, nous apprenons cela au cours de nos formations. Il faut simplement s'y préparer et trouver des parades. Cependant, notre peine pour nos camarades est réelle. Concernant la sécurité des hommes, qui est une priorité, tout est mis en oeuvre pour l'accroître, tout en poursuivant notre mission.

**Le moral n'est-il pas atteint ?**

Non. Les soldats français ont, jusqu'au bout, à coeur de réaliser leur mission du mieux possible. Ils le doivent aux camarades tombés au champ d'honneur. Evidemment c'est toujours douloureux, mais nos convictions restent intactes.

**Les missions des hélicoptères Tigre et autres, venus de Pau, se poursuivent-elles ?**

Oui, et l'intensité n'a pas changé. Le rythme du bataillon demeure toujours aussi élevé. Pilotes et maintenanciers réalisent un travail remarquable.

**Comment est perçue, sur le terrain, la perspective d'un désengagement ?**

Cette décision relève du niveau stratégique, or nous travaillons au niveau tactique. Le désengagement a déjà commencé mais, pour nous, la mission continue. Elle évolue et évoluera encore.

# Le bataillon logistique prêt pour l'Afghanistan

Mise à jour : 17/02/2012 12:05

Avant sa projection dans la région de Kaboul début avril 2012, le bataillon logistique (BATLOG) Voie sacrée a suivi 3 semaines d'instruction à Canjuers.



Dernière étape de sa préparation collective décentralisée, le camp de synthèse à Canjuers est le point culminant de la mise en condition opérationnelle du BATLOG Voie Sacrée.

Du 23 janvier au 9 février 2012, le détachement d'assistance opérationnelle (DAO) du [1<sup>er</sup> régiment de chasseurs d'Afrique](#) (1<sup>er</sup> RCA) conduit cet exercice au profit des près de 450 militaires du BATLOG. Il s'achève par une

première phase de validation avant projection (VAP), complétée ultérieurement à Mailly.

Pour coller à la réalité de l'opération PAMIR, le BATLOG s'entraîne avec une partie du matériel des régiments, mais aussi avec du matériel spécifique : véhicules de l'avant blindés, véhicules de transport logistique, porte engins blindés, véhicules spécialisés dans le transport et la distribution de carburant...

Le BATLOG prévoit son déploiement dans la région de Kaboul début avril 2012. Le [516<sup>e</sup> régiment du train](#) (516<sup>e</sup> RT) de Toul forme l'ossature de ce bataillon armé également par plus de 40 unités, issues essentiellement de la [1<sup>re</sup> brigade logistique](#).

Le bataillon logistique assurera le soutien :

- logistique de niveau 2 dans la zone française du théâtre afghan,
- des éléments français stationnés dans l'agglomération de Kaboul,
- vie et protection du camp de Warehouse.

« Fier de sa devise "Ne pas subir", fier de ses références historiques "la voie sacrée", fier de l'esprit Bigeard entretenu par le rôle prépondérant du 516<sup>e</sup> RT auprès du général et de sa famille depuis 30 ans et la compagnie parachutiste du 3<sup>e</sup> RMAT, le bataillon est désormais prêt à relever le défi. "Bataillon, suivez-moi !" », conclut le lieutenant-colonel Philippe Lecubain, chef de corps du 516<sup>e</sup> RT.

Droits : Armée de Terre 2012

## Afghanistan: la France s'attaque à l'infiltration talibane

Régis Soubrouillard - Marianne | Jeudi 9 Février 2012 à 12:01 |

Auditionnés conjointement par les commissions de la Défense et des Affaires étrangères, Gérard Longuet et Alain Juppé ont reconnu certaines erreurs de construction de l'intervention française en Afghanistan en septembre 2001, notamment l'absence de calendrier. De son côté, Gérard Longuet s'est attardé sur la question de l'infiltration talibane au sein de l'armée nationale afghane.



- **Auditionnés mardi par les commissions de la Défense et des Affaires étrangères.** Alain Juppé et Gérard Longuet ont reconnu les faiblesses historiques et les difficultés à venir de l'engagement occidental en Afghanistan. *« Il y a peut être eu une erreur de construction de l'intervention française en Afghanistan quand, en septembre 2001, Monsieur Chirac et Monsieur Jospin ont décidé de s'engager »* a admis Alain Juppé. Refusant d'employer le terme d'Irakisation, le Ministre des Affaires étrangères a toutefois admis qu'à l'avenir la France devrait *« s'engager dans ce genre d'opération avec un calendrier. C'est peut-être la faiblesse de cette opération »*.

Mais c'est surtout la question de l'infiltration d'éléments talibans dans les camps de formation afghans qui a retenu l'attention.

Profondément préoccupés par la mort de 4 soldats français à Gwan, le 20 janvier, Gérard Longuet avait déjà insisté sur cette problématique lors d'une réunion de l'OTAN à Bruxelles le 3 février dernier comme le rapporte le journaliste Nicolas Gros-Verheyde [sur son blog consacré à l'Europe de la défense](#) : *« Le soldat qui avait tué les compatriotes n'avait pas été suivi. Il s'était déjà engagé, avait déjà déserté, rejoint au Pakistan, puis était revenu vers Kaboul pour se faire réengager dans une unité intégrée dans le dispositif – français de Kapisa. Il y avait un contrôle mais pas suffisamment adapté à une situation extraordinairement complexe et difficile. **L'armée nationale afghane n'avait pas fait de ce travail une priorité absolue** »*. Le Ministre exprimera ses inquiétudes quant à ces nouvelles menaces relativisant l'importance numérique mais pas la portée symbolique de ces actes avant d'ajouter que la démarche ne lui paraissait pas isolée.

A l'issue de la réunion des ministres de la Défense, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen a précisé qu'un plan de contre-infiltration serait mis au point d'ici la fin du mois de février. Un grand pas de franchi. Une semaine avant, en réaction à l'assassinat des quatre soldats français et à l'annonce par le président Français de la suspension de toutes les opérations de formation et d'aide au combat de l'armée dans le pays, le Général Jacobson, porte parole de la force alliée en Afghanistan [avait purement et simplement nié toute forme d'infiltration de l'armée nationale afghane](#) par des éléments talibans : *« Nos procédures de recrutement sont parfaitement transparentes et claires. Le processus comprend huit étapes et les candidats sont tous très strictement évalués »*. [En juin 2011, l'OTAN dénombrait pourtant déjà 47 soldats tués](#) lors des deux années précédentes et avait apporté le renfort de 80 officiers de contre-espionnage et de spécialistes de l'Afghanistan pour améliorer le processus de sélection des recrues. Citant des sources militaires, le *New-York Times* affirmait que ces spécialistes allaient renforcer les enquêtes personnelles sur les recrues, revoir les profils des soldats qui ont été entraînés et resserrer les

procédures pour identifier les personnes vulnérables au recrutement par les talibans et leurs partisans.

Gérard Longuet a affirmé que six soldats français ont été tués par des éléments infiltrés : *« Quantitativement, cela est marginal. Médiatiquement c'est insupportable en termes de crédibilité de l'armée afghane »*.

### **PAS D'INFILTRATION SYSTÉMATIQUE MAIS DES EFFETS PERVERS**

En commission, le Ministre a présenté un plan de riposte immédiate afin de lutter contre ces manœuvres d'infiltration. Les services de renseignement afghans (le NDS) seront désormais présents aux côtés des bataillons de l'armée afghane. Pour des raisons historiques, leur rapprochement s'était jusque là avéré très compliqué. La France a également obtenu que les officiers afghans formés par des Français soient en priorité injectés dans la 3<sup>e</sup> brigade nationale afghane, sous responsabilité française en Kapisa. Compte tenu de l'augmentation des recrutements, un suivi personnalisé et une maîtrise des recrutements a été demandé. Enfin, les alliés de l'OTAN ont décidé que le recrutement dans l'armée afghane sera ralenti *« pour en assurer la qualité »*. Sans donner de chiffres précis, le Ministre a affirmé que l'ambition d'une armée afghane de 352.000 hommes sur un rythme de plus de 8.000 recrutements par mois lui semblait inapproprié.

*« Depuis 15 jours, les autorités afghanes mettent en œuvre ces conseils, unité par unité »*. Le Ministre de la Défense a évoqué des actions très concrètes *« Un chef de bataillon a fait prendre tous les portables des soldats de son unité pour que le téléphone ne puisse pas servir de moyen d'information »*.

Très prudent dans son expression, Gérard Longuet s'était montré plus alarmiste à l'OTAN refusant de parler *« d'une infiltration systématique »*, il n'excluait pas une détérioration de la situation *« car les « différents réseaux talibans sont assez avisés sur le plan politique pour savoir que ce type d'action est pernicieux pour l'armée afghane »*.

Selon un rapport confidentiel de l'Otan. Les attaques des infiltrations talibanes représentent environ 6% des pertes de la coalition internationale.

## **Le tireur de Gwan entendu par les gendarmes français**

Responsable de la mort de quatre soldats français, et des blessures, pour certaines graves infligées à quinze autres, le sous-lieutenant de l'ANA auteur de la fusillade de Gwan a été entendu par des gendarmes français. L'audition aurait eu lieu sur la FOB afghane elle-même, dans les heures qui ont suivi les tirs, et a vraisemblablement été effectuée par des prévôts, gendarmes insérés au sein de la force (1).

En général, ces gendarmes sont issus de la gendarmerie départementale, donc possèdent une expérience -parfois très développée- en matière de police judiciaire.

On sait évidemment peu de choses de ces auditions, comme celles menées par la partie afghane. Néanmoins, il semblerait que la cause "Marines" (2) puisse expliquer le geste de l'officier de l'ANA. Même si elle reste confuse : le tireur aurait seulement, apparemment, entendu parler de ces images.



(1) le spectre d'activité des gendarmes est plutôt large en Afghanistan : ils peuvent être amenés à travailler en aval de la **DPSD**, dans la mission de contre-ingérence, tout en menant les enquêtes de tous ordres. Ils sont notamment chargés des dédommagements à la population afghane, en cas d'erreur de tir (sur des animaux, des biens, ou des... Afghans). Rappelons que 200 gendarmes sont engagés en Afghanistan, en appui à la oikuce afghabe, comme **POMLT**, ou en formation initiale (ils pilotent une école en Wardak). Ils ont aussi formé la **PRC**, les **SWAT** afghans, et assurent également des missions d'identification criminelle, notamment comme **WIT** (weapon intelligence team).

(2) quelque jours avant le tir de Gwan, la télé avait diffusé des images de Marines urinant sur les corps d'insurgés afghans présumés.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/13/2012 05:29:00 PM](#)

## L'Otan reconnaît la mort de huit jeunes Afghans lors d'un raid aérien en Kapisa

Les forces de l'Otan en Afghanistan ont reconnu, une semaine après les faits, avoir tué par erreur huit enfants au cours d'un bombardement aérien la semaine dernière dans la province de la Kapisa où est stationnée la TF La Fayette (voir mon post du 13 en cliquant [ici](#)).

Selon le général Lewis Boone, directeur de la communication de l'ISAF, les victimes semblaient porter des armes et se déplaçaient de manière jugée menaçante, ce qui a poussé les forces de l'ISAF à demander un soutien aérien, a expliqué le militaire. "L'avion a lâché deux bombes sur le groupe qu'on pensait être sur le point de menacer nos hommes... Au final, huit jeunes Afghans ont perdu leur vie dans cet événement tragique", a-t-il ajouté. L'Isaf a aussi publié ce mercredi matin un communiqué que l'on peut lire [ici](#).

Cette bavure de l'Otan avait provoqué la colère du président afghan Hamid Karzaï, au moment où un rapport des Nations unies met en évidence la hausse continue du nombre de victimes civiles depuis cinq ans.

## Afghanistan : "S'il y a un enfant, on ne tire pas !"



Les soldats français sont-ils responsables de la mort de huit enfants afghans à la suite d'une frappe aérienne dans la province de Kapisa ? La semaine dernière, le gouvernement du président Karzaï a en effet accusé la "coalition" d'avoir provoqué la mort de sept enfants de moins de quatorze ans et d'un autre de dix-huit alors qu'ils gardaient des moutons, **comme le raconte le New-York Times**.

L'attaque en question a eu lieu le mercredi 8 février, dans le nord de la Kapisa, près du village de Margar, dans une zone tadjike - une population en général plutôt favorable à la coalition que les pachounes ou les pashaïs de la province. Huit jours plus tard, ni l'identité des enfants, ni leurs photos n'ont été rendues publiques. Aucun témoignage de familles n'a été recueilli. Que s'est-il passé ?

A la suite d'une enquête de l'ISAF et de l'armée française, des sources militaires françaises reconnaissent qu'un engagement a bien eu lieu ce jour là. *"Une frappe aérienne a eu lieu à 10h48, mais nous avons la certitude que le groupe d'hommes visés étaient armés. A aucun moment, nous n'avons identifiés des enfants dans ce groupe ou à proximité"*. Deux bombes GBU ont été larguées par un chasseur américain qui était présent depuis une demi-heure au dessus de la zone.

Ce bombardement a eu lieu au cours d'une action dans le village de Margar et dans un hameau attenant. Une cinquantaine de forces spéciales afghanes (Provincial Response Company) intervenait dans ce secteur, soutenu par une trentaine de militaires français. Une équipe d'observation (tireurs d'élite et contrôleur aérien avancé JTAC) avait été hélicoptérée sur un point haut à partir duquel il pouvait observer la scène, située entre 900 et 1400 mètres de distance.

Devant l'arrivée des forces de la coalition, un premier groupe de quatorze hommes, dont certains étaient armés d'armes d'infanterie, a quitté le village pour se diriger vers le fond de vallée dans un paysage de roches et de neiges. L'altitude est supérieure à 2000 mètres. Un autre groupe de huit hommes partait également dans une vallée adjacente, également armés. A un moment, ils sont remontés en direction de la ligne de crête, à partir de laquelle ils pouvaient prendre à partie les forces de la coalition. C'est ce groupe qui a été visé par le tir, après une identification formelle à 10h32?

L'autre groupe n'a pas été engagé, parce qu'un enfant en faisait partie - comme cela avait pu être observé.

On touche là aux règles d'engagements de l'Isaf - qui sont particulièrement strictes. *"Si un combattant insurgé marche à côté d'un enfant qui porte son arme, que faites-vous ?"* avons nous demandé à une source officielle. Réponse : *"Nous n'engageons pas."* Et de reconnaître que cela arrive en permanence... Les combattants afghans savent qu'il leur suffit d'utiliser, de gré ou de force, des petits porteurs d'armes, des enfants donc, pour échapper aux tirs de la coalition. Drôle de guerre, où les principes moraux des uns sont utilisés par les autres.

Après la frappe, des femmes du village sont allées récupérer six corps d'homme qui ont été redescendu vers les maisons. Plus tard, l'équipe d'inspection de l'Isaf a trouvé sur place des vêtements militaires tâchés de sang, ainsi qu'une botte d'homme et une chaussure d'enfant. Aucune trace d'explosif (de la bombe GBU) n'a été trouvée sur cette chaussure, assurent les militaires français, sans pouvoir plus d'explications avérées.

L'expérience récente tend à prouver que si une "bavure" avait eu lieu, les autorités militaires le

reconnaîtraient, comme cela avait le cas en avril 2010, lorsque quatre enfants réfugiés derrière un mur avaient été tués par un tir de missile Milan français, au cours d'un engagement contre les insurgés (**lire notre post d'alors**).

Cette affaire intervient dans un contexte de fortes tensions entre le président Karzaï et les alliés, notamment américains. Les relations avec les Français ne sont pas non plus au beau fixe, depuis la mort de soldats français tués par des militaires de l'Armée nationale afghane. Si des enfants ont été tués, comme l'affirme le président Karzaï, il doit être en mesure de fournir leurs identités et celles de leurs parents. Reste que cette affaire, parce qu'elle dévoile des règles d'engagement de la coalition, dont il est difficile de critiquer le bien fondé, témoigne si besoin était qu'Afghanistan rime vraiment avec Absurdistan.

Photo (EMA/CC Jérémie) : un tireur d'élite vers Tagab

Sur cette photo, prise le 11 janvier 2012, on peut distinguer au premier plan les rochers de la « Koh E Sofi », montagne qui se situe à l'ouest de la vallée de Tagab. Depuis ces rochers se détache un binôme de tireur d'élite (TE) du Battle Groupe Tiger basé sur la FOB (base opérationnelle avancée) Tagab. Ce binôme est composé d'un tireur équipé d'un fusil HK 417 et d'un spotteur équipé d'un télémètre laser Leica Vector. Au second plan se trouve la vallée de Tagab ou l'on peut imaginer des compounds et le Wadi, rivière qui passe au milieu de la vallée. Après être partis à pied depuis la FOB Tagab (alt. : 1400 m) aux environs de 5h du matin nous avons gravi ce sommet qui culmine à environ 1960m pour la mission Condor Survey mission qui consiste à observer et renseigner des éventuels mouvements insurgés pendant que l'armée nationale afghane (ANA) patrouille dans la vallée.

Ce binôme de TE permet de montrer l'observation des soldats français depuis les hauteurs, la vue imprenable sur la vallée et leur façon de se fondre dans le paysage avec des tenues et des moyens adaptés au climat et à la saison hivernale des sommets afghans.

J'ai réalisé cette photo avec un Nikon D3S équipé d'un objectif 28-300 mm, avec une focale de 300 mm (ISO 200). L'exposition était de 1/1250 sec.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 14 Février 2012 à 11:30

## Retrait : pas de plan B... mais rien d'exclu non plus (actualisé-1)

En réponse à une question de mon camarade **Gérard Grizbec** de France 2, l'EMA a répondu jeudi qu'il n'existe pas de plan B dans le retrait de nos troupes d'Afghanistan, une façon comme une autre de rappeler tout ce que tout le monde sait déjà, le processus de retrait prendra beaucoup de temps (1).

La citation exacte, issue du script est celle-ci, en réponse à la question du confrère, qui demandait si l'EMA travaillait sur un plan B, en cas d'alternance politique : "on n'appelle pas cela exactement un plan B (...) Il y a des planifications qui permettent de s'adapter à différents cas de figure. (...) Cela se traduit par des choix".

La compréhension de ces propos sybillins m'a pris quelques temps : en fait, il faut les ramener dans l'opération logistique globale. Vider la FOB Tagab prendra du temps, mais c'est la séquence la plus critique. Une fois cette partie effectuée, et la FOB rendue (octobre actuellement), les

choses peuvent aller assez vite car actuellement en tout cas, la portion de route entre Nijrab et Kaboul présente notoirement moins de risques que les 20 km qui séparent Tagab et Nijrab. Il sera donc envisageable de démonter Nijrab plus facilement, et donc d'aller au-delà et plus vite que les réductions d'effectifs actuellement annoncées. Avec beaucoup de volonté, et en comptant sur l'absence de celles des insurgés et du général Hiver, la Kapisa peut être vidée de l'essentiel de ses Français, pendant l'hiver 2012-2013.

En tout état de cause, toute nouvelle accélération du calendrier bute immédiatement sur des points évidents : il faut pouvoir stocker les conteneurs et matériels dans des zones d'attentes dont les capacités sont assez limitées. Cela fera assez vite de Warehouse la première base française dans le monde, de par le matériel stocké.

Les Américains risquent aussi de ne pas apprécier une accélération du rythme, d'autant plus que les Afghans ne sont pas autonomes pour mener la guerre aux insurgés. Ils apprennent tout juste l'ouverture d'itinéraires (3 sections formées dans notre zone), et il n'est pas prévu, encore (et peut-être heureusement), qu'on forme des JTAC afghans. Alors même que si ce n'est toujours pas bien compris chez nous, le guidage des appuis est la seule spécialité vraiment utile dans le contexte actuel.

L'esprit des OMLT a disparu avec les 6 OMLT français tués par afghans, en moins d'un mois. Sans les capacités critiques apportées par les OMLT (notamment le JTAC et les communications), le kandak n'est rien, surtout si cela chauffe (2).

Bref, sans avoir eu un rôle véritablement central dans la mort de ces six OMLT, les insurgés ont déjà gagné la bataille de la Kapisa : le vide s'offre à eux plus vite que prévu. Voilà qui risque de ne pas créer de lame de fond dans la population locale, que vont traverser, précisément, les fameux convois logistiques.

(1) et, il ne faut pas l'exclure, cette phase de convois va exposer les soldats aux attaques par IED et à des embuscades.

(2) des observateurs avisés relèvent que l'essentiel des troupes afghanes présentes le 13 juillet à Joybar s'étaient évaporées quelques minutes avant l'attaque-suicide. Ce retrait en bon ordre n'a, semble-t-il et comme beaucoup d'autres, pas beaucoup transpiré dans l'évocation des faits.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/11/2012 10:01:00 AM](#)

## Afghanistan : 500 instructeurs français après 2014

Le 15 février |

**Les opérations de combat cesseront en 2013, selon un plan décidé par l'OTAN, sous l'impulsion de la France. Une fin de mission qui se prolongera par la présence continue de près de 500 militaires français en charge d'instruire la force de sécurité afghane.**





Nos militaires quitteront l'Afghanistan progressivement d'ici fin 2013 alors que la fin de mission annoncée par l'OTAN situe l'arrêt des opérations fin 2014. Le 21 mai, Chicago abritera le prochain sommet de l'OTAN, date à laquelle chaque pays impliqué dans le dispositif de l'ISAF précisera ses intentions, dates et modalités de retrait.

La France compte actuellement 3600 hommes en Afghanistan, 2400 en Kapisa, 1200 à Kaboul en soutien et formation. Nous allons, cette année, rapatrier 1000 hommes du dispositif de Kapisa, laissant sur cette zone,

1400 hommes en soutien de l'armée afghane jusqu'à la passation des pouvoirs complets aux Afghans, diminuant également notre dispositif à Kaboul pour ne laisser ensuite que ces 500 instructeurs.

Cette réduction programmée des opérations de combat pour une neutralisation en 2013 devrait permettre un allègement du dispositif de l'OTAN et une programmation de retrait moins incertaine. Au-delà de 2014, il n'est pas exclu que subsistent 4 ou 5 bases US sur le territoire afghan.

A suivre... AAC

jeudi, 16 février 2012

---

## La sécurité énergétique des opérations extérieures françaises

**un enjeu opérationnel fort à maîtriser pour faire face à la dépendance pétrolière des forces engagées**

L'empreinte énergétique des forces françaises engagées en opérations à l'étranger est essentiellement liée à la consommation de carburants (1) nécessaires à la mobilité des forces mais surtout à la production d'énergie électrique (2). Elle est rarement prise en compte dans la planification et la conduite des opérations. Pour les chefs militaires du niveau opératif dont le cœur de métier réside naturellement dans "l'opérationnel" pur c'est-à-dire l'action en elle même, la consommation d'énergie des forces apparaît comme une donnée trop souvent secondaire qui resterait l'affaire de logisticiens spécialisés.



Pourtant, l'expérience de nos opérations à l'étranger montre que l'autonomie énergétique d'une force reste primordiale. La dépendance énergétique s'avère une vulnérabilité dont il convient de prendre conscience dès maintenant. A ce titre, elle constitue une contrainte opérationnelle. Les décideurs militaires, au sein de leur états-majors et dans le cadre du travail de planification, doivent alors apprendre à exprimer leur niveau de besoin en énergie requise auprès de la cellule logistique de la même manière qu'ils expriment leur besoin en renseignement auprès de la cellule renseignement. Cette expression de besoin du chef militaire est fondamentale.

[Lire la suite](#)

**13.02.2012**

## Rapport Davis sur l'Afghanistan: le story telling du Pentagone en prend un coup

Le lieutenant Colonel Daniel L. Davis (cliquer [ici](#) pour accéder à son blog), de l'US Army, a publié dans l'*Armed Forces Journal* un texte intitulé « *Vérités, mensonges et Afghanistan. Comment les chefs militaires nous ont laissé tomber* », où il démonte le story telling du Pentagone sur le mythe de la victoire en Afghanistan (cliquer [ici](#) pour le lire).

Il s'agit de la version courte d'un rapport de 84 pages que cet officier, qui a déclaré craindre se "faire atomiser", fait circuler dans les milieux politiques US et que le magazine *Rolling Stones* a mis en ligne (cliquer [ici](#) pour lire ce rapport).



Son rapport s'intitule "*Dereliction of Duty*" ("manquement au devoir"). Il démontre, démonte et dénonce les mensonges (il emploie le terme "deception" dans le sens de tromperie) d'une partie de la haute hiérarchie militaire US (dont le général Petraeus et les services de communication officiels), en dépit des mises garde répétées du GAO (un organisme auquel ce blog fait souvent référence).

Davis explique, par exemple, qu'en dépit du *surge* afghan, le niveau de violence n'a pas baissé (à de rares exceptions locales) mais qu'en dépit des "milliers d'insurgés neutralisés" selon l'ISAF, les rebelles sont toujours en position de contrôler la majeure partie du territoire afghan et sont en mesure d'infliger de lourdes pertes aux Américains (+164% entre 2009 et 2011. cf: p. 30).

Davis accuse aussi l'ancien patron du NTM-A, le général Caldwell, d'avoir "enfumé" tout le monde (dont les médias. cf: p. 26-29) avec ses chiffres positifs sur le niveau de recrutement, de formation et d'excellence des forces de sécurité afghanes. Il décrit la perte de confiance des Afghans dans la coalition et le régime Karzaï (ça, ce n'est pas nouveau) et explique que ce sentiment est suscité par les pertes enregistrées au sein de la population civile, parce que "la coalition n'est pas capable de la protéger".

Daniel Davis conclut son rapport en disant que "la bande de types en fli-flop" que la coalition combat depuis dix ans avec un formidable arsenal, est convaincue d'avoir déjà remporté la victoire:

"According to multiple sources, despite ISAF claims to the contrary, Taliban morale is so strong that most are reported to be utterly *convinced* they have already won."

## L'incroyable colonel Davis

**Le rapport cinglant de ce vétéran dénonce l'échec total, prévisible depuis longtemps et caché par les généraux, de la guerre en Afghanistan.**

**V**ous n'avez sans doute jamais entendu parler de Daniel Davis. C'est un lieutenant-colonel de l'armée des Etats-Unis, actuellement en poste au Pentagone, qui a participé aux guerres d'Irak et d'Afghanistan.





- Un soldat américain prêt à ouvrir le feu en Afghanistan. Erik de Castro / Reuters -

Au retour de sa dernière mission en Afghanistan, le lieutenant-colonel Davis a rédigé un rapport dont voici les premières lignes: *«Dans leurs comptes-rendus devant le Congrès et le peuple américain, les haut gradés ont tellement déformé la réalité de la situation en Afghanistan qu'il est devenu impossible de discerner la vérité. Ces paroles fallacieuses ont discrédité le pays aux yeux de ses alliés et de ses ennemis, réduisant dans une très large mesure notre capacité à instaurer une situation politique favorable en Afghanistan. [L'opération militaire] a coûté des milliards de dollars que le Congrès n'aurait jamais fait débloquer s'il avait su la vérité; ce comportement de nos principaux chefs militaires a certainement prolongé la guerre. Mais le plus lourd tribut payé par notre nation à cause de ces mensonges, ce sont les dizaines de milliers de soldats blessés, mutilés ou morts, et dont le sacrifice n'a rien apporté, ou presque, à notre pays.»*

### **La guerre d'Afghanistan n'a servi à rien!**

Ce n'est là que la version publique du rapport de Davis. Il a également écrit un texte confidentiel, qu'il a remis à quelques députés et sénateurs choisis et autorisés à accéder à des dossiers top-secret. Non satisfait de cela, le colonel Davis a également publié un article explosif dans le Armed Forces Journal, la plus ancienne et très prestigieuse revue militaire indépendante des Etats-Unis. Dans son article, intitulé *Vérités, mensonges et Afghanistan*, le militaire écrit:

*«J'ai été témoin de l'absence de succès sur presque tous les plans (...) Combien d'hommes doivent périr au nom d'une mission qui s'avère un échec (...)?»*

Davis m'a dit que plus de 800.000 personnes avaient lu son article. Et ce n'est qu'après avoir préparé et diffusé son rapport à des membres du Congrès, après avoir publié son article et accordé quelques interviews que le lieutenant-colonel a mis au courant ses supérieurs. C'était, lui ai-je répondu, l'attitude de quelqu'un qui n'avait pas peur d'être limogé ou même d'être poursuivi en justice.



Il m'a contredit: *«Pas du tout. C'est ma vie et ma carrière; je veux rester [dans l'armée] tant que je pourrai servir mon pays».*

### **Un rapport militaire de la plus haute importance**

Par ailleurs, il rejette vigoureusement les accusations de ceux qui affirment que son comportement est dû à des calculs politiques et que ses conclusions reposent sur des anecdotes, et non pas sur les informations précises gérées par ceux qui dirigent la guerre. Michael Hastings, le correspondant militaire de la revue Rolling Stone, qui s'est procuré un exemplaire du rapport public de Davis avant de le mettre en ligne soutient qu'il s'agit de *«l'un des documents les plus importants qu'ait publié un responsable en fonction ces dix dernières années.»*

Quelles en sont les implications? Que la situation en Afghanistan soit catastrophique n'est une surprise pour personne. Ce que nous apprend le lieutenant-colonel Davis, c'est qu'elle est bien pire que ce que l'on croit et que ce que laissent entendre les conclusions déjà peu réconfortantes des rapports militaires américains. Naturellement, il par ailleurs surprenant qu'un responsable militaire en fonction ait choisi de prendre le risque d'enfreindre toutes les règles et de faire connaître largement son analyse dévastatrice de la guerre d'Afghanistan. En mettant directement en cause la propension au mensonge des plus hauts dirigeants du Pentagone. Plus surprenant encore, il n'a pas encore été sanctionné.

### **Pacifier et démocratiser l'Afghanistan: mission impossible**

Un porte-parole du Pentagone s'est empressé de nier l'information de la chaîne NBC selon laquelle on avait ouvert une enquête judiciaire contre Daniel Davis. Il est possible que le lieutenant-colonel bénéficie du soutien – et de la protection – de ses supérieurs et que, d'une certaine manière, il se fasse leur porte-parole. (Davis soutient que ce n'est pas le cas.) Autre possibilité: le Pentagone craint peut-être que des représailles contre Davis ne soulèvent un tollé général et ne fassent que donner plus de visibilité et de crédit aux points de vue du lieutenant-colonel.

Le fin mot de l'histoire, c'est que Daniel Davis n'est pas en faveur d'un retrait des troupes américaines d'Afghanistan en 2014, comme l'a promis le président Obama. Il estime que la bonne stratégie consiste à laisser des bastions militaires solides dans certaines localités stratégiques de l'Afghanistan et à changer la mission. Selon lui, les GI doivent se consacrer essentiellement à capturer – ou tuer – les terroristes susceptibles de se servir de ce pays comme base pour leurs opérations. C'est une manière crue de dire qu'il n'y a aucun espoir que les Etats-Unis puissent contribuer à l'avènement d'une nation afghane pacifique, prospère et démocratique.

**Moisés Naím**

*Traduit par Micha Czifra*

# Afghanistan: 1% des forces afghanes sont autonomes, selon les Etats-Unis

Mis à jour le 09.02.12 à 08h04

Seulement 1% des forces afghanes est capable d'agir de manière autonome, a déclaré mercredi le chef des opérations quotidiennes des Etats-Unis et de l'Otan en [Afghanistan](#).

Seules 29 unités de l'armée afghane et sept unités de police sont désormais qualifiées d'«indépendantes», a précisé le général américain Curtis Scaparrotti, ajoutant que même les unités dites «indépendantes» ont besoin d'un soutien logistique et militaire limité de la part de l'Otan. Près de la moitié des forces afghanes (42%) sont jugées «efficaces avec l'aide de conseillers», a-t-il ajouté.

## «Seront-ils au niveau de nos soldats? Non»

«Ces soldats combattront (...) cela ne fait aucun doute. Et à mesure que nous les formons, ils seront suffisamment compétents pour assurer la sécurité de leur pays et lutter contre l'insurrection», a déclaré le général Scaparrotti. «Seront-ils au niveau de nos soldats? Non, en tout cas pas les forces conventionnelles», a-t-il ajouté.

Intervenues en 2001 pour chasser les taliban du pouvoir, les Etats-Unis et leurs alliés [ont prévu de transférer au plus tard fin 2014 la responsabilité de la sécurité de l'Afghanistan aux autorités afghanes](#). Les pays occidentaux ont dépensé des milliards d'euros pour former les forces de sécurité afghanes, qui restent toutefois fortement dépendantes de l'Otan et des Etats-Unis. L'illettrisme et la corruption sont en outre largement répandus dans les effectifs de la police et de l'armée, que tentent par ailleurs d'infiltrer les taliban.

Avec Reuters

## Américains et talibans se sont parlé au Qatar fin janvier

**L'Orient**  
**LE JOUR**.com

, 09/02/2012

AFGHANISTAN L'envoyé spécial américain pour l'Afghanistan et le Pakistan, Marc Grossman, a rencontré des représentants des talibans fin janvier au Qatar dans le cadre des efforts menés par Washington pour amener les rebelles à négocier la paix, a indiqué hier un responsable afghan. Le mawlawi Qalamuddin, ancien responsable du département « vices et vertus » de la police sous le gouvernement taliban, devenu membre du Haut Conseil pour la paix afghan, chargé de négocier la paix avec les rebelles, avait déjà confirmé cette information fin janvier.

Par ailleurs, une réunion entre commandants afghans pakistanais et de l'OTAN s'est tenue hier plus de deux mois après la bavure de l'OTAN qui a tué 24 soldats pakistanais et provoqué une crise diplomatique. « Cette rencontre fait partie des réunions tripartites prévues pour discuter et améliorer la coordination à la frontière pakistano-afghane », selon un communiqué de l'armée pakistanaise, précisant que la troupe était représentée par son chef des opérations militaires, le général Ishfaq Nadeem Ahmad. Un porte-parole de l'ISAF, le général Carsten Jacobson, a toutefois indiqué n'être pas informé de cette rencontre.

Cette réunion témoigne du climat apparent de réchauffement des relations entre les États-Unis, qui dirigent la force de l'OTAN en Afghanistan (ISAF) et le Pakistan.

Sur le terrain, au moins 10 insurgés islamistes ont été tués par les missiles d'un drone américain

dans les zones tribales du nord-ouest du Pakistan, bastion des talibans et sanctuaire de leurs alliés d'el-Qaëda.

Notons par ailleurs que la mort d'Oussama Ben Laden, le danger permanent des drones américains et les difficultés financières d'el-Qaëda ont fini par réduire le nombre de volontaires étrangers répondant à l'appel du jihad dans ces zones tribales, assurent des sources concordantes. Toutefois, si les circuits traditionnels d'accueil des volontaires étrangers apparaissent avoir payé un lourd tribut aux missiles US, il semble que de plus en plus de cadres et de jihadistes pakistanais soient en mesure de prendre leur place, assure une source de sécurité occidentale. Dans le même temps que la Force internationale déployée en Afghanistan négocie avec l'Ouzbékistan et le Tadjikistan le retrait des troupes et matériels, a indiqué le ministre français de la Défense, Gérard Longuet. « Nous avons en réalité trois solutions : une solution que nous écartons, une voie aérienne de bout en bout, parce qu'elle est très coûteuse », a-t-il détaillé devant les commissions de la Défense et des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Il y a ensuite « la solution pakistanaise, avec deux passages possibles », mais c'est un pays avec lequel les relations sont actuellement très difficiles. Et la troisième possibilité est « la voie ferrée par l'Ouzbékistan, soit directement, soit par le Tadjikistan », mais « l'Ouzbékistan pose des conditions matérielles assez coûteuses », a relevé M. Longuet.

Signalons finalement que l'armée afghane sera prête à se retrouver en première ligne des opérations contre les talibans en 2013, a estimé hier un haut gradé américain. (Source : AFP)

## Les Belges retirent d'Afghanistan la moitié de leur effectif à l'été 2012

Nicolas Gros-Verheyde / *Afghanistan-Pakistan* /



*Soldat de la force de protection (crédit : armée belge)*

(BRUXELLES2) L'armée belge devrait retirer la moitié de son contingent (614 personnes) d'Afghanistan à l'été 2012. La date est fixée au 30 juillet 2012.

Environ 300 militaires participant au détachement de protection et force de réaction rapide présents à Kaia – l'aéroport international de Kaboul – seront retirés autour du 30 juillet 2012. Un retrait programmé et prévu depuis un an (la décision a été prise en juin 2011).

Les Belges seront remplacés par un effectif portugais – deux contingents d'environ 80 personnes chacun. La Belgique maintiendra environ 300 hommes : une centaine à Kaboul – essentiellement des instructeurs

(logistique, communication) ou avec la fonction d'Etat-Major -; une centaine à Kandahar – autour

des avions F-16 chargés de l'appui aérien aux opérations de l'ISAF, mission dénommée « Guardian Falcon » ; une centaine à Kunduz – équipe provinciale de reconstruction (PRT) et OMLT.

Comme l'explique un officier belge à B2, un retrait prend « *entre un et deux ans* ». « *Ce n'est pas seulement une question de retrait des matériels. Il faut normalement trouver des effectifs qui viennent vous remplacer et effectuer les tâches que vous faites* ». En pratique, il y a deux éléments, outre la force de persuasion : le temps et l'argent. Soit « *on prend en charge financièrement le déploiement d'autres nations* » – ce qu'a fait le Canada semble-t-il, soit « *on négocie. Et là il faut du temps et attendre un peu* ». Ce qu'on fait les Belges et Néerlandais.

## Liban : La FINUL harmonise ses procédures de tirs

Mise à jour : 15/02/2012 18:23

Le 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie de marine a mené un exercice de coopération au sein de la force intérimaire des Nations Unies au Liban. Objectif : uniformiser les protocoles de tirs entre les armées alliées.



Chaque mois, le sous-groupe tactique d'artillerie à 4 pièces [CAESAR](#) effectue des **exercices de coopération au profit des différents contingents multinationaux de [la FINUL](#)**, la force intérimaire des Nations Unies au Liban. Armé par le [1<sup>er</sup> régiment d'artillerie de marine](#), ce SGTA 4 de la Force commander reserve (FCR) a récemment mené un exercice de ce type, baptisé Field Artillery Deployment (FAD), au sein des bataillons italien et

indonésien.

Durant trois jours, les deux sections du SGTA 4 ont **présenté leurs équipements, leurs moyens et leurs procédures à leurs camarades de la FINUL**. Ils ont également reconnu les positions de tir possibles et « drillé » les procédures de demande de tir, d'acquisition et de traitement des objectifs.

Composée de plusieurs armées, ayant chacune leur propre procédure d'artillerie, **la FINUL se doit d'uniformiser les protocoles de tirs** et de garantir ainsi l'interopérabilité de la composante artillerie de la FCR. Seule unité à disposer de capacités « feux dans la profondeur », la Force commander reserve est susceptible de fournir un appui feux à toutes les unités de la FINUL.

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/field-artillery-deployment-de-la-fcr>



# Les exportations françaises d'armements ont nettement progressé en 2011

14 février 2012 – 14:08

L'année 2011 aura été un bon cru pour les ventes d'équipements militaires français, après un précédent exercice décevant, avec seulement 4,271 milliards d'euros de prises de commandes à l'exportation.

Au total, les prises de commandes à l'étranger pour le secteur français de l'armement atteindront les 6,5 milliards d'euros en 2011. Cette hausse est en partie due à la modernisation des Mirage 2000 des forces aériennes indiennes confiée à Dassault Aviation et Thales pour environ 1,5 milliards ainsi qu'à la vente de deux Bâtiments de projection et de commandement (BPC) de type Mistral à la Russie pour un montant évalué à 1,2 milliards. Ces bons chiffres permettraient à la France de garder sa quatrième place d'exportateur d'armements au niveau mondial.

« Ce sont de bons résultats dans une conjoncture qui est difficile » a commenté Laurent Collet-Billon, le délégué général à l'armement, lors d'une conférence organisée ce 14 février par le quotidien économique Les Echos. « Ce résultat n'a été possible que grâce à la signature de très grands contrats supérieurs à un milliard d'euros » a-t-il encore expliqué.

Le cru 2012 pourrait être encore meilleur, notamment grâce au Rafale. Mais encore faudrait-il que l'issue des discussions engagées en Inde et aux Emirats arabes unis soit favorable, ou encore que les perspectives de vente au Brésil finissent par se confirmer et que d'autres pays intéressés par l'avion français (Qatar, Koweït) s'engagent dans des négociations. Et puis il faudra encore surveiller de près les ventes de DCNS à l'étranger, avec la prometteuse gamme Gowind, ainsi que celles des acteurs de l'armement terrestre, comme par exemple Nexter, qui attend le résultat de plusieurs appels d'offres, dont un au Canada où le constructeur a proposé le VBCI.

Cela étant, ces bonnes perspectives ne doivent pas faire perdre de vue la nécessité d'une consolidation de l'industrie de défense française. Pour le DGA, cette question devra être une priorité du prochain gouvernement, quelle que soit sa couleur politique à l'issue des élections du prévues au printemps .

« On n'est absolument pas au bout de ce qu'il faut faire » a estimé Laurent Collet-Billon, selon Reuters. « Il y a beaucoup de choses qui sont à faire et qu'il faudrait faire extrêmement vite » après l'élection présidentielle, a-t-il ajouté. « Tout ce que vous ne faites pas dans les 100 jours ou dans les six mois qui suivent, c'est foutu » a-t-il insisté.

Et, en la matière, le DGA ne veut pas de demi-mesures, comme par exemple la création d'une co-entreprise spécialisée dans l'optronique par Thales et Safran, alors qu'un plus vaste échange d'actifs entre les deux groupes pour rationaliser la filière est attendu depuis maintenant plus deux ans. Ou encore la prise de participation de 25% du capital de Nexter par Thales en échange d'un rapprochement des activités de munitions des deux structures.

« Il ne faut pas s'arrêter à des demi-mesures où Thales prend 25% de Nexter : ou Thales prend tout Nexter ou [il ne prend] rien » a affirmé Laurent Collet-Billon. Pour cela, encore faudrait-il que le capital de l'ancien Giat Industries ne soit plus verrouillé par l'Etat...

# Israël aide la France à tester ses armes antimissiles (actualisé)



Un chasseur F-15 D de l'armée de l'air israélienne (Heyl Haavir) a participé, le 14 novembre 2011, à un essai très important du système Mamba de l'Armée de l'air. **"Une première en France : un missile intercepté par un antimissile Aster"** écrivions nous sur

ce blog. Nous indiquions alors que *"le missile intercepté est un Black Sparrow utilisé par Tsahal pour tester son propre bouclier antimissile."*

Dans sa dernière livraison (février 2012), *Air Actualités*, le mensuel de l'Armée de l'air revient sur ce test dans un dossier consacré au Mamba. Sous le titre *"En plein dans le mille !"*, il raconte que le Black Sparrow (photo) a été tiré depuis un *"avion de chasse F15, volant à 14000 mètres au dessus de l'océan à environ 300 kilomètres au large de Biscarosse (Landes)"*. Diplomatiquement, l'Armée de l'air "oublie" de préciser la nationalité du F-15... Ce qui ne trompera personne : il s'agit bien d'un appareil israélien venu spécialement, sur la base aérienne de Cazaux [et de non de Mont-de-Marsan, comme écrit par erreur, même si un avion gros porteur est bien venu à Marsan en soutien des F15].

Fabriqué par la société israélienne Rafael, le Black Sparrow est une cible d'1,2 tonnes, conçue pour simuler un missile balistique de type Scud.

Cette coopération discrète dans un domaine sensible témoigne des relations de confiance entre les deux pays. Israël est d'ailleurs l'unique fournisseur de drones de l'armée de l'air (Hunter, puis Harfang et demain Heron TP).

[Actualisé] : Seuls deux pays possèdent cette capacité de tirer des cibles simulant des missiles balistiques : les Etats-Unis et Israël. Il semblerait que nos alliés américains n'aient guère été coopérants dans cette affaire... D'où le choix israélien.]

*Air Actualités* décrit ainsi *"l'interception d'une cible"* simulant *"une attaque de missile balistique de type Scud B"*. *"12h21 : le F15 largue la cible Black Sparrow. Six secondes plus tard, la cible allume son propulseur et grimpe à une altitude de 90 km. Lorsqu'elle atteint son apogée, elle plonge à Mach 5 vers un point situé dans l'océan. Dès le début de la phase propulsée, la cible est suivie par un radar d'alerte avancée qui informe la section Mamba au sol toutes les quatre secondes. Le radar à balayage électronique Arabel accroche la cible à environ 80 km de la section SAMP (missile sol-air moyenne portée)." Une fois l'autorisation de tir accordée, "le calculateur active le départ missile. Trois secondes après, l'ordre arrive au module de lancement situé dix kilomètres plus au sud. Le missile Aster 30 percute l'opercule de protection et atteint Mach 4,5, soit près de 5000 km/h en 3,5 secondes. Puis il allume son propulseur de croisière. Le radar Arabel transmet au missile la position de la cible qui se rapproche à une vitesse relative d'environ Mach 9. Quelques secondes avant l'impact prévu, le système active son système de*

*détection autonome. (...) La cible Black Sparrow est accrochée. Quelques millisecondes avant la destruction, l'Aster actionne son pilotage inertiel de force (PIF), un jet de gaz qui offre une dernière correction de la trajectoire". La cible est "percutée de plein fouet".*

Nous pouvons confirmer qu'il ne s'agit pas là d'une image. Le choc, à plus de 10.000 km/h, a complètement pulvérisé le Black Sparrow.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Samedi 11 Février 2012 à 10:20

## Modernisation en cours des véhicules de liaison, de reconnaissance et d'appui NBC du 2e Dragons

13 février 2012 – 17:05

Dans le cadre d'un contrat attribué en décembre 2010 par la Direction générale de l'armement (DGA), [ACMAT](#), filiale de Renault Trucks Defense, a commencé la livraison de 48 kits GLD (Groupe Léger de Décontamination) destinés à équiper les VLRA (Véhicules de liaison, de reconnaissance et d'appui) du 2e Régiment de Dragons.

Le « Condé Dragons » est directement placé sous l'autorité du Commandement des forces terrestres. Basé à Fontevault, il est le seul régiment de l'armée de Terre spécialisé dans la défense Nucléaire-Bactériologique-Chimique (NBC).

Les kits livrés par ACMAT, lesquels ont d'abord été qualifiés par le DGA et la Section technique de l'armée de Terre (STAT) consistent en une rénovation du circuit carburant ainsi qu'en une mise au normes des « équipements sécuritaires d'utilisation en hauteur et le remplacement des systèmes de décontamination ».

Le contrat obtenu par ACMAT, d'un montant de 3 millions d'euros, prévoit la livraison de la totalité des kits GLD d'ici le mois de juin 2012.

Aérotransportable, le VLRA NBC F2 est équipé d'un réservoir de 3.000 litres d'eau ainsi que d'un système haute pression et très haute température qui lui permet de décontaminer une quinzaine de véhicules blindés en l'espace de 3 heures.

Le 2e Régiment de Dragons dispose également du système de décontamination approfondi (SDA), lequel est monté sur des camions de type TRM 10000, utilisé pour décontaminer les véhicules à chenilles ou à roues ainsi que des bâtiments de 12 mètres de hauteur.

## La Réunion : largage d'une équipe santé avec son lot médical

Mise à jour : 09/02/2012 20:04

Le 31 janvier 2012, un avion de transport tactique (*Transall* C 160) de l'escadron de transport outre-mer (ETOM 00.050) des Forces armées de la zone sud de l'Océan Indien (FAZSOI) a largué un module tactique du 2<sup>e</sup> régiment de parachutistes d'infanterie de Marine (2e RPIMa)

comprenant une équipe médicale du CMIA (centre médical interarmées) de Saint-Pierre de La Réunion avec son lot médical de projection initiale.



La totalité du matériel médical, soit quatre colis aérolargables de 80 kilos chacun, a été larguée simultanément avec l'équipe santé parachutiste médicale composée d'un médecin, d'un infirmier et de trois auxiliaires sanitaires. Le lot de projection initiale (LPI) constitue le cœur des moyens techniques du poste médical de l'avant. Réparti en six caisses médico-chirurgicales dont une dédiée à la réanimation, le LPI permet au médecin, à l'infirmier et aux auxiliaires sanitaires de l'équipe santé de pouvoir

assurer le soutien médical d'une compagnie (environ 150 hommes) pendant au moins sept jours en autonomie quasi-complète.

A ces six caisses s'ajoutent des brancards pliants, des matelas à dépression, ainsi que des moyens de monitoring électronique des blessés.

Après le saut, le déconditionnement des caisses, a permis de confirmer que tout le contenu était intact et prêt à être utilisé, y compris les appareils électroniques de monitoring du patient, les perfusions ou encore les caisses elles-mêmes, apportant ainsi la démonstration de la qualité du conditionnement effectué par la cellule LPA (livraison par air) du 2<sup>ème</sup> RPIMa.

Ce largage simultané du personnel de santé et de leur lot de projection initiale revêt une grande importance opérationnelle. Une équipe médicale peut sauter avec la totalité de son matériel de dotation lui permettant de traiter les blessés dans des délais très courts, et dans d'excellentes conditions, en attendant une évacuation par d'autres moyens.



Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## La DGA commande des petits robots anti IED



La direction générale de l'armement (DGA) a commandé à la société Eca Robotics 29 robots appelés Minirogen fin décembre dans la cadre des urgences opérationnelles.

Ces petits robots de 5 kg seront livrés aux unités de génie de l'armée de terre courant



2012 après avoir été qualifiés par la DGA. Déployés sur les théâtres d'opérations, ils interviendront en priorité au profit des détachements d'ouverture d'itinéraires piégés pour reconnaître les objets suspects et inspecter les abords de l'axe.

Le Minirogen est piloté à distance de sécurité grâce à une station de contrôle-commandes dotée d'un écran tactile et d'un joystick. Sa mobilité, son autonomie et sa bonne résistance aux chocs le rendent particulièrement bien adapté à sa mission.

## Bold Alligator 2012 : Français et Américains s'entraînent ensemble

Mise à jour : 17/02/2012 15:13

Après le D-Day de l'exercice amphibie Bold Alligator 2012, les soldats français ont profité de leur présence aux Etats-Unis pour s'entraîner à Camp Lejeune avec les Marines américains.



Les soldats de la [6<sup>e</sup> brigade légère blindée \(6e BLB\)](#) se sont entraînés avec les Marines américains de la *2nd Marine Expeditionary Force*, sur la base militaire Camp Lejeune. Cet entraînement fait suite au D-Day du 6 février 2012 prévu dans le cadre de l'exercice amphibie interallié Bold Alligator.

Pendant une semaine, soldats français et américains ont réalisés ensemble des séances

de tirs d'infanterie et d'artillerie, sur du matériel des deux armées. « Nous avons effectué des démonstrations de grenades et de missiles anti-char ainsi que des tirs à la mitrailleuse 12.7 mm du [véhicule d'avant blindé téléopéré \(VAB TOP\)](#) », rapporte le sergent Guillaume Streicher, chef de groupe anti-char au [21<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de marine](#). « Le VAB TOP sert actuellement en Afghanistan, la plupart le voit ici pour la première fois en action. Ce type d'échange est positif et très utile pour les missions futures ». Les soldats français ont également pu réaliser un exercice de combat en zone urbaine dans un village reconstitué, ainsi qu'une instruction contre les engins explosifs artisanaux.

Les officiers de l'état-major du groupement tactique embarqué ont de leur côté continué à s'entraîner sur les procédures de déploiement de la force dans le cadre de l'exercice amphibie Bold Alligator 2012, en collaboration avec les officiers de la 2nd Air and Naval Gunfire Liaison Company (Anglico).

Cette semaine d'échange aura permis aux terriens de **développer leur capacité amphibie et d'affiner l'interopérabilité** entre toutes les composantes nationales et internationales.



Droits : Armée de Terre 2012

## La mission Jeanne d'Arc ira jusqu'au Brésil



**Le groupe Jeanne d'Arc en 2011, avec le BPC Mistral**

crédits : MARINE NATIONALE

13/02/2012

C'est le 5 mars que le bâtiment de projection et de commandement Dixmude, ainsi que la frégate Georges Leygues, appareilleront de Toulon pour la troisième mission Jeanne d'Arc. Après avoir traversé la Méditerranée et transité par le canal de Suez, le groupe gagnera la mer Rouge puis se



déploiera en avril au large de la corne d'Afrique, où la piraterie continue de sévir. Le Dixmude et le Georges Leygues gagneront ensuite l'Afrique du sud et feront une escale au Cap au mois de mai. Puis ils traverseront l'Atlantique pour atteindre le Brésil, où ils feront relâche en juin à Rio de Janeiro. Ces deux escales devraient être placées sous le signe de la coopération mais aussi du soutien à l'exportation, l'industrie française cherchant à vendre différents matériels militaires à ces pays (corvettes Gowind à l'Afrique du sud, frégates FREMM au Brésil notamment). La suite de la mission Jeanne d'Arc se déroulera de l'autre côté de l'Atlantique, dans le golfe de Guinée, où la France maintient en permanence des moyens navals. Une escale à Dakar est également prévue. Enfin, à la fin du mois de juillet, le Dixmude et le Georges Leygues gagneront Brest, où les 140 officiers élèves présents à bord du BPC débarqueront.

## La prochaine mission « Jeanne d'Arc » dévoilée

16 février 2012 – 17:51



Depuis que le porte-hélicoptères Jeanne d'Arc a été désarmé, le stage d'application des élèves officiers de l'Ecole navale et de l'Ecole du commissariat de la Marine nationale se déroule désormais à bord d'un Bâtiment de Projection et de Commandement (BPC).

Et, après le Mistral et le Tonnerre, c'est au tour du Dixmude, qui vient d'être livré à la Royale, d'accueillir la troisième édition de la mission Jeanne d'Arc. Ce sera l'occasion de mener à bien la phase de vérification des capacités militaires (VCM) de ce nouveau navire, en particulier dans les eaux chaudes, avant son admission en service définitive au sein de la Marine nationale.

Le BPC Dixmude devrait appareiller de Toulon le 5 mars prochain en compagnie de la frégate anti-sous-marin (FASM) Georges Leygues. Le navire aura à son bord les 144 élèves officiers – dont quelques étrangers –, un Groupe tactique embarqué de l'armée de Terre, armé principalement par le 2ème Régiment d'Infanterie de Marine (RIMa) ainsi qu'un détachement de l'ALAT, avec 4 hélicoptères, dont 2 Gazelle et 2 Puma.

Jusqu'en avril, le Dixmude et le Georges Leygues navigueront dans un premier temps en Méditerranée avant de passer le canal de Suez pour rallier Djibouti. Cette phase correspond à la « préparation opérationnelle du groupe amphibie » et à la « participation à la posture permanente de sûreté ».

Par la suite, les deux navires de la mission Jeanne d'Arc croiseront au large de la Corne de l'Afrique, où sévissent les pirates somaliens, renforceront probablement la force navale européenne Atalante.

Les mois de mai et juin seront dédiés à la « coopération bilatérale » ainsi qu'à la « diplomatie de défense », avec deux escales prévues, l'une au Cap, en Afrique du Sud, l'autre, à Rio de Janeiro, au Brésil. « La rencontre avec les populations et les forces armées des pays visités ainsi que les échanges avec les acteurs économiques et les diplomates leur permettront de mesurer concrètement la complexité et à la richesse du monde dans lequel ils vont évoluer » explique la Marine nationale au sujet de ce qui attend les élèves officiers.

Le Dixmude et le Georges Leygues prendront ensuite la direction du golfe de Guinée, où la Marine nationale maintient des moyens quasi permanents (mission Corymbe). Cette zone est aussi un foyer de la piraterie maritime.

Enfin, et après une courte escale à Dakar, le Dixmude arrivera vers la fin juillet à Brest, où les élèves officiers retrouveront leur école.

## Le Dixmude en entraînement Spartiate en Méditerranée

Mise à jour : 14/02/2012 17:43

Du 13 au 15 février 2012, le Bâtiment de Projection et de Commandement (BPC) [Dixmude](#) participe avec la frégate [Courbet](#) à l'entraînement Spartiate en mer Méditerranée.



Au cours de ces 3 jours, des situations réalistes et imprévues permettent de vérifier l'intégration par l'équipage des différentes procédures de combat, de protection et de sécurité et d'améliorer la rapidité d'exécution et de manœuvres dans un contexte tactique.

Ce stage de préparation aux opérations d'artillerie et amphibie est mené conjointement avec le Groupement Tactique Embarqué (GTE)

composé d'éléments du [2<sup>ème</sup> Régiment d'Infanterie de Marine du Mans](#), du [6<sup>ème</sup> Régiment du Génie d'Angers](#) et du [11<sup>ème</sup> Régiment d'Artillerie de Marine de Rennes](#). Un hélicoptère [Puma](#) et une [Gazelle](#) complètent le dispositif. Au plus près des conditions opérationnelles, le déploiement de troupes terrestres, pour mener une évacuation de ressortissants, permet de renforcer la coopération entre l'armée de Terre et la Marine nationale. C'est également un entraînement d'envergure pour le BPC *Dixmude* à quelques semaines de son départ pour la Mission Jeanne d'Arc le 5 mars 2012.



# Exercice d'exfiltration de ressortissants à Saint-Mandrier



crédits : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE

13/02/2012

Le bâtiment de projection et de commandement (BPC) Dixmude, ainsi que le groupe tactique embarqué (GTE) qui sera à bord à l'occasion de la prochaine mission Jeanne d'Arc, viennent d'achever un stage de mise en condition opérationnelle (MECO). Incendie à bord, avarie de combat, attaque aérienne, ravitaillement à la mer... Durant deux semaines, marins et soldats de l'armée de Terre se sont entraînés à différents types de scénarios en vue de leur déploiement de 5 mois en Méditerranée, mer Rouge, océan Indien, Atlantique et golfe de Guinée. Grâce à des exercices croissants en difficulté, l'équipage du Dixmude a pu se préparer à la mission et travailler pour la première fois avec le GTE. Ainsi, une centaine de marsouins du 2ème régiment d'infanterie de marine (2ème RIMA) ont embarqué avec 30 véhicules, rejoints par un détachement de l'aviation légère de l'armée de Terre (ALAT) fort de quatre hélicoptères. Ces éléments ont participé à des manoeuvres amphibies avec des chalands de transport de matériel (CTM 13 et 29) et le second engin de débarquement amphibie rapide (EDAR) de la Marine nationale, qui seront déployés avec le Dixmude. Ainsi, le 7 février, le stage MECO s'est achevé avec une opération fictive d'évacuation de ressortissants (RESEVAC), mission que le groupe Jeanne d'Arc peut être amené à effectuer au cours de son déploiement.



Embarquement sur un CTM (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



(© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



(© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)





(© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

## Thales remporte le contrat des sonars du 5ème Astute britannique



**Le HMS Astute**  
crédits : ROYAL NAVY

14/02/2012

L'électronicien a signé un contrat de 36 millions d'euros pour fournir le système sonar du futur HMS Anson, cinquième sous-marin nucléaire d'attaque du type Astute. Le système de recherche et d'attaque 2076 sera livré à BAE Systems Submarine Solutions, maître d'oeuvre de la

construction des nouveaux SNA de la Royal Navy, réalisés à Barrow-in-Furness. Le contrat porte sur un système sonar complet, englobant toutes les antennes (intérieur et extérieur) de l'étrave, massif, flanc et interception) ainsi que le traitement associé. Thales, déjà retenu pour les quatre premiers bâtiments (Astute, Ambush, Artful, Audacious), ne fournit pas que les sonars. Le groupe livre d'autres senseurs pour ces sous-marins, notamment deux mâts optroniques CM010 non pénétrants par bâtiment, qui permettent au sous-marin, en complément de la suite Sonar 2076, de disposer véritablement d'« yeux » et d'« oreilles ». L'électronicien livre également le système d'appui électronique UAP4, doté de deux systèmes d'antennes multifonctions montées sur les mâts. Ces équipements permettent de surveiller l'environnement électronique du sous-marin, et d'assurer une appréciation adéquate de la situation des autres plateformes équipées de systèmes radars pouvant évoluer dans la même zone. Parmi les autres équipements de Thales présents à bord des Astute, on notera la bouée de communication à usage unique ECB680 et la balise d'urgence radio de localisation SEEPIRB, ainsi qu'une antenne de communications UHF par satellite.

## L'US Navy teste un canon électromagnétique



**Tir d'une pièce de 127mm sur un bâtiment américain**

crédits : US NAVY

13/02/2012

Le programme de canon électromagnétique mené par l'Office naval de recherche américain va franchir un cap important dans les prochaines semaines avec le début des essais du premier démonstrateur industriel sur le site de Dahlgren, en Virginie. Le canon électromagnétique est une arme qui tire des projectiles non pas en utilisant comme aujourd'hui des produits chimiques (poudre) mais l'énergie électrique. Le concept est aussi appelé « canon sur rails » car il est constitué de deux rails alimentés en électricité, au milieu desquels le projectile joue le rôle de



conducteur et se retrouve propulsé par la circulation de l'électricité et la création d'un champ magnétique à la vitesse de 7200 à 9000 km/h. D'après les ingénieurs, ce système permettrait non seulement d'augmenter la vitesse de l'artillerie, mais aussi son élongation. Ainsi, l'US Navy table sur une portée initiale de 90 à 180 kilomètres, avec la possibilité, à terme, d'atteindre 400 kilomètres !

Réalisé par BAE Systems, le premier prototype de ce canon pourra développer une énergie de 32 mégajoules. Pour mémoire, un tir en laboratoire de 33 mégajoules avait été réalisé en décembre 2010 au Naval Surface Warfare Center (NSWC) de Dahlgren. . L'objectif est désormais de pouvoir effectuer des tirs en salve. A cet effet, BAE Systems et General Atomics ont développé un système de pulsation d'énergie permettant de lancer une succession de tirs rapides, pour atteindre une cadence de 6 à 10 coups par minute.



meretmarine.com  
(© : BAE SYSTEMS)

## Tiger ! Tiger ! Tiger !



Les Mirage 2000C RDI à la dérive tête de Tigre du **1.12 Cambrésis** (photos R.Nicolas Nelson / Armée de l'Air) ont effectué leur dernière campagne de tir à Solenzara, avec dix chasseurs déployés sur la base corse début février. La dernière étape avant la dissolution de l'escadron, le 31 mars, à Cambrai. Les avions rejoindront le

**2.5 Ile-de-France** à Orange, dernier escadron à utiliser le 2000C RDI.

Les traditions Tigre, elles, s'envolent pour Saint-Dizier, où c'est désormais le **1.7 Provence** qui fera vivre cette tradition, sur Rafale.



L'autre escadron Tigre de l'armée de l'air est le **5.330 Côte d'Argent**.

Le Cambrésis a vu passer quelques uns des actuels généraux de l'armée de l'air, notamment le chef de cabinet militaire du ministre, le GCA **Denis Mercier**, et l'actuel CDAOA, le GCA **Antoine Noguier**.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE

[2/14/2012 06:20:00 PM](#)

**13.02.2012**

## Rafale: ç'en est presque trop beau! Aujourd'hui, rien... Demain, l'Inde, le Brésil, la Suisse...



Peu importe si l'on m'accuse de jouer les rabat-joie. Mais, tout comme lors de l'annonce indienne d'entrée en négociations exclusives avec Dassault en vue d'un probable achat d'avions *Rafale*, je reste prudent lorsqu'une avalanche de bons signaux dévale de Suisse avec tant de force qu'elle atteint l'Amazonie.

Je m'explique: hier (voir mon post en cliquant [ici](#)), un journal suisse a révélé que l'armée de l'air locale préférerait le *Rafale* au *Gripen*, dossier d'évaluation à l'appui. Mettant ainsi le feu aux poudres, le journal suisse a peut-être relancé l'avion français dans une compétition qui s'annonce sanglante.

Ce matin, *Reuters* annonce **que "le Brésil va "très probablement" choisir le *Rafale* pour équiper son armée de l'air en avions de chasse, a-t-on appris de sources**

gouvernementales, ce qui, après l'Inde, constituerait un deuxième succès de taille à l'exportation pour un appareil qui, auparavant, n'avait jamais trouvé preneur à l'étranger. La présidente brésilienne Dilma Rousseff, dont les réticences ont été levées par la décision de l'Inde d'entrer en négociations exclusives avec l'avionneur français Dassault Aviation pour acheter des *Rafale*, ne devrait pas annoncer sa décision avant l'élection présidentielle du 22 avril et du 6 mai en France afin de ne pas laisser cette question être détournée à des fins politiques."

Et Reuters de préciser: "L'accord avec l'Inde a tout changé", a dit l'une de ces sources brésiliennes. "Avec la décision de l'Inde, le *Rafale* sera très probablement le vainqueur ici."

Ces signaux positifs (ça cocoricote déjà sur les radios!) s'accompagnent d'autres qui le sont moins. Saab va revenir à la charge (en Suisse et au Brésil), tout comme Boeing (au Brésil) et Eurofighter (qui n'a pas digéré, mais pas du tout, d'être évincé en Inde). Les escarmouches commerciales ayant à peine commencé, il est donc trop tôt pour sonner le clairon de la victoire!

Le (bon) mot de la fin vient de Chine. Pékin s'inquiète de "la vente effrénée, outrancière et sans retenue d'armes par la France (qui) ne peut que provoquer la préoccupation de la communauté internationale qui s'en inquiète gravement et sérieusement", dicit le [Quotidien du Peuple](#).

## En Suisse, les militaires considèrent que le Gripen est incapable de remplir les missions prévues

*Selon un document révélé par la presse suisse, le Rafale était le meilleur avion en compétition. Dassault espère revenir dans le jeu.*



On s'en doutait, mais maintenant **on peut le lire (en anglais) noir sur blanc**, grâce au journal suisse **Le Matin qui publie un document** de novembre 2009 des Forces aériennes suisses. Comme **nous l'évoquions déjà sur ce blog**, le Rafale était le favori des aviateurs suisses, mais ce que nous ne savions c'est que ceux-ci estimaient que le Gripen était jugé si mauvais... C'est pourtant cet appareil qui a été choisi par le Conseil fédéral (gouvernement) suisse. Étonnamment, c'est même pour la mission de police du ciel (Defence Counter Air) que l'avion suédois obtient les

moins bons résultats.

Voici ce qu'écrit le journal suisse sur la base du document militaire confidentiel : *"Contre toute attente, c'est justement pour cette mission de police du ciel que le score du Gripen est le plus mauvais. Il n'a atteint que 5,33 points sur 10, soit bien au-dessous de la limite minimale de 6,0 décidée au début du processus d'évaluation. L'Eurofighter atteint 6,48 et le Rafale 6,98. La note du Gripen s'explique notamment par un temps de réaction pour le décollage d'urgence trop lent («Quick Reaction Alert»: score 4,7), des performances de vol insuffisantes (5,5) et une endurance largement insuffisante (3,8). Pour tous ces domaines, la note minimale de 6,0 avait été fixée en fonction des capacités des F/A-18 helvétiques opérés actuellement. En clair: le nouvel avion dont la Suisse compte s'équiper à partir de 2016 pour 3,1 milliards de francs, et qui doit rester en service jusqu'en 2035 au moins, sera moins performant que le F/A-18, entré en service en 1997 et régulièrement mis à jour. (...) Pour les missions de défense contre avion (DCA) ainsi que celles d'attaque au sol, les capacités du Gripen choisi par le Conseil fédéral ont là encore été jugées insuffisantes, avec des scores de 5,68 et 5,62. «La probabilité que le Gripen se révèle incapable de mener à bien des missions de DCA est significative, indiquent les évaluateurs des Forces aériennes suisses. Et l'efficacité globale du Gripen MS21 reste insuffisante pour remporter la supériorité aérienne lors des menaces futures, au-delà de 2015."*

Dassault-Aviation souhaite revenir dans le jeu, en proposant 18 Rafale pour une somme inférieure au 22 Gripen. (2,24 milliards d'euros contre 2,57), puisque c'est, selon les autorités suisses, la question du prix qui a été déterminante dans ce choix contesté. (Lire **l'article bien informé** de mon confrère Michel Cabirol sur la tribune.fr) Cette question fait l'objet de vifs débats politiques chez nos voisins.

#### L'Inde partagera ses évaluations avec le Brésil

Sur un autre marché, on apprend, grâce au **Times of India**, que l'Inde a décidé de partager les évaluations de son futur avion de combat MMRCa (c'est-à-dire le Rafale qui a été récemment sélectionné) avec le Brésil. Cette coopération pourrait relancer le Rafale sur le marché brésilien, surtout si les aviateurs de ce pays lisent la presse suisse !

*Photo (DR) : des Saab Gripen suédois.*

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Dimanche 12 Février 2012 à 13:32

## Le Gripen a un sérieux coup dans l'aile en Suisse

13 février 2012 – 9:27

En décembre dernier, soit quelques jours après la sélection par Berne du Gripen aux dépens du Rafale et de l'Eurofighter, un quotidien suisse, une enquête avait été ouverte au sujet [de la divulgation par le quotidien Basel Zeitung d'éléments contenus dans deux rapports d'évaluation](#) selon lesquels l'avion suédois ne remplirait pas les spécifications requises par les forces aériennes suisses.



Les deux rapports en question ont depuis été [mis en circulation](#). Et en effet, leurs évaluations sont sans appel pour le Gripen, qui, même en étant amélioré sur 98 points, resterait « incapable d'atteindre les capacités minimales pour tous les types de missions examinées ». Et en particulier celle consistant à assurer la police du ciel, la seule que les aviateurs suisses sont absolument certains d'avoir à mener, et qui est essentielle pour un pays qui entend protéger son espace aérien.

Ainsi, selon le système de notation adopté par Armasuisse pour évaluer les trois appareils en compétition, le Gripen E/F n'a obtenu que 5,33 sur 10 pour la mission « police du ciel » alors que le niveau requis était de 6,0 points, l'avion le plus performant sur ce segment étant le Rafale (6,98) suivi de l'Eurofighter (6,48).

Même chose pour les missions anti-aérienne et d'exclusion de l'espace aérien. Au total, l'avion suédois obtient une note de 5,62, en raison de la faiblesse de son rayon d'action, de ses moyens de détection et de sa survivabilité. « La probabilité que le Gripen MS21 se révèle incapable de mener à bien des missions de DCA est significative » et son « efficacité globale (...) reste insuffisante pour remporter la supériorité aérienne lors des menaces futures, au-delà de 2015" estime le rapport, qui a placé le Rafale largement en tête de ses concurrents, avec une moyenne de 7,41 points, contre 6,54 points pour l'Eurofighter.

Pourtant, le ministre suisse de la Défense, Ueli Maurer, avait affirmé que le Gripen satisfaisait « les exigences militaires helvétiques ». Ce que conteste donc ces rapports désormais rendus publics. Et le fait de savoir comment l'avion du constructeur Saab a pu être ainsi repêché est un mystère...

Qui plus est, Ueli Maurer n'aurait pas lu les documents en question au moment du choix de l'appareil destiné à remplacer les F-5 suisses. C'est ce qu'a indiqué sur les ondes de la radio publique suisse Silvia Steidle, la porte-parole du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), lequel va maintenant voir « quel poids donner à ces rapports dans le processus d'évaluation ».

Selon la presse suisse, il est question « d'écoeurement » chez Armassuisse, la structure qui avait été chargée des évaluations des trois avions concurrents. Des responsables ont manifesté leur impatience d'aller s'expliquer devant les parlementaires.

Déjà que le choix de l'avion suédois ne faisait pas l'unanimité en Suisse, la publication de ces rapports cause un sérieux malaise... « C'est grave. S'il n'y a pas d'éléments nouveaux, je vois mal comment on pourrait acheter le Gripen » a ainsi déclaré le parlementaire démocrate-chrétien Jean-René Fournier, dans les colonnes [du Matin Dimanche](#). Il devrait proposer que la Commission de la politique de la sécurité du Conseil des Etats dont il est membre s'associe à [l'enquête ouverte](#) après la diffusion d'une lettre anonyme par la sous-commission du Conseil National (chambre basse du Parlement) au sujet des conditions d'attribution du contrat à Saab.

« On a l'impression qu'Ueli Maurer veut nous balader. Il nous propose d'acheter une 2 CV au prix d'une Porsche » a commenté, dans le même journal, l'élu écologiste Luc Recordon. Et le prix avait été l'un des arguments, si ce n'est le principal, avancé par Ueli Maurer pour justifier le choix du Gripen, alors que, selon Dassault Aviation, l'achat de 18 Rafale au lieu de 22 avions, aurait été économiquement plus avantageux pour les finances suisses.

## **Avions de combat : La Suisse prête à examiner une nouvelle offre de Dassault Aviation**

14 février 2012 – 18:39

Nouveau rebondissement au sujet de l'appel d'offres lancé par Berne pour remplacer les F-5 de ses forces aériennes. Après avoir annoncé la sélection du Gripen au détriment du Rafale et de l'Eurofighter le 30 novembre dernier, les autorités suisses ont indiqué, ce 14 février, être disposées à examiner une nouvelle offre déposée par Dassault Aviation.

« Nous avons demandé au groupe français de nous soumettre une offre vraiment concrète » a ainsi déclaré Ueli Maurer, le ministre suisse de la Défense. En janvier, Dassault Aviation avait adressé au Parlement suisse, qui a son mot à dire dans le processus de sélection, une proposition portant sur 18 avions Rafale pour un montant de 2,7 milliards de francs suisses.

Pour l'avionneur français, mais pas seulement car ce serait aussi l'opinion d'aviateurs suisses, les 18 Rafale vaudraient largement les 22 Gripen de Saab. « Le module qui avait évalué la capacité de chacun des constructeurs à maintenir sur la durée différents types de missions arrivait à un rapport de 3 Rafale ou 3 Eurofighter pour 5 Gripen » avait alors expliqué un officier des forces aériennes helvètes.

Ce nouveau développement a lieu alors que la presse suisse a diffusé un rapport jusqu'ici confidentiel selon lequel le Gripen ne serait pas apte à remplir les missions de surveillance aérienne. Pour autant, Ueli Maurer a défendu son choix mais en avançant des arguments qui peinent à convaincre.

Ainsi, après avoir affirmé qu'il n'avait pas lu le rapport en question, le ministre suisse de la Défense est revenu sur ses déclarations initiales.

« Dimanche, j'ai dit que je ne connaissais pas » le documents car la presse le présentait comme nouveau, s'est-il justifié. « Mais je me suis trompé et j'ai réalisé hier que j'en avais eu connaissance » a-t-il ajouté, tout en soulignant le fait que le rapport avait été rédigé il y a 4 ans. Et pour enfoncer le clou, il a précisé qu'il l'avait trouvé « insignifiant » car faisant partie d'une « évaluation globale ».

Quoi qu'il en soit, Ueli Maurer reste droit dans ses bottes. « Le résultat global du Gripen est satisfaisant » et il « convient » à l'armée suisse, a-t-il insisté. Cela dit, comment pourrait-il le savoir si le rapport concernant les évaluations techniques est « insignifiant »?

## Eclaircie pour le Rafale au Brésil

13 février 2012 – 11:03

Après avoir été choisi en septembre 2009 par le président de l'époque, Luiz Inácio Lula da Silva, le Rafale n'a toujours pas fait l'objet d'un contrat de vente au Brésil, la procédure s'étant enlisée depuis pour des raisons à la fois de politique interne et de moyens économiques.

Pour mémoire, l'appel d'offres FX-2, lancé par Brasilia, vise à acquérir 36 nouveaux avions de combat afin de moderniser les forces aériennes brésiliennes. Outre Dassault Aviation avec le Rafale, deux autres constructeurs sont sur les rangs, à savoir Saab et Boeing, qui ont respectivement proposé le Gripen et le F-18.

La décision d'acheter des avions de combat a donc été repoussée à de multiples reprises, ce qui a donné l'occasion aux concurrents de se livrer à des surenchères, voire à des coups bas par organes de presse interposés. Quoi qu'il en soit, le président Lula a laissé le soin à celle qui lui a succédé en 2011 de trancher le dossier.

Et, si l'on en croit l'agence de presse Reuters, la sélection récente du Rafale par l'Inde dans le cadre de l'appel d'offre géant MMRCRA (Medium Multi-Role Combat Aircraft) aurait donné un sérieux coup de pouce à l'avion français.

« Dilma Rousseff et ses principaux conseillers sont convaincus que l'offre de Dassault Aviation de vendre au moins 36 Rafale est meilleure que celles de ses deux concurrents » ont ainsi confié plusieurs source à Reuters. « L'accord avec l'Inde a tout changé », a estimé l'une d'entre elles. « Avec la décision de l'Inde, le Rafale sera très probablement le vainqueur ici » a-t-elle estimé.

Lors de sa venue en France, à l'automne dernier, le ministre brésilien de la Défense, Celso Amorim, avait souligné l'urgence pour son pays d'acquérir de nouveaux avions de combat. « Le rôle que jouaient les Mirage (ndlr, Mirage 2000 d'occasion cédés par la Paris), leur vie utile est en train de s'épuiser. Cela coûtera très cher de les maintenir après 2013" avait-il avancé.

Aussi, et alors que le gouvernement brésilien s'était dit prudent au sujet de l'issue de l'appel d'offres FX-2 en raison des incertitudes liées à la crise économique, Dilma Rousseff pourrait annoncer une décision d'ici l'été prochain, ou du moins après l'élection présidentielle française (donc, après le 6 mai) afin que cet achat ne soit pas « détourné à des fins politiques ».

## Inde : Signature d'un partenariat entre Dassault et Reliances Industries

**Reliance Industries et Dassault Aviation ont signé un partenariat dans la défense et la sécurité intérieure en Inde, a déclaré dimanche un porte-parole du conglomérat indien.**

L'Inde est le premier importateur mondial d'armes et elle compte investir 100 milliards de dollars en armements durant la prochaine décennie.

L'Inde a "sélectionné" fin janvier le Rafale de Dassault Aviation et ouvert des négociations exclusives pour un contrat de 126 chasseurs qui marquerait la première vente à l'exportation de cet avion lancé il y a plus de 20 ans.

Reliance Industries, plus forte valorisation indienne, n'a pas donné de précisions sur ce partenariat.

Contrôlé par Mukesh Ambani, neuvième fortune mondiale, le conglomérat veut se diversifier en raison du ralentissement de la croissance de ses activités dans le gaz et le pétrole. Reliance Industries s'est ainsi lancé dans la distribution et les télécommunications.

## Succès pour le système antimissile Advanced Air Defence indien

16 février 2012 – 17:47



cible à une altitude pouvant aller jusqu'à 30 km.

Etant donné que le Pakistan et la Chine sont deux pays dotés de missiles balistiques pouvant emporter des charges nucléaires, l'Inde est en train de développer des systèmes antimissile.

Ainsi, le Prithvi Air Defence (PAD), encore appelé Pradyumna Ballistic Missile Interceptor, est censé détruire des engins balistiques évoluant à une altitude maximale de 80 km. Pour sa mise au point, l'Inde a reçu le soutien d'Israël, notamment pour le développement du Swordfish Long Range Tracking Radar (LRTR), lequel est inspiré du radar « Green Pine » utilisé pour le système Hetz-2 (ou Arrow-2) israélien.

Le second niveau de la défense antimissile indienne doit reposer sur l'Advanced Air Defence (AAD), qui utilise un missile intercepteur de 7,5 mètres de long pour une masse de 1,2 tonne, capable de détruire un

Et le septième et dernier essai de ce système, réalisé le 10 février dernier, s'est correctement déroulé, ce qui n'a pas toujours été le cas, comme en mars 2010, où la cible fut manquée par le missile intercepteur.

Le test de la semaine passée a consisté à lancer depuis Chandipour un missile Prithvi modifié afin de simuler une attaque balistique. L'engin a été suivi par radar avant d'être détruit quelques minutes plus tard, à 15 km d'altitude, par le missile intercepteur de l'AAD qui, tiré depuis l'île de Wheeler, dans l'Etat d'Orissa, est équipé d'un système de navigation inertielle ainsi que d'un radar de suivi.

A l'issue de cet essai, le directeur de la DRDO (Defence Research & Development Organisation), l'organisme qui développe les systèmes antimissiles indiens, a déclaré que l'AAD est désormais prêt à être déployé. Cependant, aucun plan officiel allant dans ce sens n'a encore été annoncé.

## Succès du dernier essai du système antimissile Hetz-2 en Israël

12 février 2012 – 12:47

Le ministère israélien de la Défense a annoncé, le 10 février, le succès du dernier essai du système antimissile Hetz-2 Block 4 (ou Arrow-2), lequel a été réalisé conjointement par Tsahal et l'Agence de défense antimissile américaine.

Le programme Arrow, lancé dans les années 1990, est le fruit d'une coopération entre Israël et les Etats-Unis, avec notamment l'implication de Boeing et Israel Aerospace Industries. Ce système est censé détecter, intercepter et détruire des missiles balistiques d'une portée supérieur à 1.600 km.

« C'est une réussite technique importante et un grand progrès dans la mise en place d'une défense antimissile à plusieurs niveaux » a commenté Ehud Barak, le ministre israélien de la Défense.



L'essai en question a impliqué un avion israélien de type F-15 qui a largué une cible simulant un missile balistique. Ce dernier a alors été détecté puis suivi par le radar Oren Adir, qui a ensuite communiqué les coordonnées de l'engin à un centre de contrôle. L'exercice a également été suivi par des moyens de détections américains (un destroyer AEGIS) et israéliens.

Par ailleurs, Israël a d'autres projets en matière de défense antimissile. Ainsi, et outre « l'Iron Dome », récemment entré en service, le programme Hetz-3 (Arrow-3), lancé en 2008, devrait mettre en oeuvre un intercepteur opérant à des altitudes plus élevées et disposant d'une portée plus longue. A cela s'ajoute le projet « Fronde de David », qui, développé par le groupe israélien Rafael, en collaboration avec l'américain Raytheon, permettra l'interception et la destruction de projectiles dont le rayon d'action est compris entre 70 et 250 km.

## Le missile Aster va intercepter un engin supersonique antinavire

*La cible sera une cible américaine Coyote, simulant un missile mer-mer supersonique*



Après le test réussi d'**interception d'une cible israélienne** simulant un missile balistique de type Scud B, le missile Aster 30 (dans sa version navale) va être testé contre un engin supersonique volant au ras de l'eau. Il s'agira d'une cible utilisée par l'US Navy depuis 2006 : un engin GQM 163A Coyote (*photo*). Volant à Mach 2,5 (3000 km/h), à une altitude de moins de 5 mètres au dessus de l'océan, cette cible est manoeuvrante. Elle a été conçue pour simuler les engins russes que les flottes

occidentales pourraient rencontrer : SSN-22 Sunburn, KH-21 et surtout le futur Brahmos russo-indien. Les marines occidentales ne disposent pas de missile surface-surface antinavire supersonique. Les missiles Aster (15 et 30) de MBDA s'impose comme une très grande réussite technique. Ils sont le fruit d'une coopération entre la France et l'Italie

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 16 Février 2012 à 16:16

**14.02.2012**

## Les Emirats se préparent (toujours) à commander 600 blindés 8x8



Les EAU ont lancé, en fin d'année dernière mais après plusieurs années de tergiversations, une RfP (*request for proposals*) pour s'équiper de 600 véhicules de combat 8x8. Les réponses à cet appel d'offres sont attendues pour ce mois (20-23 au salon de Farnborough) ou pour mars (19-21 lors de la conférence ISNR aux Emirats). Il s'agit de remplacer les 600 BMP3 d'origine russe. Ces nouveaux véhicules seront construits localement par [Tawazun Holding](#) (voir la [dépêche de WAM](#) du 20 juin 2011).

Les gagnants potentiels sont nombreux:

- [RG41](#) de BAE Systems (produit sud-africain)
- Boxer allemand
- [Pars](#) turc de FNSS (qui produit aussi le DefTech AV-8 en Malaisie)
- Piranha 5 de General Dynamics European Land System
- [Freccia](#) d'Iveco
- VBCI de Nexter
- [Arma](#) turc d'otokar
- Patria finlandais
- un BTR russe
- le BTR7 ukrainien (photo ci-dessus) qui aurait passé les tests avec succès...

Plusieurs autres constructeurs, dont des Sud-Africains (Paramount), auraient aussi fait une offre dans le cadre de ce contrat qui intervient en pleine crise mondio-régionale avec l'Iran.

---

**mardi, 14 février 2012**

## **Le Canada va ouvrir une base de soutien militaire en Allemagne**

Ottawa ouvrira un centre de soutien opérationnel canadien à l'Aéroport Cologne-Bonn, en Allemagne. Cette base doit être la première d'une série d'autres devant être créés à l'étranger.



L'entente a été annoncée par le ministre canadien de la Défense, Peter MacKay, et son homologue allemand, Thomas de Maizière, au cours d'une conférence de presse à Ottawa.

Le nouveau centre, qui « *n'est pas une base militaire des Forces canadiennes* », comme le précise le gouvernement, vise à renforcer la capacité d'intervention du Canada à l'étranger. Ce type de base logistique comprend de petits entrepôts, et pourrait être rapidement agrandi en cas de besoin.

Les Forces canadiennes disposent déjà, depuis 2009, d'un centre de soutien opérationnel en Allemagne, à Spangdahlem. Le ministre MacKay estime que de cette installation a prouvé sa grande utilité pendant la guerre en Afghanistan, puisqu'elle se traduit par « une économie d'argent, de temps et de ressources ».

L'aéroport de Cologne-Bonn est maintenant l'emplacement idéal pour l'établissement d'un centre de soutien plus permanent en Europe, dit Ottawa. Ce site permettra une opérationnalisation 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en plus d'offrir une très grande flexibilité pour les Forces canadiennes en terme d'infrastructures disponibles.

Source du texte : [RADIO.CANADA.CA](http://RADIO.CANADA.CA)

## Les forces armées italiennes soumises à une diète sévère

15 février 2012 – 17:48



Crise de la dette oblige, l'Italie enchaîne les plans d'austérité afin de remettre de l'ordre dans ses finances publiques et rassurer les marchés. Celui annoncé en décembre dernier par Mario Monti, le nouveau président du Conseil italien, vise ainsi [à réaliser plus de 20 milliards d'euros d'économies d'ici 2014](#). Qui plus est, et cela n'augure rien de bon pour la suite, la Péninsule est entrée en récession à la fin 2011, après le recul de son PIB sur deux trimestres consécutifs.

C'est donc dans ce contexte que le ministre italien de la Défense, l'amiral Giampaolo Di Paola, a annoncé les arbitrages budgétaires concernant les forces armées transalpines, dont le budget s'est élevé, en 2011, à 21,5 milliards d'euros. Et la potion sera rudement amère.

« Aujourd'hui, nous avons environ 183.000 militaires et 30.000 civils dans la défense. Nous devons descendre progressivement vers 150.000 militaires et 20.000 civils, avec une réduction d'environ 43.000 personnes » a-t-il déclaré devant les commissions Défense du Sénat et de la Chambre des députés, réunies en session conjointe. En clair, ce sont 43.000 postes, soit 20% des effectifs, qui seront appelés à disparaître.

« Cet objectif pourra être atteint dans une dizaine d'années à travers une réduction de 20% à 30% des embauches, le transfert vers d'autres administrations et des formes de travail temporaire » a-t-il précisé. Dans le même temps, le nombre d'officiers généraux, qui s'élève actuellement à 425, sera réduit de 30%.

Cette réduction de format va modifier la carte militaire italienne, avec la dissolution d'unités. Les casernes et les bases ainsi libérées seront vendues « pour contribuer à la restructuration du ministère de la Défense et d'une manière plus générale à l'assainissement financier du pays » a expliqué l'amiral Di Paola.

Deux brigades, sur les 11 qu'il restait à l'Esercito Italiano, c'est à dire l'armée de Terre italienne, après les réformes de 1991, 1996 et 2002, vont disparaître (elle en avait le double il y a 20 ans...). Et par voie de conséquence, le nombre de véhicules et de pièces d'artillerie en dotation sera revu à la baisse.



Pour la Marina Militare (Marine), le nombre de navires de haute-mer sera ramené de 24 à 14 unités. Et elle ne pourra compter que sur 4 sous-marins au lieu de 6 (ceux des classes Sauro III et Sauro IV devraient vraisemblablement être désarmés, étant donné que deux submersibles de type 212 – classe Todaro – ont été commandés pour renforcer les deux autres de même facture déjà en service).

Enfin, des économies substantielles seront faites grâce à une réduction de 131 à 90 du nombre de F-35 commandés par Rome il y a 10 ans auprès de Lockheed-Martin. « C'est une diminution importante qui est cohérente avec la nécessité de baisser les dépenses » a commenté l'amiral Di Paola.. Et le fait est, cette mesure permettra d'éviter de dépenser 5 milliards d'euros.

15.02.2012

## Coupes claires dans la Défense en Italie: encore pires que prévues...



J'avais relayé, [le 10 février](#), une info de collègues italiens sur les coupes à venir dans la Défense. Ce matin, le ministre de la Défense, l'amiral Giampaolo Di Paola, a précisé qu'il s'agit de "contribuer à la restructuration du ministère de la Défense et d'une manière plus générale à l'assainissement financier du pays" (rhétorique connue mais implacable).

### Le détail (c'est moi qui souligne):

"Aujourd'hui, nous avons environ 183 000 militaires et 30 000 civils dans la défense. Nous devons descendre progressivement vers 150 000 militaires et 20 000 civils, avec une réduction d'environ 43 000 personnes", a déclaré l'amiral devant les commissions Défense du Sénat et de la Chambre des députés réunies en session conjointe.

"Cet objectif pourra être atteint dans une dizaine d'années à travers une réduction de 20% à 30% des embauches, le transfert vers d'autres administrations et des formes de travail temporaire", a-t-il ajouté.

En ce qui concerne les plus hauts gradés, les amiraux et les généraux, actuellement 425 en service, "la réduction sera supérieure à 30%", a précisé l'amiral, ajoutant que les coupes toucheront sévèrement aussi les sous-officiers.

En ce qui concerne les équipements, l'amiral Di Paola a annoncé une réduction de 131 à 90 du nombre de F-35 que l'Italie achètera d'ici 2026. L'armée de terre perdra 2 de ses 11 brigades tandis que le nombre de chars, de véhicules blindés, de pièces d'artillerie et d'hélicoptères sera également réduit. Dans la marine, le nombre de navires de haute mer et sous-marins passera de 24 à 14.

## Le budget militaire chinois devrait doubler d'ici 2015



Officiellement, les dépenses militaires chinoises s'élèvent à 91,5 milliards de dollars, [après l'augmentation de 12,7%](#) du budget 2011 de l'Armée populaire de libération (ALP). Depuis l'an 2000, ressources allouées à Pékin à ses forces armées affichent une progression à deux chiffres, à l'exception de l'année 2010.

Seulement, ce sont là des chiffres officiels. Officieusement, les dépenses militaires chinoises pourraient être plus élevées. C'est du moins l'avis du Pentagone, qui suit de près l'évolution des capacités de l'ALP, ainsi que celui [du groupe de recherche IHS Jane's](#), qui a estimé, dans une dernière étude, que le niveau du budget chinois de la défense serait de l'ordre de 119,8 milliards de dollars.

Mais ce centre de réflexions est allé encore plus loin en affirmant que les dépenses chinoises en matière de défense vont doubler d'ici 2015. Avec une progression annuelle de 18,75%, elles s'établiraient ainsi à 232,5 milliards de dollars, ce

qui représente quatre fois le budget militaire du Japon, qui est, à l'heure actuelle, le second de la zone Asie et l'équivalent de la somme que les 12 principaux pays de la zone Asie-Pacifique consacrent à leurs forces armées.

Pour Rajiv Biswas, le chef économiste d'IHS Global Insight en charge de cette région, « Pékin a été en mesure de consacrer une partie de plus en plus importante de ses ressources vers la défense et n'a pas cessé de développer ses capacités militaires depuis plus de deux décennies ». Et « cela va continuer, à moins qu'il y ait une catastrophe économique » a-t-il ajouté, tout en soulignant que des pays comme le Japon et l'Inde ne pourraient pas suivre, compte tenu des défis économiques qui les attendent.

Ces propos viennent en écho [à l'estimation faite l'été dernier par le Pentagone](#), lequel affirmait que la modernisation de l'ALP serait effective d'ici 2020, avec l'entrée en service de nouveaux équipements, comme le porte-avions Varyag (rebaptisé Shi-Lang), le chasseur bombardier furtif J-20 ou encore le missile « tueur de porte-avions » DF-21D.

Et alors que le gouvernement chinois affirme que la hausse continue du budget de ses forces armées vise uniquement à défendre le pays, le développement de ces armements, qui sont avant tout des outils de projection, [inquiète les pays de la région](#), lesquels ont des différends territoriaux avec Pékin, notamment au sujet des îles Spratleys et Paracel.

Quoi qu'il en soit, la publication de ces chiffres vient alors que le vice-président chinois, Xi Jinping, pressent pour devenir le nouvel homme fort de Pékin, effectue une visite officielle à Washington et que le Pentagone vient de présenter le budget en légère baisse qu'il compte soumettre à l'approbation du Congrès et qui prévoit d'affecter des moyens à la région Asie-Pacifique, qui est la priorité de Washington pour les années qui viennent.

# Le budget de la défense chinois pourrait doubler d'ici à 2015, selon une étude US

Le budget chinois de la défense, qui était de 119,8 milliards de dollars en 2011 (91 milliards d'euros), atteindra les 238,2 milliards de dollars en 2015, soit une progression annuelle moyenne de 18,75%, selon des chiffres du groupe américain de recherche IHS, qui peuvent différer des données officielles chinoises.



En 2015, les dépenses militaires chinoises dépasseront ainsi les budgets combinés des 12 autres plus grandes puissances de l'Asie-Pacifique, qui devraient atteindre un total de 232,5 milliards de dollars. Le budget chinois devrait être près de quatre fois supérieur à celui du Japon, numéro deux dans la région en termes de dépenses militaires, a précisé l'IHS dans une étude publiée mardi 14 février à Singapour.

*"Pékin est en mesure de consacrer une part toujours plus importante de son budget global à la défense et renforce de manière continue ses capacités militaires depuis plus de vingt ans", a expliqué Rajiv Biswas, économiste en chef pour l'Asie-Pacifique chez IHS Global Insight. "Cette tendance va se poursuivre, à moins d'une catastrophe économique", a-t-il prédit.*

Le budget militaire chinois, et sa progression accélérée, inquiète depuis longtemps nombre de capitales, de la région ou d'ailleurs, et en particulier Washington. La Chine maintient que sa technologie militaire accuse vingt à trente ans de retard sur celle des Etats-Unis. La modernisation de son armée, assure-t-elle, a pour unique but la "défense" du pays, or Pékin se dote désormais d'outils de projection de puissance.



## La Chine aux Seychelles: à chacun son "porte-avions" dans l'océan Indien

Mon confrère bruxellois François Misser m'a fait parvenir le texte d'un de ses articles récents sur le positionnement de la Chine aux Seychelles. J'avais donné l'information le 4 décembre dernier ([cliquer ici](#) pour lire mon post).

On pourra lire son article **en cliquant [ici](#)**. François Misser analyse l'implantation chinoise aux Seychelles, d'abord dans le cadre de la lutte anti-piraterie, puis dans un cadre plus large, à la fois stratégique et économique. Selon lui, derrière l'annonce chinoise de favoriser la lutte contre les pirates, se cachent des visées plus larges dont seule l'Inde semble avoir pris la mesure. En attendant que le futur GAN chinois s'aventure dans l'océan Indien, les Seychelles prennent de plus en plus des airs de porte-avions multinational.

## Le budget du Pentagone baissera moins qu'attendu en 2013

14 février 2012 – 10:59

En janvier dernier, le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, avait laissé entendre que le budget du Pentagone allait baisser de 9% pour la prochaine année fiscale, qui commence en octobre aux Etats-Unis. Etant donné que l'heure est à la réduction des déficits à Washington, il est attendu que les forces armées américaines devront économiser 487 milliards de dollars en dix ans.

Seulement, année électorale oblige, le Pentagone a présenté un projet de budget pour 2013 en baisse de 5% seulement par rapport à l'an passé. En fait, les économies ont été calculées sur la base des projections de dépenses initialement prévues pour les années à venir.

Ainsi, le budget de base du Pentagone devrait diminuer de seulement 1%, en passant de 530.6 à 524,4 milliards de dollars. En revanche, et compte tenu du retrait des forces américaines d'Irak et de leur désengagement progressif d'Afghanistan (-22.000 hommes d'ici l'automne 2012 sur 90.000), les ressources allouées aux opérations de guerre vont baisser d'environ 25% et passer de 115,1 à 88,5 milliards de dollars.

A ce sujet, les fonds prévus pour l'équipement et la formation des forces de sécurité afghanes ont été divisés par 2 (5,7 milliards). Et il est à noter également que 3 milliards sont prévus pour le théâtre irakien, alors qu'officiellement, l'armée américaine a quitté ce pays à la fin 2011. Il s'agit officiellement de dépenses en partie liées à la formation et l'équipement des forces irakiennes.

Au total, si le projet de budget du Pentagone est accepté en l'état, les dépenses militaires américaines atteindraient 613,9 milliards de dollars en 2013, contre 645,7 milliards (somme effectivement accordée) pour l'année fiscale précédente, ce qui représente une baisse de près de 5%.



Dans le détail, l'US Army et l'US Air Force auraient respectivement une dotation de 136,6 et de 140,1 milliards de dollars. L'US Navy serait la mieux lotie avec un budget demandé de 155,9 milliards.

Par ailleurs, le Pentagone indique qu'il compte économiser 75 milliards de dollars au cours des 5 prochaines années en restructurant, voire en annulant, certains programmes d'armement. Ainsi, 15,1 milliards proviendraient de la réorganisation du projet F-35 Joint Strike Fighter et 13 autres milliards seraient obtenus par une revue à la baisse des plans de construction de nouveaux navires pour l'US Navy et l'étalement du programme visant à trouver un successeur aux SNLE de la classe Ohio.

Toutefois, pour ses acquisitions d'équipements, le Pentagone fait une requête d'un montant de 179 milliards de dollars au total pour 2013. Et il prévoit de consacrer 782 millions pour un nouveau porte-avions, le futur USS JF Kennedy, attendu pour 2020, 2,2 milliards pour deux destroyers, 4,3 milliards pour deux sous-marins d'attaque et 300 millions pour l'étude du futur bombardier stratégique de l'US Air Force.

Enfin, Au moins 2,8 milliards de dollars ont été demandés pour prendre en compte la réorientation stratégique des Etats-Unis vers la zone Asie-pacifique. Environ 600 millions devraient être dédiés à la mise au point d'une « base avancée flottante » et 100 autres millions seraient affectés à l'amélioration des missiles de croisières embarqués à bord des sous-marins.

**13.02.2012**

## Pentagone: le ministère de la Dépense, euh Défense, taille dans le gras (actualisé)

L'administration Obama a présenté son projet de budget 2013. Un budget moins "austère" que les craignaient les élus et les citoyens US. Année électorale oblige... Mais l'objectif reste bien la réduction du déficit. Et tout le monde est concerné, même le gourmand Pentagone qui a du mal à gérer ses finances avec rigueur (rappelons-nous les 60 milliards gaspillés en Irak).



Pour la Défense, le budget proposé s'élève quand même à 613,9 milliards de dollars. Je détaille: 525,4 pour le budget principal (553 pour 2012) et 88,5 pour les *contingency operations* (les ops d'urgence) dont 3 milliards pour la "post-op New Dawn" en Irak (tiens, on aurait pu croire que le Pentagone en avait fini! Mais non, il reste du matériel à évacuer, des formateurs auprès des Irakiens à payer etc).

Les coupes annoncées sont donc maintenues (-2,5% en tenant compte de l'inflation) et certaines sont même intensifiées, surtout pour les forces terrestres dont les dotations en équipements neufs sont sabrées (pour ceux qui aiment les chiffres, cliquer [ici](#) pour accéder au rapport du Pentagone sur les acquisitions et comparer les dotations pour 2011, 2012 et 2013).

Moins de chars, de drones, de F-35, de ravitailleurs, de navires... Ce qui fait écrire à certaines commentateurs US que les forces américaines vont "vieillir". On sonne donc le tocsin, histoire

de réveiller les élus qui vont avoir leurs mots à dire et peut-être consentir des rallonges, pour la maintenance par exemple (puisqu'il va falloir faire durer le matos plus longtemps!).

**Actualisation:** j'ai cité pour 2012 le chiffre de 553 milliards de dollars. Précisons que ce chiffre concerne le DoD (ministère de la Défense) mais que si l'on ajoute les portions "défense" des budgets du Homeland Security, des Veterans Affairs, de la Nuclear Administration et du DoS, on atteignait alors 881 milliards de dollars. Comme je suis un peu à court de temps pour picorer ces chiffres dans le budget 2012, je compte sur un collègue américain pour le faire et révéler le montant total du budget "défense".

## Vers une réduction drastique de l'arsenal nucléaire américain?

16 février 2012 – 17:55



L'on sait que, depuis [le discours qu'il a prononcé à Prague](#) en avril 2009, le président Obama souhaite voir le monde débarrassé de ses armes nucléaires. « Je ne suis pas naïf, cet objectif ne sera pas atteint rapidement, peut-être pas de mon vivant » avait-il affirmé à l'époque.

Depuis, les Etats-Unis et la Russie ont signé le traité « New Start », lequel limite à 1.550 le nombre de têtes nucléaires déployées que les deux pays peuvent chacun détenir. Seulement, il semblerait que Washington souhaite aller encore plus loin.

Info ou intox, toujours est-il qu'un responsable américain a confié que trois scénarios sont actuellement à l'étude afin de réduire significativement l'arsenal nucléaire des Etats-Unis, lequel leur coûte 50 milliards de dollars par an.

Ainsi, une première option prévoit de conserver entre 1.000 et 1.100 ogives nucléaires. La seconde hypothèse évoque un chiffre compris entre 700 et 800. Enfin, le scénario le plus radical parle d'en garder seulement 300, soit, grosso modo, l'équivalent au niveau de l'arsenal français.

Pour bien préciser les choses, il s'agit là des armes déployées, et non celles qui sont stockées, donc non opérationnelles immédiatement. « Aucune proposition n'a été faite au président » Obama, a cependant confié le responsable en question, lequel a précisé que « la réflexion n'en est qu'au stade préliminaire ».

De son côté, le Pentagone a confirmé que « le président a demandé au département de la Défense de développer plusieurs approches alternatives pour la dissuasion américaine ». Mais son porte-parole, George Little, n'a pas souhaité en dire davantage, les « détails étant classifiés ».

Quant au chef d'état-major interarmées, le général Martin Dempsey, il a invité les parlementaires à « ne pas trop s'inquiéter de ce que rapporte la presse à propos de ce processus très complet » au cours d'une audition devant une commission de la Chambre des représentants. Pour le plus

haut gradé américain, il s'agit de « discussions internes sur notre future stratégie de négociations, notamment avec la Russie ».

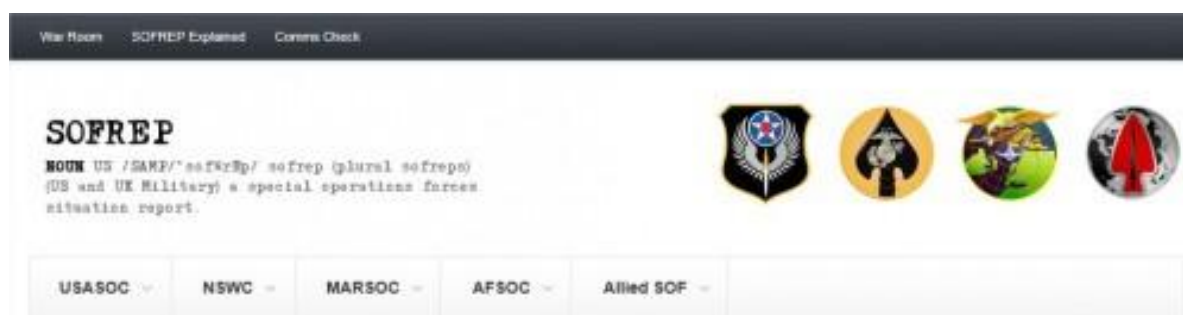
La réduction éventuelle du format de la dissuasion nucléaire américaine risque de cristalliser l'opposition entre les élus républicains et démocrates, les premiers étant très sourcilleux dès que l'on touche à la puissance militaire de leur pays.

Et cela d'autant plus que le parapluie nucléaire américain ne protège pas seulement les Etats-Unis mais aussi leurs alliés, à commencer par le Japon et la Corée du Sud. Pour les élus républicains, cela pourrait conduire ces pays à se doter de leurs propres forces nucléaires, à l'heure où la Russie et la Chine renforcent les leurs en mettant en oeuvre de nouveaux vecteurs.

A l'opposé, 65 élus démocrates ont fait valoir, l'automne dernier, dans [un courrier adressé](#) à la commission mixte mise en place pour trouver des sources d'économies dans le budget fédéral, que, la guerre froide ayant pris fin, il n'y avait aucune raison pour dépenser autant afin de maintenir un important arsenal nucléaire. « Ces fonds sont une ponction sur notre budget et un mauvais service à la prochaine génération d'Américains. Nous volons l'avenir pour payer des armes inutiles et du passé », avaient-ils estimé.

16.02.2012

## SOFREP: un nouveau site US dédié aux forces spéciales



SOFREP (*Special Operation Forces Situation Report*) est un tout nouveau site américain qui traite de l'actualité et de l'histoire des forces spéciales américaines mais aussi internationales (voir l'onglet "*allied SOF*", encore un peu vide il faut l'admettre).

Ne cherchez pas la page "home", elle s'appelle "*War room*"; quant à celle des "contacts", elle se cache derrière les termes "*comms check*". Tout ça contribue à l'ambiance martiale, pro et conviviale voulue par le "*team*" (on ne parle pas d'équipe) qui pilote ce site. Site dont la lingua franca est un anglais hybride (jargon, sigles etc sont de rigueur). On l'aura compris, [SOFREP](#), c'est pour les incondtionnels et les fanas des FS.

15.02.2012

## Trois fabricants de tenues NBC se partagent un contrat US de 129 millions

# de dollars; le Français Paul Boyé est du lot



Il est assez rare de voir dans la liste des contrats attribués par le Pentagone des noms d'entreprises française. Dans la livraison de mardi matin, le Pentagone annonce l'attribution d'un contrat de 129 millions de dollars que vont se partager trois sociétés qui fabriquent des tenues de protection NBC. Parmi elles, l'entreprise [Paul Boyé](#) qui dispose d'une filiale aux USA: [Paul Boyé Incorporated](#). Cette attribution ne constitue pas une première puisque la firme française est très présente aux USA depuis 2008.

**Voir le texte de l'annonce ci-dessous:**

Tennessee Apparel Corp., Tullahoma, Tenn. (W911QY-12-D-0004); Creative Apparel Associates, L.L.C., Belmont, Maine (W911QY-12-D-0005); and Paul Boye Technologies, Le Vernet, France (W911QY-12-D-0008), were awarded a \$129,000,000 firm-fixed-price contract between three contractors. The award will provide for the procurement of uniform integrated protection ensemble chemical and biological protective garments. Work will be performed in Tullahoma, Tenn.; Belmont, Maine; and Belfast, Maine, with an estimated completion date of Jan. 31, 2017. The bid was solicited through the Internet, with eight bids received. The U.S. Army Contracting Command, Natick, Mass., is the contracting activity.

## La Corée du Nord a construit une base pour aéroglisseurs

14 février 2012 – 18:36





Le régime nord-coréen a peut-être changé de chef mais ses priorités demeurent les mêmes. Ainsi, selon l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, qui cite des sources gouvernementales, la Corée du Nord aurait achevé la construction d'une base pour aéroglisseurs pouvant être utilisés dans le cadre d'une offensive contre des îles placées sous la souveraineté de Séoul.

L'existence de ce chantier a pu être découverte grâce à des images satellites exploitées par les services de renseignement sud-coréens et américains. La base nord-coréenne serait ainsi située à Koampo, soit à une cinquantaine de kilomètres de l'île sud-coréenne la plus proche. Elle serait susceptible d'abriter jusqu'à 70 aéroglisseurs.

« Après avoir analysé des images satellite récentes, nous avons conclu que la Corée du Nord a construit une base d'aéroglisseurs à Koampo, dans la province du Hwanghae » a déclaré la source gouvernementale. « Le commandant de défense des îles du nord-ouest de la Corée du Sud se penche sur les moyens de faire face à une éventuelle infiltration d'aéroglisseurs » a encore ajouté ce responsable.

L'armée nord-coréenne met en oeuvre des aéroglisseurs de type Kongbang, lesquels ont des caractéristiques et des performances différentes selon la classe. Ces engins peuvent évoluer à une vitesse supérieure à 50 km/h.

L'avantage des aéroglisseurs est qu'ils permettent le débarquement de troupes tout en s'affranchissant des récifs émergés et quel que soit le terrain. Ils donneraient ainsi la capacité à l'armée nord-coréenne de mettre en échec les patrouilleurs sud-coréens.

La frontière maritime qui sépare les deux Corées est un endroit hautement sensible. Par le passé, plusieurs affrontements ayant opposé les forces navales des deux pays s'y sont produits. Plus récemment, en novembre 2010, l'armée nord-coréenne a bombardé l'île sud-coréenne de Yeonpeyong. Cet acte a conduit le sud à renforcer sa présence militaire dans ce secteur.

## Un officier russe condamné pour espionnage au profit des Etats-Unis

11 février 2012 – 13:56

Même si la guerre froide est terminée depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, les affaires d'espionnage entre la Russie d'un côté et les Etats-Unis et, plus généralement, les pays membres de l'Otan de l'autre continuent.

En juillet 2010, un réseau d'agents du SVR, le service de renseignement extérieur russe héritier du premier directorate du KGB, avait été démantelé aux Etats-Unis après une longue enquête. Mais Washington n'est pas en reste.

Ainsi, un officier russe, le lieutenant-colonel Vladimir Nesterets, affecté en qualité d'ingénieur au cosmodrome de Plesstsk, dans le nord ouest de la Russie, vient de reconnaître, selon le FSB, d'avoir transmis « contre rémunération des informations concernant les missiles stratégiques de la dernière génération qui constituent un secret d'Etat ». Les engins en question pourraient être le Topol M ou le IARS

Cette affaire a été rendue publique après qu'un tribunal militaire a condamné l'officier à une peine de 13 ans « de camp à régime sévère ».

Trois jours plus tôt, le président russe, Dmitri Medvedev, a indiqué que le FSB avait, au cours de l'année 2011, démasqué près de 200 espions, parmi lesquels se trouvaient des citoyens russes.

« Ces chiffres montrent que l'activité des services spéciaux étrangers ne faiblit pas, ils remplissent leur tâche » a-t-il souligné.

Si les Etats-Unis sont montrés du doigt à l'occasion de l'affaire « Nesterets », ils ne sont pas les seuls à s'intéresser de près à ce qu'il se passe en Russie. Ainsi, en octobre dernier, le FSB avait annoncé l'arrestation d'un ressortissant chinois qui s'intéressait d'un peu trop près aux codes sources des systèmes antimissiles S-300.

Par ailleurs, la Russie est fortement soupçonnée d'être impliquée dans une autre affaire d'espionnage. Mais au Canada cette fois. En effet, un officier de marine canadien âgé de 40 ans a été arrêté en janvier dernier [pour avoir communiqué à une « organisation étrangère »](#) des données secrètes concernant probablement l'Otan. Les autorités canadiennes sont restées relativement discrètes sur ce dossier mais selon des analystes, il ne fait pratiquement pas de doute que le GRU, le service de renseignement de l'armée russe, soit mouillé dans cette histoire.

---

dimanche, 12 février 2012

## La modernisation du bouclier nucléaire anti-missile russe passe par des nouvelles unités de production

La plus grande usine du complexe militaro-industriel russe, qui se trouve à [Votkinsk](#) (République d'Oudmourtie) et qui produit des missiles tactiques et stratégiques, va subir grande une rénovation de ses installations de production. On est en train de construire de nouveaux sites de production et un consortium de la défense antiaérienne Almaz-Antei.



Un équipement moderne sera installé dans le nouveau centre thermal qui est déjà en cours de construction, ainsi qu'un complexe de durcissement de la production sous vide. L'introduction des nouvelles technologies permettra de réduire les coûts de production et maintenir la stabilité des prix sur les missiles. La modernisation du bouclier antimissile nucléaire russe prévoit que la part des nouveaux équipements militaires dans la composition des forces de missiles stratégiques (RVSN) augmentera jusqu'à 60% d'ici à 2016. Il s'agit notamment des complexes "Topol-M" et "Iars". En outre, l'usine fabrique également des missiles "Iskander", dont le déploiement serait

éventuellement prévu en réaction du déploiement du système de défense antimissile américain en Europe.

L'usine de Votkinsk est le seul producteur des systèmes stratégiques en Russie, et il sera obligé de résoudre tout seul le problème de l'augmentation de leur production, une tâche difficile. En réalité, l'usine peut produire pas plus de 8-9 des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). C'est pour fabriquer rapidement de nouveaux missiles, qui remplaceront les armes, dont le temps de service a expiré, qu'on est en train d'élargir la base de production de l'entreprise, considère l'analyste militaire du quotidien Komsomolskaïa Pravda Viktor Baranets.

*"Si l'on arrive à augmenter le volume de production au moins de 1,5 fois, cela permettra de gagner sur tous les plans", explique-t-il. "Nous avons plus de nouveaux missiles qu'il est possible d'utiliser dans des opérations de combat, et les missiles anciens seront désactivés. Par ailleurs, l'expansion des capacités de production crée des emplois et force les concepteurs et les ingénieurs à chercher de nouvelles technologies. Cela permettra de réformer le bouclier stratégique antimissile russe plus rapidement".*

La modernisation du complexe militaro-industriel russe passe non seulement par la reconstruction des entreprises existantes, mais aussi par la construction de nouvelles unités de production. Le consortium de la défense antiaérienne Almaz-Anteï prévoit la construction de deux usines pour plus de 1 milliard de dollars dans les prochaines années.

*"Vu la demande croissante pour les systèmes de défense aérienne sur le marché international, et la nécessité d'augmenter les livraisons prévues des missiles S-400 et S-500 à partir de 2017 pour l'armée russe, le consortium a procédé à la construction de deux nouvelles usines dans la région de la Volga", précise Igor Korotchenko, le rédacteur en chef de la revue Défense nationale (Natsionalnaïa oborona). "L'une d'elles sera spécialisée dans la fabrication des systèmes de défense antiaérienne, et la deuxième - dans la production de missiles pour ces systèmes".*

Aujourd'hui, la holding Almaz-Anteï, qui regroupe près de 60 entreprises, bureaux d'études, instituts et usines de production, produit toute la gamme d'appareils destinés à la défense antiaérienne et la défense antimissile.

**Source du texte : [VOIX DE LA RUSSIE](#)**

## L'armée russe cherche à remplacer les fusils de précision Dragunov

13 février 2012 – 16:50



Conçu par Evgueni Dragunov pour les besoins de l'armée soviétique qui cherchait alors à doter ses sections d'infanterie de fusils de précision, le Snaïperskaïa Vintovka Dragounova, ou SVD, est

en service depuis près de 50 ans. Mais, [d'après La Voix de la Russie](#), les jours de cette arme seraient comptés au sein des forces russes.

En effet, le ministère russe de la Défense estimerait que les performances du fusil Dragunov seraient insuffisantes par rapport aux standards occidentaux. Sa portée, notamment, qui est de 800 mètres, est jugée trop courte pour assurer la sécurité du tireur d'élite. Et son calibre, qui est 7,62 mm, ne conviendrait plus.

Par exemple, en novembre 2009, en Afghanistan, un soldat de la British Army a touché une cible distante de 2.473 mètres avec un fusil [L115A3 Long Range Rifle](#) produit par la société britannique Accuracy International. Et ce record n'a pas été dépassé depuis.

Cela étant, et comme l'indique la radio publique russe, le successeur du Dragunov ne devrait pas être étranger. En effet, l'usine « Ijmach » qui le fabrique travaille sur une arme de nouvelle génération basée sur le SVD, mais avec un calibre de 8,61mm, une fonction de chargement automatique et un chargeur pouvant contenir deux fois plus de cartouches qu'un fusil du même type occidental.

## Le pire aurait été évité lors de l'incendie du sous-marin russe Ekaterinburg

14 février 2012 – 15:58



Le 29 décembre dernier, la coque du sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) K-84 Ekaterinburg [avait pris feu](#) alors que le bâtiment était en cours de réparation au chantier naval de Rosliakovo, dans la région de Mourmansk.

A l'époque, les autorités russes affirmèrent que « le réacteur du sous-marin avait été coupé avant le début des travaux de réparation » et qu'il n'y avait pas conséquent « aucune menace de contamination radioactive ». De plus, elles avancèrent que toutes les armes du submersibles avaient été préalablement retirées.

Seulement, cette dernière affirmation [est sérieusement mise en doute](#) par le réputé hebdomadaire Kommersant Vlast, qui, selon la description qui en est faite [par Courrier International](#), est un magazine ayant un « public de décideurs (...) avec des informations et des analyses spécifiques » ainsi que « de bons reportages » illustrés par « des photos de grande qualité ».

Ainsi, selon Kommersant Vlast, le K-84 Ekaterinburg, dont on ignore les raisons pour lesquelles son état demandait des « réparations », disposait encore de ses 16 missiles balistiques nucléaires R-29RMU2 « Sineva » lors de l'incendie de sa coque. « Il n'est pas exclu qu'une ou deux torpilles aient comporté des ogives nucléaires » croit encore savoir le magazine.



La raison? La marine russe ne voulait pas perdre de temps – retirer ces munitions aurait pris au moins deux semaines – et souhaitait entreprendre les travaux de réparation au plus vite afin de remettre le K-84 dans le circuit dès le printemps 2012.

Et ce qui a en quelque sorte éveillé les soupçons de l'hebdomadaire est le fait que l'Ekarineburg a été déplacé quelques jours après l'incendie vers une baie près d'un arsenal où sont stockés les missiles et les torpilles censés armer les sous-marins de la Flotte du Nord.

Comme les systèmes hydrauliques du bâtiment étaient hors service lors de l'incendie, Kommersant Vlast indique que l'équipage fut contraint de retirer manuellement des tubes les torpilles, contenant 300 kilos de TNT, pour éviter le pire, c'est à dire une explosion qui aurait eu pour conséquence la diffusion de substance radioactive étant donné la proximité du réacteur nucléaire et des missiles.

« La Russie est passée très près de la plus grande catastrophe depuis Tchernobyl » a donc estimé l'hebdomadaire, en référence à l'explosion de la centrale ukrainienne du même nom, en 1986.

## Moscou et Hanoi vont créer un missile de croisière (officiel)



Missile supersonique russo-indien BrahMos

© [www.aciq.org](http://www.aciq.org)

### MOSCOU, 15 février - RIA Novosti

La Russie et le Vietnam vont lancer en 2012 les travaux de conception d'un missile de croisière sur la base du missile russe Kh-35 Ouran, a annoncé mercredi à Moscou Mikhaïl Dmitriev, directeur du Service fédéral russe pour la coopération militaire et technique (FSVTS).

"Cette année, le Vietnam construira une usine en vue de produire des missiles sur la base d'Ouran, à l'exemple de la production russo-vietnamienne de missiles BrahMos", a indiqué M.Dmitriev devant les journalistes.

Le missile antinavire Kh-35 Ouran (code OTAN: SS-N-25 Switchblade) a une portée de 130 km. Il peut transporter une ogive de 145 kg.

Le missile de [croisière supersonique BrahMos](#), qui doit son nom aux fleuves indien Brahmapoutre et russe Moskova, est capable de porter une charge de 200 à 300 kg sur une distance de 290 km. Ses versions terrestre et embarquée équipent déjà l'armée de terre et les forces navales indiennes. L'Inde s'apprête à en équiper ses chasseurs [Sukhoi Su-30MKI](#) et ses sous-marins.

La Russie a réalisé un premier contrat de livraison de batteries de défense côtière Bastion (dotés de missiles supersoniques antinavires Ikhont, code OTAN: SS-N-26 Strobile) en Inde, a rappelé M.Dmitriev. A l'heure actuelle, Moscou et Hanoi mènent des négociations sur l'achat d'une autre division de systèmes Bastion "dans le cadre d'un crédit russe octroyé au Vietnam", a ajouté le responsable.

En 2011, le Vietnam est devenu le plus important acheteur de navires de guerre russes. Selon le Centre russe d'analyse des stratégies et des technologies, le Vietnam a acquis une frégate du projet 11661E Guépard-3.9 (pour 175 millions de dollars) et quatre patrouilleurs du projet 10412 Svetlyak (Luciole) d'un coût total de 120 millions de dollars.

## L'Algérie achète 120 chars T-90 à la Russie



La Russie va livrer à l'Algérie 120 chars T-90 pour un montant estimé à 400 millions de dollars. C'est ce qu'affirme un quotidien économique proche de l'agence russe d'exportation d'armes (Rosoboronexport), qui souligne que cette vente d'armes a été motivée par « la peur des révolutions » qui agitent le monde arabe.

« Ces contrats ont été conclus sur fond d'instabilité croissante après les révolutions en Tunisie et en Egypte et la guerre en Libye », c'est ce qu'affirme une source proche de l'agence russe

d'exportation d'armements Rosoboronexport.

## Pourquoi la piraterie maritime refait surface

Le Point.fr - Publié le 12/02/2012 à 14:51 - Modifié le 12/02/2012 à 15:00

**Amiral Laurent Mérier**

Dans un ouvrage dédié à l'affaire du Ponant, l'amiral Laurent Mérier revient sur les causes de ces attaques que l'on croyait disparues. Et sur l'inadaptation des réponses actuelles.



La piraterie maritime, notamment au large de la Somalie, est en plein essor. © - / AFP

**Le Point : Vous publiez un récit de l'affaire de la prise d'otages du *Ponant* (\*), en avril 2008, poursuivant ainsi votre "exploration" éditoriale du monde de la piraterie. Alors même que ces affaires surviennent peu de temps après votre poste de commandant des forces françaises dans l'océan Indien. Pourquoi cette démarche ?**

**Amiral Laurent Mérer :** Il se trouve que dans la période contemporaine, j'ai été le premier à conduire des opérations contre la piraterie. Dans *Alindien* (éditions Le Télégramme - 2006), j'avais eu l'occasion de relater brièvement l'affaire du *Princess Sarah*, un petit cargo syrien transportant du bois entre la Tanzanie et le Yémen, capturé par des pirates somaliens. Son équipage fut libéré par les marins de la frégate *Floréal* en avril 2002. Nous assistions à la reprise d'un phénomène ancien, mais qui avait disparu de la région depuis des décennies. Aussi, lorsque l'affaire du *Ponant* est survenue en 2008, plusieurs journalistes m'ont appelé pour la commenter. J'ai vite compris qu'il y avait là une belle histoire à raconter, car elle avait été menée rondement, s'était conclue par un succès de nos forces et ne pouvait prêter à polémique. Quelle excellente occasion de montrer comment les opérations se déroulent, et comment agissent ces hommes que je connais bien !

**Quelles marines sont aujourd'hui capables de monter une opération comparable ?**

Elles ne sont pas nombreuses... Les Américains le pourraient certainement. Les Français, ils l'ont démontré. À dire vrai, je ne suis pas sûr qu'il y en ait d'autres.

**Pas même la Royal Navy ?**

Elle est moins présente que nous dans l'océan Indien. Trois heures après l'attaque du *Ponant*, un bateau français se trouvait déjà sur son arrière. Et quelques jours plus tard, ils étaient cinq... Les forces françaises ont les moyens, y compris les moyens de commandement, présents sur place, et la technique. Car les commandos qui ont agi si rapidement n'auraient pas pu le faire s'ils n'avaient été entraînés de longue date à traiter ce genre de situation. Une telle opération est un tout : il faut des moyens techniques et humains, ainsi qu'une forte détermination politique.

**De ce point de vue, quelles sont les leçons que vous tirez, dans cette affaire, de la relation entre le politique et le militaire ?**

Cette opération audacieuse, la première, décidée par Nicolas Sarkozy, se trouve à un point de conjonction. La marine était présente dans la zone, les diplomates connaissent bien la région et il a été rapidement possible de faire venir des moyens complémentaires depuis la France. Tout ceci

permettait d'agir au service d'une volonté politique : celle de ne pas se laisser marcher sur les pieds par des brigands. Nous possédions également un atout dont on a peu parlé : le travail préparatoire qui avait été fait dans l'accompagnement et la protection initiée par la France en 2007, des cargos du Programme alimentaire mondial (PAM) attaqués par les pirates. Notre pays avait obtenu des autorités somaliennes reconnues l'autorisation d'entrer dans les eaux territoriales et d'y poursuivre les pirates.

### **Des pépins se sont produits durant cette opération, qui auraient pu s'avérer problématiques...**

Un avion Atlantique est tombé en panne, un petit bateau auxiliaire a failli couler, un navire de combat a connu des ennuis de ligne d'arbre. C'est le quotidien ! Tout le talent d'une grande marine, c'est de savoir dépasser ces ennuis, de disposer de solutions de secours. C'est exactement ce qui s'est produit ! Certains incidents auraient pu mal tourner, mais il n'est pas interdit d'avoir de la chance. Pour autant, cette opération a été bien conduite et bien réalisée.

### **Toutes les marines du monde ou presque sont déployées dans l'océan Indien avec des moyens considérables, mais le constat est amer : la piraterie continue...**

Oui. Mais la zone est immense. La lutte est difficile. Tant que le pirate n'est pas passé à l'attaque, il n'est coupable de rien... On ne peut pas dire que la présence navale est inefficace : le nombre des attaques ne baisse certes pas - à 430 environ en 2011 -, mais elles échouent de plus en plus souvent. Le problème, c'est la Somalie, pas la piraterie ! La solution est à terre. Il ne s'agit pas de partir à la conquête de la Somalie. La réponse est économique et politique. Quand les Somaliens auront du travail, à la pêche ou dans l'agriculture, quand la Somalie sera un État de droit capable de faire vivre ses citoyens en paix, la question sera réglée. Cela prendra du temps, car la communauté internationale a peut-être moins d'intérêts stratégiques que dans d'autres régions. Pour autant, il est inacceptable que les pirates attaquent des navires et retiennent des marins en otages. Il faut donc que les marines se mobilisent.

### **Dans les siècles passés, les nations maritimes avaient défini la "compétence universelle" permettant à toute marine d'État d'arraisonner les pirates et de les juger. Ces textes sont toujours valables, mais ils sont appliqués de manière très restrictive : les États de droit jugent seulement les pirates qui s'en sont pris à leurs propres intérêts. Pourquoi ?**

Chaque pays a ses propres règles, et la législation internationale est insuffisante. L'ONU s'est saisie de cette question et son secrétaire général avait confié à Jack Lang une mission pour clarifier les choses et imaginer des solutions. Son rapport est riche. La mise en oeuvre de ses propositions demandera des moyens et prendra du temps. La volonté sera-t-elle au rendez-vous ?

### **Les côtes de Somalie ont longtemps servi de dépotoirs pour déchets toxiques, et les pêcheurs étrangers les fréquentent sans trop de contrôle. L'une des solutions ne consisterait-elle pas à permettre aux Somaliens d'exploiter eux-mêmes leurs eaux si riches ?**

Certainement... Le retour de la piraterie au milieu des années 90 est lié au pillage des eaux somaliennes, d'abord par les Yéménites. C'est pour les chasser que les fusils sont sortis. Deuxième phénomène à partir du début 2005 : le tsunami (du 26 décembre 2004) a remué les fonds et ramené au rivage des déchets toxiques illégalement déversés depuis des années devant les côtes, entraînant là encore une réaction des populations côtières. Ensuite, le phénomène a dérivé, s'est emballé, et il est devenu mafieux. Mais il n'y a pas de doute : au départ, la piraterie a constitué une réponse au pillage des eaux somaliennes et à leur pollution. Il faut savoir regarder cette réalité en face.



11.02.2012

## Les motards du club "Brothers In Arms" ont collecté 3 000 € pour Terre Fraternité



Lundi dernier (le 6 février), dans un salon des Invalides à Paris, une délégation du club « Brothers In Arms » (B.I.A) avec à sa tête son président et son vice-président, a remis un chèque de 3000 € au général Thorette, président de l'association « Terre Fraternité » qui épaula activement les actions de la cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre (C.A.B.A.T).

Les « Brothers In Arms », motards passionnés d' *Harley Davidson*, sont tous militaires ou anciens militaires. Cette particularité explique pourquoi tous les membres de cette association, comme ceux qui la soutiennent, se fixent comme devoir d'aider financièrement les personnels blessés et les familles de ceux qui sont morts au combat.

La collecte de fonds n'est pas l'unique action menée par les B.I.A. Ils œuvrent aussi dans le domaine de la mémoire et participent, chaque fois qu'ils le peuvent, à toute action tendant à soutenir le moral de ceux qui sont atteints dans leur chair ou dans leur âme.

« En allant sur le net vous connaîtrez mieux les « Brothers In Arms, les actions qu'ils mettent en œuvre ou celles auxquelles ils participent », explique André, le vice-président du club.  
« Cette visite vous permettra d'acquérir stickers ou tee-shirts à l'effigie du club. Par ces achats, vous serez associés activement à la prochaine remise de chèque ».

Pour les joindre: <http://www.brothers-in-arms.fr/>

# Un challenge sportif pour les blessés

Les blessés d'Afghanistan sortent de l'ombre. Alors que le SCH **Jocelyn Truchet**, [un blessé de l'armée de terre \(13e BCA\)](#) ambitionne de gravir le mont-Blanc, sans doute à l'été, [et vient de s'envoler, aujourd'hui, pour rallier Camp Pendleton](#), on apprend que 20 blessés français (1) seront réunis, début avril, pour médiatiser leurs besoins, échanger avec des handisportifs et participer à des rencontres sportives. On annonce la présence de champions olympiques handisport pendant cette semaine d'activités, du 1er au 7 avril.

Des mécènes dont le nom n'a pas été dévoilé, mais aussi des fournisseurs de solutions pour blessés de guerre plancheront également sur les solutions à apporter aux blessés.

On pourrait y ajouter des employeurs : une fois leur temps dans l'armée terminé, les blessés peuvent avoir besoin de se reconverter. Les conjoints peuvent aussi être amenés à changer de travail : cette partie du "pack blessés" est aujourd'hui assez peu développée, faute, aussi, de prise de conscience du problème dans l'opinion publique, dont font partie les employeurs.

La réalité est aussi financière, comme ce blog l'a rappelé à plusieurs reprises : le système de prise en charge (2) est aujourd'hui abondé par la générosité des... militaires eux-mêmes, via, pour l'essentiel, les recettes des journées portes ouvertes, et les fonds.

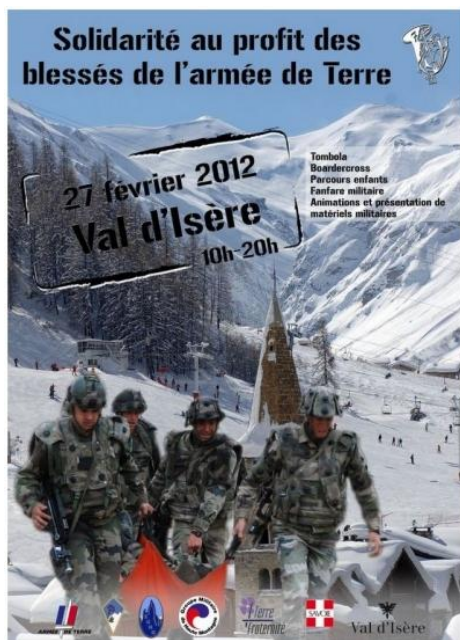
(1) 18 de l'armée de terre et deux de la marine.

(2) c'est le cas notamment pour les prothèses, dont certaines doivent être changées régulièrement, pour l'adaptation des logements ou véhicules à l'handicap, ou pour l'achat d'équipements sportifs. Le SCH Jocelyn Truchet, qui commence la compétition sportive en handisport a pu ainsi être aidé par l'**Entraide Montagne**, très en pointe sur la prise en charge des blessés de la **27e BIM**. [Rappelons que l'Entraide Montagne organise une rencontre de rugby pour recueillir des fonds](#) le 13 mai.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/14/2012 01:21:00 AM](#)

## Val d'Isère 27 février 2012 : Journée de solidarité au profit des blessés de l'armée de Terre

**En parallèle à la journée du 13 mai 2012 organisée par l'ensemble de la Brigade, le 7e Bataillon de chasseurs alpins de Bourg-Saint-Maurice organise le lundi 27 février 2012 une journée de solidarité au profit des blessés de l'armée de Terre dans la station de Val d'Isère.**



L'objectif de cette journée est de récolter des fonds qui seront entièrement reversés à l'association "Terre fraternité" au profit des blessés.

Une compétition de "boardercross" animera la journée avec des parcours du combattant pour les enfants, des démonstrations dynamiques et des parcours en VAC (véhicule articulé chenillé).

Une tombola viendra clôturer la journée.

#### **A gagner :**

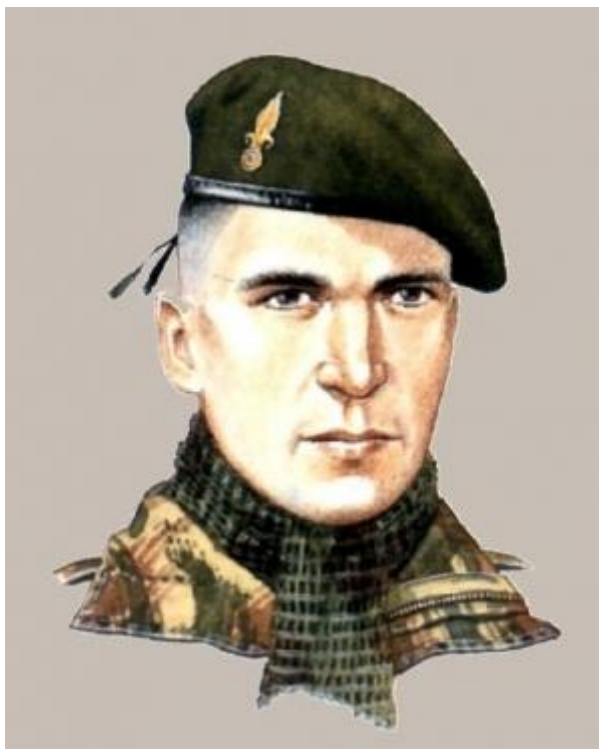
- une Volkswagen Take Up, valeur 10.000 €
- un séjour à Val d'Isère, valeur 2.500 €
- un écran plat, un Ipad 2 et bien d'autres lots...

**mercredi, 08 février 2012**

## **Légion étrangère : Concours d'affiche Camerone 2012**

**"La Légion étrangère, une exception française"**

**"Le 70e anniversaire de la bataille de Bir Hakeim"**



Participez au concours et remportez un prix de 500 euros offert par la SAMLE.

**Conditions générales :** Ouvert à tous, expression libre (dessin, photo, aquarelle, etc.)

Adressez votre projet (œuvre originale version papier)

Avant le 1er mars 2012 au format A3 (29,70 x 42 cm) à :

**KÉPI BLANC MAGAZINE BP 78 13673 AUBAGNE CEDEX**

## En kiosque demain : Guerres & Histoire n°5

Au sommaire de la prochaine livraison de G&H, j'ai choisi, en entrée, une belle exclusivité dénichée par notre correspondant aux Etats-Unis, Maurin-Picard. Il a retrouvé un plongeur de combat de l'US Navy qui a vécu une aventure extraordinaire à bord d'un sous-marin de la classe Sturgeon. Après une manœuvre de folie, le bâtiment s'est retrouvé pris en chasse par la flotte soviétique d'Extrême-Orient ! Le plongeur nous raconte en outre un incident affreux qui a fait couler beaucoup d'encre et qui n'est pas encore parfaitement tiré au clair.



Le portfolio fera dresser bien des cheveux. Il montre les guerriers enfants, les neurones immergés dans la drogue, des conflits du Libéria.

Pour les amateurs d'antique, Eric Tréguier nous fait le récit de la première bataille documentée de l'histoire, celle de Qadesh. Qui l'a gagnée ? Ramsès II ou le grand roi hittite Muwatalli ? La réponse n'est pas évidente...

Si le moyen-âge vous attire, une de nos collègues irlandaises nous livre une enquête archéologique sur le site d'une bataille peu connue de la guerre des Deux Roses. Histoire et enquête de médecine légale minutieuse se mêlent pour donner une vision terrifiante de la bataille médiévale. Plus violent encore que vous ne l'imaginez.

Notre dossier de Une, "1918, l'armée française à son zénith", revient sur l'armée de la république qui, après sa victoire le 11 novembre 1918, peut à juste titre se

considérer comme la meilleure du monde. Désormais appuyée par une industrie inventive et productive, commandée par des chefs novateurs, motorisée en masse, l'armée française de 1918 n'a rien de commun avec l'outil statique de 1916. Jamais, depuis Austerlitz et Iéna, les armes françaises n'avaient atteint un tel niveau. Mais comment cette armée française si puissante et innovante en 1918 a-t-elle pu prendre le retard que l'on sait en 1940 ?

Jean Lopez

11.02.2012

## Retex libyen du groupe aérien embarqué au sommaire de Marines & Forces navales



Le numéro 137 (février-mars) de la revue *Marines & Forces navales* (8€) est sorti.



Au sommaire:

- le GAE (groupe aérien embarqué) en Libye : retour d'expérience après l'opération Harmattan
- La sécurité du littoral marseillais... L'USPL 13 veille sur le littoral. L'Unité de Sécurité et de Prévention du Littoral (USPL) a pour mission d'assurer la sécurité du littoral marseillais et la mise en place d'actions de prévention de la délinquance en faveur des jeunes.
- Les frégates polyvalentes danoises du type *Iver Huitfeldt*. Mis à flot en mars 2010, ce bâtiment d'une série de trois dispose de 32 missiles surface-air SM-2 MR, 16 missiles antinavire *Harpoon*, une tourelle de 127mm, deux systèmes multitubes *Millennium* et six tubes lance-torpilles.
- Le programme des SNLE indiens, avec un focus sur l'INS *Arihant*.
- *La Junon*, l'histoire du sous-marin des FNFL

## Indochine - 1946-1954 - Témoignages inédits

Mise à jour : 09/02/2012 14:46

Quatorze anciens du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient livrent leurs souvenirs de la guerre d'Indochine dans un ouvrage intitulé « Indochine - 1946-1954 - Témoignages inédits ».



La société d'histoire militaire La Sabretache a réuni les témoignages de quatorze anciens officiers et sous-officiers du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient.

En marge de l'histoire officielle et des rapports d'état-major, ces hommes nous livrent leur expérience de combat et les réflexions que leur inspirent, avec le recul, ces événements. Doté d'une véritable valeur documentaire, ces écrits abordent le quotidien des hommes en opérations, s'attachant également à leurs

armements et leurs équipements.

Dans la mémoire de ces parachutistes, légionnaires ou artilleurs, revient également le souvenir de ces vietnamiens qui ont combattu pour l'indépendance de leur pays aux côtés de l'armée française.

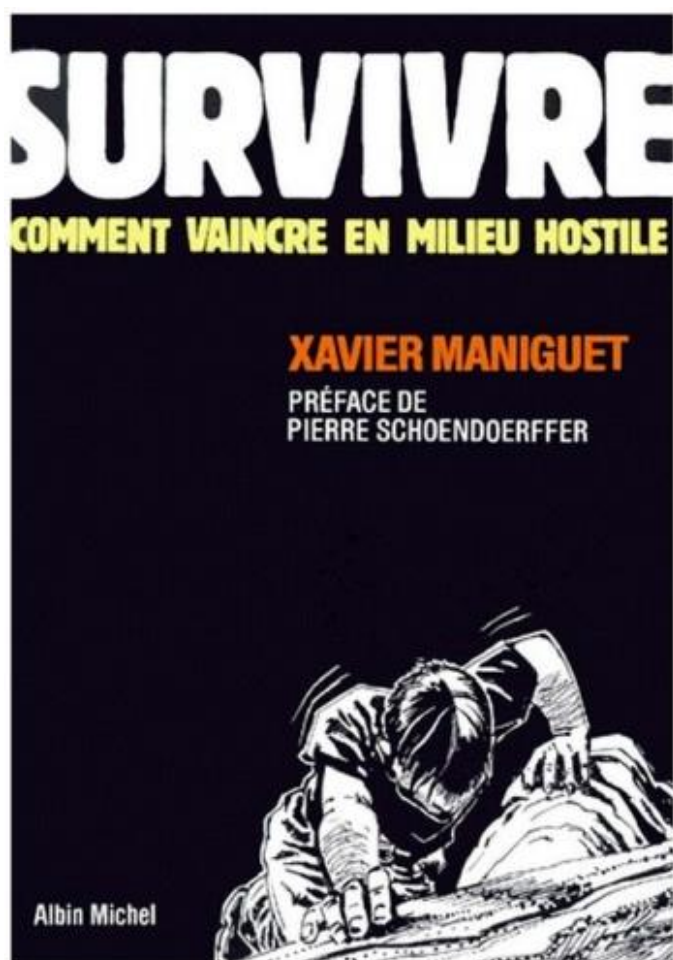
>>> Indochine - 1946-1954 - Témoignages inédits, présentés par La Sabretache, Bernard Giovanangeli Éditeur.

Droits : Armée de Terre 2012

**jeudi, 09 février 2012**

# Vient de paraître : "Survivre, comment vaincre en milieu hostile" (réédition)

La survie correspond aux conditions de vie d'un sujet qui, placé dans un environnement agressif, prolonge pour un temps limité les délais qui le séparent de la mort.



Cette définition classique a le mérite de souligner l'état temporaire durant lequel l'issue fatale est repoussée, et de ne pas être restrictive quant aux types d'agressions possibles. L'homme moderne reste, en effet, soumis aux mêmes agressions de la nature que son ancêtre des cavernes, mais comment pourrait-il en prendre conscience du fond de son "cocon civilisé" ? Il s'est, de plus, inventé des agressions nouvelles dont le nombre et la puissance sont à l'échelle de sa curiosité jamais rassasiée. Qu'il s'agisse de records sportifs, d'exploits aventuriers, d'accidents, de machines toujours plus sophistiquées, de guerres toujours plus apocalyptiques, l'homme du XXI<sup>e</sup> siècle n'a fait que multiplier les moyens de se retrouver brusquement confronté au dénuement des premiers âges.

À mesure que l'homme vit de plus en plus pour et par la machine, que son cerveau s'en remet toujours davantage aux

merveilles d'une électronique chaque jour plus performante, il en oublie, à son insu, de comprendre et d'entretenir ce qui restera toujours la plus merveilleuse des machines : son organisme. La seule machine pourtant capable de se sauver elle-même, la seule capable de s'adapter à n'importe quoi, n'importe où, avec d'autant plus de facilité cependant que son propriétaire aura eu soin de l'explorer, la comprendre, l'entraîner, la mettre à l'épreuve.

L'actuel engouement pour le sport est une heureuse réaction inconsciente de l'espèce pour sa survie. Ce qui nous manque c'est l'action, le besoin de surpassement autre qu'intellectuel, l'investissement physique, l'implication vitale. Il faut des situations extraordinaires pour que l'homme se surpasse et se découvre.

Courir le monde de toutes les façons possibles, ce n'est pas seulement la découverte des autres, mais c'est d'abord l'exploration de soi-même, l'excitation de se voir agir et réagir. Les "transats" en solitaire sur des bateaux toujours plus rapides et dangereux, les escalades à mains nues, toujours plus haut, toujours plus vite, les traversées du désert en voiture, en moto, à bicyclette ou à pied, les commandos pour réaliser à quelques-uns des opérations qui éviteront des guerres rangées, les raids un peu fous sur les calottes polaires ou au coeur des volcans, tout cela est le signe que l'homme moderne a pris conscience du gâchis qu'il y aurait à rendre passive une vie déjà bien courte. Tant mieux.

Mais vivre fort et vite ne veut pas dire vivre court. Il faut donc s'armer. Armer son bras, certes, mais encore plus son corps et sa tête. Il n'y a de survie efficace que bien comprise.

La survie dépend d'une contrainte temporelle et d'une contrainte géographique :

- Elle n'est possible que pour un temps limité, qui devra être suffisant pour tenir jusqu'à l'arrivée des secours ou pour rallier un poste sûr. C'est dire qu'il faudra savoir gérer ce temps sur le plan des besoins hydriques, diététiques, thermiques, mentaux, tous les autres besoins nécessaires à l'homéostasie, cette constance de l'organisme, nécessaire à la prolongation de la vie.

- Elle dépend du milieu dans lequel on doit évoluer. Il faudra connaître un minimum de recettes pour gérer aussi ce milieu, s'adapter à ses conditions météo, échnapper aux animaux agressifs, piéger les autres, surmonter les difficultés de progression dues à la topographie, la végétation.

La connaissance de ces besoins, de ces pièges, des impasses possibles, des nécessités absolues, des gestes à ne jamais faire, des autres à ne pas manquer, les limites au possible et de l'impossible, les trucs à essayer, les recettes à suivre, les idées reçues à oublier, sont abordées au fil des chapitres de ce livre qui, au-delà du guide pratique, propose une éthique de la survie ; en effet, s'il n'y a pas de philosophie de la survie, il y a des règles et des lois : on ne peut espérer se tirer de cas extrêmes et de situations limites qu'à coups de rigueur, de courage physique et mental et aussi avec le renfort d'un minimum de connaissances théoriques et pratiques.

L'organisme n'a pas seulement le don de s'adapter à n'importe quelle situation, il a aussi la faculté de nous obéir et d'accepter tout entraînement progressif qu'on lui impose : musculaire, physiologique, psychologique, social. Les modalités d'un tel entraînement en tant que mesures préventives pour la survie ont donc aussi leur place ici. Au hl des chapitres se feront claires ce que je pense être les vertus cardinales pour une meilleure aptitude à la survie en circonstances hostiles, et par extension pour une vie citadine plus facile :

- l'adaptabilité,
- la polyvalence,
- l'agressivité.

Volontaires ou pas, nous sommes tous des survivants potentiels.

**Xavier MANIGUET**

**Editions Albin Michel, 511 pages, 28 euros**

Cliquer [ICI](#) pour commander l'ouvrage.

Spécialiste de médecine aéronautique, de médecine hyperbare (plongée professionnelle) et de médecine du sport, le Dr Xavier Maniguet (1946-2009), tropicaliste, s'est orienté très tôt vers l'aventure. Egalement instructeur de voltige aérienne et de pilotage sur glaciers, parachutiste, nageur de combat, officier de la Royale..., il fût témoin et acteur de nombreux événements qui ont fait l'actualité. Explorateur tout-terrain, sa polyvalence scientifique et pratique lui a permis d'aborder, de manière exhaustive, tous les aspects de la survie.

## Apache ou Apocalypse Now au cœur de l'Afghanistan

---



Témoignage publié le samedi 11 février 2012 par [Bruno Rivière](#)

***Ed Macy totalise près de 4.000 heures de vol sur des hélicoptères de l'Armée britannique. C'est un spécialiste de l'Apache AH-64D, ce fameux appareil d'attaque américain, capable d'atteindre une cible de 10 cm à plusieurs kilomètres. Ed Macy est détaché en Afghanistan où il participe à des missions pour le moins périlleuses. Frissons...***

Voilà un ouvrage qui laisse des frissons. « *Apache – l'homme, la machine, la mission* » d'Ed Macy (éditions Nimrod) est tout simplement extraordinaire. Ed Macy, pilote d'Apache, a rendez-vous avec la guerre en Afghanistan. Après des déboires, et un accident qui l'empêche de continuer sa carrière de parachutiste dans un régiment de l'Armée britannique, Ed Macy parvient – son dossier médical ayant été égaré ! – à intégrer l'escadron 656, celui qui regroupe notamment les pilotes d'Apache. Pas moins de trois ans impitoyables de formation pour parvenir à maîtriser cet hélicoptère de combat de plus de 50 millions de dollars pièce. Pourquoi l'appareil était-il aussi difficile à piloter ? Réponse d'Ed Macy : « *pour faire court : en raison de la quantité inimaginable de tâches qu'il fallait gérer en parallèle. Faire voler un Apache en opération revenait à jouer simultanément à la Xbox, à la PlayStation et aux échecs, tout en étant perché dans le wagonnet des plus grandes montagnes russes de Disneyworld.* » (page 34).





**" Faire voler un Apache en opération revenait à jouer simultanément à la Xbox, à la PlayStation et aux échecs, tout en étant perché dans le wagonnet des plus grandes montagnes russes de Disneyworld " . Ed Macy**

© Boeing

Ed Macy part au combat à Camp Bastion, une base britannique installée en Afghanistan, à une heure de vol de Kandahar. Et là, les missions s'enchaînent à un rythme fou. Evasan, reconnaissances, appuis aériens des Royal Marines, attaques de camps talibans... Les vols se suivent à raison de plus de 12 heures aux commandes par jour. Le lecteur est tout simplement installé aux côtés d'Ed Macy, dans son cockpit pendant les combats, aux opérations de Camp Bastion pendant les débriefings, et même dans son propre campement pendant les trop rares périodes de repos. Un moment inoubliable : la récupération d'un soldat blessé des Royal Marines à Fort Jugroom, une base protégée des Talibans où plusieurs Apaches, soutenues par une force stratégique à haute altitude (notamment un bombardier Rockwell B-1 Lancer). L'aventure est à couper le souffle : il faut imaginer des centaines de Talibans, armés jusqu'aux dents et prêts à sacrifier leur vie, retranchés dans une forteresse dans laquelle l'Apache d'Ed Macy et de son coéquipier va finir par se poser. La vie du blessé est en jeu. Suspens... On dira juste que quelques héros de cette guerre en Afghanistan, dont Ed Macy, recevront plus tard de la Reine d'Angleterre, la très convoitée « *Military Cross* ».

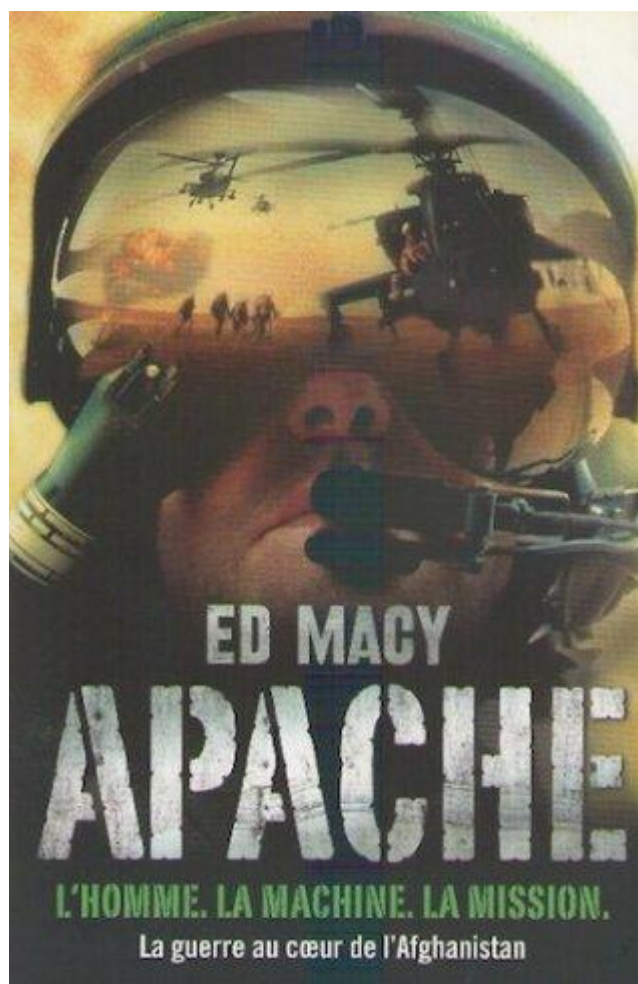


**Ed Macy raconte ses missions comme s'il se confiait à un ami, un complice.**

© Boeing

Ed Macy raconte ses missions comme s'il se confiait à un ami, un complice. Tantôt drôle lorsqu'il ose une comparaison avec Buck Danny (page 17), tantôt émouvant lorsqu'il apprend que sa tendre Emily attend leur troisième enfant (page 168). Le style est carrément direct, tel celui d'un soldat, d'un pilote : mélange de jargons aéronautiques, de check-lists et de jurons. Le lecteur n'y reste pas insensible. Le très sérieux quotidien « *The Guardian* » parle d'ailleurs de l'ouvrage ainsi : « *des livres comme celui-ci nous rappellent que les soldats sont vraiment des hommes à part.* »

**Bruno Rivière**



## **Apache**

Par Ed Macy

Traduit de l'anglais par Antony Angrand et

Franck Mirmont

Editions Nimrod

316 pages dont 5 cartes – 21 €

ISBN 978-2915243413

## Aux Invalides (4) : la genèse du lieu

C'est sur une plaine marécageuse et maraîchère que **Louis XIV** prend la décision d'installer un vaste refuge pour les blessés des guerres, qui deviendront les Invalides, et confie le dossier à **Louvois**, qui est repassé, récemment, à la postérité, mais pour d'autres raisons.

Il fallait 15 hectares de terrain, et un terrain plat, pour faciliter la construction. Il fallait aussi un accès à la Seine pour convoier les pierres de construction des carrières (1).

L'architecte, **Bruand**, qui vient de terminer la Salpêtrière s'attelle à ce nouveau défi. Pour aller vite, on simplifie ce qui peut l'être, mais les Invalides reste un modèle du genre, avec ses 25 km de couloirs.

Les choses vont relativement vite : Louis Le Grand, dont le chiffre se retrouve ensuite un peu partout sur l'édifice, prend la décision de lancer ce chantier, et la première pierre est posée en septembre 1671, et en 1674, le roi, Louvois et le premier gouverneur des Invalides, **François Lemaçon d'Ormoy** arrivent avec les premiers pensionnaires des Invalides. Seule la facade actuelle est terminée, l'aile hébergeant actuellement le **SGDSN** restant à bâtir, comme l'église. La façade actuelle mesure 196 m, représentant exactement 100 toises (la mesure de l'époque) pour 24 mètres de haut.

Bruand, qui a été débauché par **Vauban** pour aller construire des fortifications, rencontre quelques délais dans l'achèvement du chantier. Louvois débauche dont le neveu du grand **Mansard**. Ce dernier reprend de son oncle un projet de coupole qui deviendra le dôme bien connu des Invalides.

Les Invalides constituent assez vite un standard pour l'époque, avec 300 lits en salle aérée et éclairée. Des lits individuels, là où la norme du temps est plutôt à 5-6 allités, norme réduite à deux seulement pour ... les contagieux.

Les Invalides ont gardé cette vocation médicale au fil des temps, même si aujourd'hui, l'INI n'occupe plus qu'une portion infime des lieux. Ici on a soigné des blessés de la résistance, des rescapés des camps, et encore plus récemment, des blessés d'Afghanistan.

(1) le pont Alexandre III ne sera construit que bien plus tard.

## Aux Invalides (5) : la Bastille commence ici...

Le 16 octobre 1786, un nouveau gouverneur a pris en main les destinées des Invalides : François-Charles Vireau de Sombreuil. Comme les Invalides, il a son rôle à jouer dans la prise de la Bastille, puisque le 13 juillet au soir, les parisiens, Camille Desmoulins et Jean-François Carré en tête, viennent tenter de faire leur marché aux Invalides, un des dépôts d'armes que compte la capitale.



*François-Charles Vireau de Sombreuil, à droite (photo Jean-Marc Tanguy).*

Mais le gouverneur refuse de donner aux parisiens les armes qu'ils réclament.

Sentant l'odeur de la poudre monter, le gouverneur fait enfouir les stocks d'armes dans les souterrains du site.

Les Parisiens reviennent le lendemain, et réussissent à s'emparer d'au moins 20.000 fusils et une vingtaine de canons. Lors de cette opération de fauche, plusieurs personnes meurent accidentellement dans l'air confiné des souterrains.

La prise de la Bastille a donc véritablement commencé ici. Et deux fois qu'une, car c'est une compagnie de garde venue des Invalides qui est postée à la Bastille.

Vireau de Sombreuil survivra deux fois à la mort, conservant son poste jusqu'au 27 mai 1793. Il meurt finalement le 17 juin 1794.

Sa fille, qui l'a sauvé à plusieurs reprises de la mort, est la seule femme enterrée dans le caveau des gouverneurs, sous les Invalides.